



MENSUEL. LE NUMERO: 2 F.

## Sommaire

N° 120

Octobre - Novembre 1972

Handicapés	1		
Les finances d'ICO	8	Occupations d'usine et conseils ouvriers	23
France	9	Debats:	
Ecosse	11	Sur le Contre planning	26
Algerie	12	Sur un groupe de femmes	30
Etats-Unis	14	Publications	17 et 34
Psychiatrie et anti-psychiatrie	18	Chine: Le tigre de Papier	35

## handicapés

### ADRESSE AUX ESTAMPILLEURS

Marquer un individu des 6 lettres D.E.B.I.L.E est une chose facile et courante. Cette opération fait partie d'un processus tendant à mettre des êtres au travail à la chaîne, dans des conditions telles qu'ils ne puissent jamais se révolter.

MAIS Pourtant ... Au centre de Rémonville Saint Agne près de Toulouse une crise latente a fini par éclater.

Cette maison s'occupe d'"handicapés physiques" de tous âges, garçons et filles; elle est divisée en I.M.P. pour les plus jeunes, S.M.P. (section médico-professionnelle) pour les jeunes de 14 à 20 ans et C.A.T. (Centre d'aide par le travail) pour les adultes. Les internes vivent en foyer: Blocs H.L.M. à l'intérieur d'une cité; les enfants y sont répartis à raison de 8 à 9 par appartement.

Une équipe d'éducateurs et d'éducatrices animent le tout.

### EN JANVIER 72

Je suis entré comme éducateur d'internat dans un groupe de 17 à 19 ans. Les consignes que je devais appliquer étaient d'interdire vin, cigarettes, rapports entre garçons et filles ...



Au premier repas, après m'avoir un peu "essayé", un garçon prit du vin de la bouteille qui m'était réservée, par simple provocation. Bientôt devant mon absence de réactions, chacun sortit son paquet de cigarettes et se mit à fumer.

LES JEUNES prirent comme position de fumer, de boire et de rencontrer les filles du foyer voisin au vu et au su des éducateurs qui étaient d'accord, et en se cachant, avec des trésors d'ingéniosité, des personnes qui appliquaient strictement les interdits

La révolte commençait à se manifester à travers certains garçons qui réagissaient d'une façon individuelle. Ceci en amena un à verser de la mort-aux-rats dans la gamelle de son maître d'atelier. A la moindre occasion, trois ou quatre pensionnaires simulaient un jeu et en profitaient pour bousculer un éducateur plus permissif que les autres.

UNE REUNION du personnel d'encadrement dégagait deux tendances : ceux qui maintenaient les interdits tout en sachant très bien qu'ils étaient enfreints quotidiennement, et quelques-uns qui refusent de jouer aux gendarmes et aux voleurs.

Les jeunes profitèrent immédiatement de cette opposition entre éducateurs.

Dans les jours qui suivirent quelques-uns profitèrent d'un déplacement en car pour se mettre à fumer et à chahuter.

La réaction de la direction (CGT) ne tarda pas. Elle entreprit immédiatement la fouille systématique des jeunes, des ateliers des classes et de leurs appartements : sans résultat car si les maîtres d'ateliers et institutrices étaient d'accord pour la fouille, les éducateurs d'internat qui avaient eu vent du projet, cachèrent les paquets de cigarettes dans leurs poches.

Immédiatement, nous avons dénoncé la fouille ainsi que la lâcheté de l'équipe éducative qui jouait le jeu de la complicité avec les enfants pour ne pas avoir d'emmerdements. Le fossé entre nous s'élargit un peu plus.

LES JEUNES PROTESTAIENT contre les conditions de travail. Ils trouvaient qu'ils produisaient trop à la chaîne de bobinage, de cartonnage, aux ateliers de peinture ou de mécanique pour les garçons, au pressing, aux ateliers de bonneterie, de capitonnage pour les cercueils, ou de peinture sur les "vierges de Lourdes" pour les filles. Tous pensaient que le rendement auquel ils étaient astreints était au détriment de leur vie professionnelle. Ils étaient également



très soupçonneux quant à l'utilisation des gains réalisés par leur travail.

D'autre part ils aspiraient à un peu plus de liberté dans leur vie d'internat.

AUSSI, comme le permettaient les structures de la maison, ils demandèrent par l'intermédiaire de leur délégué que le problème du tabac et de l'alcool soit posé en présence d'un psychiatre lors d'une assemblée générale.

Immédiatement les adultes, les institutrices en particulier, tentèrent une vaste entreprise de récupération, et firent préparer aux jeunes

les questions qu'ils devraient poser au psychiatre "Quels sont les dangers de l'alcool?" "du tabac?" "Qu'est-ce que la cyrrhose du foie?" "Qu'est-ce que le cancer du poumon?" Etc...Etc...

Très peu dupes, garçons et filles voulurent chercher, avec nous, un moyen de s'organiser pour cette réunion. Nous nous sommes entendus très vite sur la stratégie suivante :

1 - Isoler le psychiatre en refusant l'intervention et la présence de la directrice, des maîtres d'ateliers ou des institutrices.

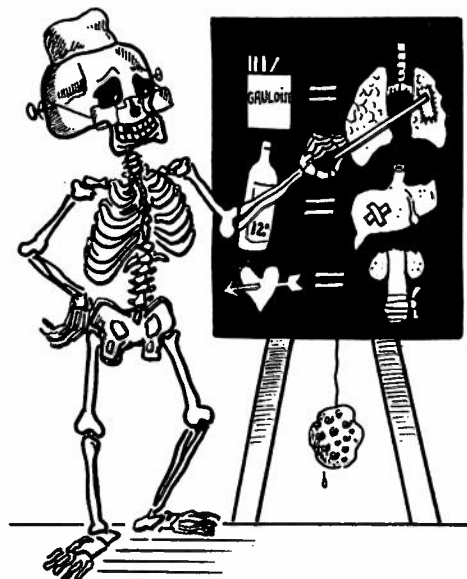
2 - En posant des questions insidieuses qui gênaient le psychiatre (l'alcool et le tabac sont dangereux, mais le travail ...)

3 - En menant une lutte très coordonnée élèves-éducateurs.

La tactique s'avéra excellente. Dès le début les jeunes demandèrent le départ de la directrice et de l'équipe enseignante, disant que le problème concernait seulement l'internat qu'ils savaient que l'interdit serait forcément maintenu en classe et en atelier. Devant les réactions de colère de la direction le psychiatre décida de diviser la réunion en deux parties : 1 - avec tout le monde,

2 - avec l'équipe éducative seulement.

Dans le premier temps le médecin parla comme on pouvait s'y attendre des ravages de l'alcool et du tabac.



Dans le deuxième temps, coincé par les élèves et quelques éducateurs il était obligé de reconnaître que dans la vie d'internat devant une pratique de fait, un assouplissement de la règle était souhaitable.

Les jeunes ressentirent cela comme une grande victoire et quittèrent la salle en criant : "On a gagné!". Le psychiatre furieux se réfugia dans son bureau en vociférant...

LE RESULTAT de cette réunion ne se fit pas attendre. Le lendemain une directrice trouvait dans le village un élève, deux bouteilles de vin sous le bras, une cigarette à la bouche, arpentant fièrement le trottoir. Dans la nuit deux autres prenaient une cuite monumentale au grand dommage des lavabos, dessus de lit... Un mouchard se fit casser la gueule. A la télévision le sentimental l'emportait dans l'intérêt du petit écran.

LA REPRESSION fut immédiate. La direction prit des mesures draconiques : séparation des W.C. des garçons et des filles, construction de nouveaux cabinets à 250 m les uns des autres. Interdiction de se retrouver en lieu fermé aux récréations, présence obligatoire d'éducateurs à la salle de télévision, visites interdites d'un appartement à l'autre, réunions interdites, suppression des fêtes etc.etc.



POUR LES FETES de Pentecôte, il nous fut possible d'emmener les jeunes (deux groupes garçons et filles) pendant deux jours dans une colonie de vacances innocuée, sans plus d'encadrement que leurs éducateurs de groupes habituels.

Tout de suite après une ambiance extraordinaire régnait et quand vint le soir la fameuse question se posait de savoir si garçons et filles pouvaient dormir ensemble. Pour les garçons l'inquiétude était de ne pas "faire des gosses" ajoutée à un certain désarroi devant cette liberté soudaine. Pour les filles il en était

de même avec une plus grande ignorance et timidité devant le problème sexuel. Nous nous trouvâmes incapables de leur venir réellement en aide. Dans les chambres une douce pagaille régna jusqu'à trois heures du matin. Cependant, laissant leurs prothèses au pied du lit garçons et filles finirent par s'endormir paisiblement, tendrement enlacés. Le retour au centre devait se passer avec une certaine tristesse : Tous nous avions l'impression de reprendre le collier.

Le lendemain, une maîtresse d'atelier étant absente, je fus amené à la remplacer. Mon rôle était de surveiller une chaîne de montage de boîtes en carton pour des entreprises de confection de chemises. Ce travail a pour nom "éducation gestuelle". Les bénéfices réalisés vont dans les caisses d'une coopérative avec l'aide "désintéressée des adultes".

Mon premier acte fut de chronométrer un garçon à qui j'avais demandé de fabriquer une boîte le plus rapidement possible. Il mit environ 30 secondes... Quand je me désintéressais apparemment de lui il lui arrivait de faire une boîte toutes les deux ou trois minutes. Quelques instants plus tard un autre se leva et me demanda d'écouter des disques, tout en restant près de l'appareil pour changer

les disques. Peu après un autre jouait de la batte avec un règle, accompagné par ses camarades qui frappaient dans leurs mains.

En très peu de temps l'atelier cessa de fonctionner. Le maître d'atelier responsable vint demander les raisons de ce tapage qu'il entendait, et il remit fermement les jeunes au travail. Comme je lui demandais des précisions sur les bénéfices rééducatifs que les handicapés pouvaient tirer de cette fabrication de cartonnage, il me répondit qu'il n'était pas question de rééducation mais d'éducation gestuelle afin d'apprendre la rationalisation des gestes en vue d'un rendement maximum. Il me dit aussi que les entreprises extérieures devenaient très exigeantes quant à la qualité du travail et à la rapidité de livraison. Il s'agissait bien d'un apprentissage du travail à la chaîne.





LE LENDEMAIN MATIN, le directeur me signifia la fin de mon remplacement, avec pour motif réel officieux: "sabotage systématique et mise en danger des institutions de la maison" ! Certains de mes collègues eurent des "avertissements oraux".

LA PREMIERE réaction des jeunes fut affective. Ils désiraient agir pour obtenir ma réintégration. Ils comprirent très vite cependant que ce n'était pas le problème essentiel, mais qu'ils devaient continuer la lutte commencée en contestant leurs conditions de vie et de travail. Leur prise de conscience se matérialisa d'abord par des actes individuels, destruction des portes des cabinets, projets de faire sauter la chaudière du chauffage...

Puis peu à peu, reprenant le dessus, ils commencèrent à se retrouver et à s'organiser pour coordonner leur défense. Réunis en petits groupes ils cherchèrent donc à organiser une action qui paralyserait la production, par l'arrêt de travail; ils firent un tract exposant de façon simple leurs revendications.

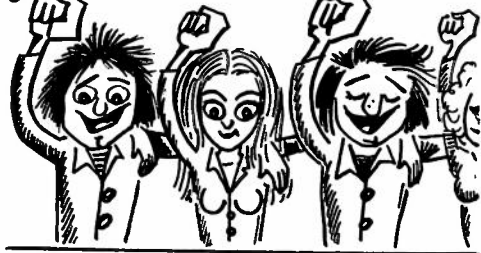
Ils décidèrent de le distribuer à tous leurs camarades et d'exiger une rencontre avec la direction dans les 24 heures. Sinon ils déclaraient une grève sur le tas. Nous quittions vraiment le monde des "débiles" pour entrer subitement dans celui des travailleurs en pleine bagarre. Demandant peu de conseils et discutant avec nous, qui étions solidaires de leur action, d'une façon très autonome et très consciente ils réfléchirent beaucoup sur les problèmes de tactique de distribution du tract, sur la mobilisation que l'on pouvait espérer, sur l'attitude à prévoir de la part des maîtres d'ateliers, des éducateurs, du directeur, sur la façon de faire la grève; ils parlaient d'un piquet de grève, envisageaient les risques de bagarre, etc, etc...

LE JOUR PREVU (lundi MAI), le tract fut distribué avec une grande astuce, car tout le monde l'avait en main au rassemblement.

Le directeur passa dans toutes les classes, tous les ateliers, pour intimider et interroger les jeunes sur l'origine de ce tract. Les interrogatoires furent aussi individuels, cherchant les complicités extérieures par tous les moyens, menaçant d'expulsion ... Le patron affolé en réalité par cette prise de conscience et cette action, perdait la tête... Il se reprit très vite et le lendemain fit annoncer par la sous-directrice qu'il enverrait à chaque enfant une lettre que nous reproduisons ci-joint.

Les jeunes à cette annonce réagirent en refusant, malgré les exhortations d'une maîtresse d'atelier, de revenir au travail; pendant plus d'un quart d'heure tous (130 environ) attendaient en bloc, dehors, réclamant leur réunion. Les maîtres d'ateliers rentrèrent dans les rangs et

ET NOTRE ÉDUCATION  
GESTUELLE, M<sup>r</sup> LE DIRECTEUR?



COORDONNONS-NOUS MIEUX  
NOS MOUVEMENTS?

par une savante manoeuvre parvinrent à les dissocier par atelier. On entendit même un de ces contremaîtres d'un nouveau genre, responsable C.G.T., dire "Si tu fais la grève, tu ne mets plus les pieds dans mon atelier" !...

Le directeur était absent quelques jours. Tous les adultes, inquiets travaillèrent à annihiler le mouvement: récupérer les plus faibles, impressionner et casser les reins aux plus forts et supposés leaders.

Discussions en classe et en ateliers, au foyer, allèrent bon train. Le thème était: "Vous êtes manipulés", "vous ne savez pas ce que vous voulez !" etc. etc...

Un éducateur (PC CGT) alla chez deux jeunes en placement familial, qu'il jugeait en pointe, pour voir s'ils ne cachaient pas la ronéo qui avait servi à faire le tract. Ensuite il les emmena chez lui, où il leur parla, devant un verre de ricard, de 21 heures à minuit 1/2, essayant de les démoraliser, de réfuter leurs revendications, de les convaincre de stupidité, de leur démontrer que s'ils ne travaillaient pas exactement à la chaîne ils ne pouvaient pas se plaindre du rendement ! etc.etc...



Le lendemain l'assistante sociale convoquait l'un d'eux pour le harceler de questions sur ses connaissances politiques, sur ses fréquentations, etc. etc... Elle lui imposa sa carte d'invalidité, qu'il refusait disant qu'avec ça il ne trouverait pas de travail, et que d'ailleurs il n'y avait pas droit étant très peu handicapé au niveau de l'ouïe. Elle lui avoua cyniquement qu'elle avait augmenté son pourcentage en le déclarant débile. Le jeune sentit son impuissance malgré son désaccord profond, peu intéressé aux avantages qu'on lui faisait miroiter (réductions, taxes supprimées, places prioritaires dans les transports, pas de vignette auto, etc. etc...) et conscient de la continuation de l'exploitation dont il était l'objet.

Ce n'est qu'un exemple. Beaucoup subirent des coups de ce genre et des bourrages de crâne multiples.

Ils essaient tous cependant de continuer la lutte durement et difficilement. Nous avons essayé de l'extérieur de réunir un maximum d'éducateurs, psychiatres et psychologues d'accord pour dénoncer le rôle qu'on leur faisait jouer, d'accord pour favoriser avec les jeunes une prise de conscience de l'aliénation dans les ateliers protégés, des conditions de travail et de vie intolérables. Aussi ce témoignage n'est qu'un appel à tout travailleur concerné, éducateur, psychologue, psychiatre, maître d'atelier, instituteur, médecin, assistante sociale, infirmière, etc...

## documents

TRACT DIFFUSE PAR LES TRAVAILLEURS DE RAMONVILLE  
(texte écrit à la main et ronéoté à l'alcool)

### OU EN SOMMES NOUS ?

Depuis l'assemblée générale du 29 mai 1972, nous vous faisons remarquer que les problèmes évoqués n'ont pas été étudiés mais évités. Notre Patron n'a fait que des discours concernant le fonctionnement de l'établissement.

Nous avons exigé:

- 1°) Droit de réunion libre (en fait les réunions nous les attendons toujours)
- 2°) Plus de rendement exigé: on nous fait croire que nous ne faisons plus de rendement mais on est obligé de fournir le boulot que l'industriel nous porte et de le rendre impeccable à la date qu'il a fixé.
- 3°) Compte-rendu clair de l'argent de l'éducation gestuelle: toujours autant de boîtes à taire mais peu de factures en main!
- 4°) Permettre des rapports entre garçons et filles. Après avoir travaillé 3 ou 4 mois pour une salle de jeu, le premier bal, que nous avions organisé ensemble et seuls, nous a été refusé par M. Hirtzlin sous prétexte qu'il devait être averti une semaine à l'avance. Depuis on a la chance de l'utiliser chaque quinze jours ou trois semaines "bien encadrés par dix éducateurs plus M. Hirtzlin et le veilleur"!

On nous interdit d'avoir des rapports entre filles et garçons, c'est pourquoi il y a une éducatrice et un éducateur qui ont couché ensemble, sous nos yeux, alors que si ça avait été nous, on passait au bureau pour notre tenue.

A l'assemblée générale M. Commanay a fait tout un baratin sur ce sujet et comme conclusion a dit que: si c'était cela, ce serait un vrai bordel; alors qu'il ne s'agissait que de pouvoir se voir librement et non en cachette.

- 5°) Qu'on ne fouille plus ni qu'on ne nous fasse plus d'engueulades ni de brimades de toute sorte - ça dure toujours et sous n'importe quel prétexte.
  - 6°) Droit de sortir librement pour les internes - depuis quatre mois on nous supprime tout droit de sortir - plus aller chez les gars ou les autres groupes. Pour sortir seul on est petit, s'il nous arrive un accident - patati patata.
- Mais quand il s'agit de faire du rendement, alors là on est très grand. On est capable de faire cela, après on redevient petit pour traverser la rue. Bientôt, pour aller aux W.C., il faudra demander qu'on nous aide.

Êtes-vous satisfaits de ce que vous avez obtenu à l'assemblée générale présidée par M. Commanay? Avez-vous obtenu quelque chose que vous avez demandé sur le tract? Le tract il n'en a pas parlé. Il a seulement fait du baratin et quand on lui disait la vérité il nous faisait taire.

Que pensez-vous faire? Continuer à vivre dans cette atmosphère ou faire quelque chose pour en sortir?

Il ne faut pas croire que les camps et les colonies de vacances vont nous faire oublier toute cette affaire que nous avons entreprise.

NOUS COMPTONS ALLER JUSQU'AU BOUT AFIN D'ABOUTIR A DES RESULTATS AUTRES QUE CE QUE NOUS SUBISSONS !

## L'EMPLOI DES HANDICAPES EN FRANCE

Sous le titre : « Une politique pour 1.350.000 handicapés », la revue *Dirigeant* a publié l'article ci-après de Maud Ballendier dans son numéro de mai 1972.

( PROBLÈMES ÉCONOMIQUES 2 août 1972 — N° 1.283 )

Il y a en France 1.350.000 handicapés physiques. 50 % proviennent d'accidents de la route, 35 % d'accidents du travail et 15 % de divers, les handicapés de naissance entrant dans cette dernière catégorie. Ainsi 85 % des handicapés physiques le sont à la suite d'un accident. Cependant, le bilan macabre du lundi matin et son lot hebdomadaire de morts sur les routes est accueilli avec la même indifférence que le bulletin météorologique. Toujours est-il que le problème existe avec acuité et que l'instant fatal qui fait d'un homme valide un handicapé physique est lourd de conséquences sur le plan économique et social.

En effet, si ces dernières années un effort certain a été fait en faveur des enfants handicapés, on ne s'est préoccupé de la situation des adultes handicapés que très récemment. De nombreux facteurs contribuent à rendre particulièrement présente la recherche de solutions permettant l'insertion des handicapés dans la société et leur réadaptation dans le milieu professionnel. Ces facteurs sont notamment de trois ordres : quantitatif : le nombre des handicapés physiques est en forte croissance, du fait de la multiplication des accidents de la route et de l'allongement de la durée de la vie ; économique : le développement industriel modifie les conditions de travail et entraîne comme objectif principal l'accroissement de la productivité ; psychologique : une prise de conscience s'est faite vis-à-vis de ce problème qui peut atteindre chacun de nous, et la notion des droits des handicapés s'est substituée à une vague pitié qui n'avait plus de place face à l'envergure du problème.

Sur 1.350.000 handicapés, 850.000 sont à la charge de la Société, et lors de la préparation du VI<sup>e</sup> Plan, certaines dispositions ont été prises en faveur des adultes leur permettant notamment de s'affilier à un régime de Sécurité Sociale. Il convient en effet de rappeler que jusqu'à la loi du 13 juillet 1971, les handicapés de plus de 21 ans ne bénéficiaient d'aucune aide de l'Etat, ne pouvaient adhérer à un régime de sécurité sociale, et étaient à l'entière charge de leur famille avec les problèmes inextricables que cela entraîne.

### Des « ateliers protégés »

En ce qui concerne les travailleurs handicapés, ils ne bénéficient d'aucunes dispositions spéciales, et sont soumis au droit du travail normal.

On considère que 200.000 handicapés pourraient travailler en milieu normal et 250.000 en ateliers protégés. On entend par milieu normal, l'insertion de l'handicapé dans les structures de productivité établies. Est admis en milieu normal, tout handicapé dont le rendement n'est pas inférieur de plus de 20 % au rendement normal. Des abattements de salaires pouvant aller jusqu'à 20 % peuvent être pratiqués sous le contrôle de l'Inspecteur du Travail. Une loi du 23 novembre 1957 prévoit une priorité d'emploi pour les handicapés physiques de 10 % dans le Secteur Privé, et ce pour toute entreprise d'au moins 10 employés. Il est navrant que cette réglementation soit si peu observée, car il faut se rendre compte que peu de choses parfois permettent la réadaptation d'un handicapé dans un milieu normal. Si l'image d'un paraplégique des membres inférieurs, comptable dans un bureau ne choque personne, l'adaptation d'un poste de travail dans un atelier (souvent la position d'une manette par exemple) peut permettre à un handicapé d'exercer une activité dans des conditions tout à fait normales de productivité.

A cet effet, un budget de 4 millions a été voté l'année dernière, et les employeurs désireux de bénéficier d'une aide dans ce domaine doivent simplement remplir un formulaire donné dans les préfectures, et accompagner

leur demande d'un devis. Ces demandes sont en général favorablement accueillies, l'aide étant de 80 % du coût de l'adaptation du poste de travail et le plafond de 2.500 F par unité. Faute d'une information suffisante, seulement 10 % de ce budget a été sollicité et attribué.

Il est évident que ce reclassement est de loin le plus favorable à la réadaptation et à l'épanouissement de l'handicapé, tout en préservant facteur économique et rentabilité. Dans l'hypothèse où le degré de handicap ne permet pas la réinsertion dans le circuit normal, on doit envisager leur placement dans des « ateliers protégés », dont la finalité économique est dominante. Pour atteindre cet objectif, trois séries d'actions importantes sont nécessaires :

- la coordination et l'amélioration de toutes les interventions précédant le reclassement professionnel,
- l'information appropriée destinée à augmenter les offres d'emplois faites aux handicapés par les employeurs,
- enfin la multiplication des ateliers protégés.

Actuellement, les moyens mis en œuvre pour la réadaptation et la formation professionnelle peuvent être considérés comme satisfaisants par rapport aux possibilités de placement, mais une meilleure coordination est indispensable entre les différents organismes qui interviennent au niveau des opérations effectives de reclassement. Par contre au stade de l'orientation et du placement proprement dit, la situation est très critique faute de crédit. La commission départementale d'Orientation des Infirmités de l'Essonne, ne se réunit même plus par exemple, toute action étant impossible faute de crédit.

L'Etat a pris quelques dispositions spéciales à cet effet. L'Agence Nationale pour l'Emploi a reçu pour mission de prendre en charge et de suivre avec attention le placement des handicapés. Son rôle serait d'autant plus efficace que son champ d'action sur le marché du travail est étendu, et que l'attitude des employeurs vis-à-vis des handicapés est coopérative.

Une action d'information doit néanmoins être entreprise auprès des employeurs qui ne considèrent l'intégration des handicapés que comme une charge pour l'entreprise. Il faut savoir que de nombreux handicapés sont capables d'une quantité et d'une qualité de travail tout à fait satisfaisantes, notamment pour les travaux de montage et de précision.

Le dernier objectif est donc d'accroître considérablement le nombre des ateliers protégés.

Par « atelier protégé », on entend une entreprise dont la finalité est avant tout productive, et qui en tant que telle doit s'insérer dans le circuit économique et industriel. La création d'un « atelier protégé » ne peut se concevoir que dans la mesure où il existe un marché pour sa production. Il n'est absolument plus question de faire de la vannerie ou autre activité semblable, mais bien de produire à des fins commerciales. L'« atelier protégé » n'emploie que les handicapés y compris le personnel d'encadrement.

Un budget de trois millions de francs a été voté pour la création d'ateliers protégés. La subvention de l'Etat peut atteindre 50 % de l'investissement initial terrain compris, l'aide de la Sécurité Sociale est de 20 %. En ce qui concerne le fonctionnement, l'Etat pourrait intervenir pour prendre en charge le déficit éventuel de ces établissements dans des conditions très définies (contrôle de qualité et de gestion, etc.). Un plafond de déficit admissible sera établi au-delà duquel l'établissement ne pourra plus être considéré comme un atelier à vocation productive et relèvera du Bureau d'Aide Spéciale pour le Travail qui est un organisme social basé

sur d'autres critères.

Il existe actuellement 1.800 places en ateliers protégés pour 250.000 demandes. L'objectif du VI<sup>e</sup> Plan est de tripler d'ici à 1975 les possibilités.

Plusieurs grandes entreprises françaises soit ont déjà un « atelier protégé » en fonctionnement, soit donnent en sous-traitance des travaux à effectuer dans des ateliers protégés indépendants.

Voici deux exemples :

Aux usines Renault l'atelier protégé appelé « atelier social et de réadaptation » existe depuis vingt ans et accueille 180 employés faisant tous partie intégrante du personnel de chez Renault avant leur handicap.

Malgré les énormes difficultés provenant d'un absentéisme très important et d'une perpétuelle rotation, la gestion de l'atelier est très satisfaisante.

Le personnel est théoriquement astreint à faire 40 heures par semaine. Aucune cadence n'est imposée. Les 110 pièces que fabrique actuellement l'atelier entrent dans la production normale et sont faites selon les normes de l'usine.

Dans l'optique de Renault, l'atelier protégé n'est qu'une période transitoire, l'objectif est donc de réintégrer les handicapés dans un milieu naturel. A cet effet, des contrôles médicaux ont lieu tous les trois mois, et en permanence, des handicapés sont détachés dans les services afin d'étudier les possibilités de reclassement.

La plupart des handicapés bénéficiaient dans leur ancienne qualification chez Renault d'une garantie de salaire qui leur est toujours appliquée dans l'atelier protégé. Le salaire minimum actuel est de 7,07 F de l'heure pour un rendement de 60 % de la normale.

L'aide de la Sécurité Sociale est de 50 % du salaire pendant les trois premiers mois de réadaptation.

La satisfaction des dirigeants vient du fait que la qualité du travail fourni par l'atelier protégé a été reconnue et appréciée et qu'actuellement ils ne peuvent faire face aux diverses sollicitations.

### Un grand respect humain

En conclusion de l'expérience Renault, on peut noter un grand dévouement de la part de l'encadrement, une charge financière certaine pour l'entreprise, mais un problème en voie de résolution.

Renault avait également fait une expérience d'intégration de débilés mentaux qui s'est révélée décevante en raison des problèmes psychologiques et caractériels soulevés. Néanmoins, un débile mental moyen est intégré dans un atelier à Choisy.

Autre expérience intéressante, celle du Centre Joseph Arditti dans l'Eure. Ce centre créé par la Ligue pour l'Adaptation du Diminué Physique au Travail, fonctionne sous forme d'association loi 1901. Il accueille uniquement des paraplégiques capables et désireux de reprendre une activité professionnelle dans des conditions de vie médicalement protégées.

Les frais d'investissement et d'installations ont été couverts à 40 % par une subvention du Ministère des Affaires Sociales, 40 % par une aide de la Sécurité Sociale et 20 % provenant de dons privés.

Ce centre comporte un immeuble aménagé pour la vie des paraplégiques, un service médical très complet, des salles de soins, des services de rééducation fonctionnelle, des rampes d'entraînement, un total de 120 lits et une salle de sports couverte.

A côté, deux ateliers, le premier de 500 mètres carrés et le second de 1.000 mètres carrés. La Télémécanique de Nanterre assimile les ateliers à l'une de ses usines et en fournit le débouché constant.

La formation du personnel est faite sur place. Un agent de la Télémécanique a été détaché en permanence auprès du Centre afin de suivre les commandes, d'assurer les approvisionnements et de contrôler les fabrications. La Télémécanique considère le Centre Joseph Arditti comme le premier fournisseur à consulter lors d'une sous-traitance de travaux de montage tant électroniques qu'électromécaniques.

Trois autres entreprises : La Manufacture Française d'Ouilles Métalliques, les Etablissements Hohner et la Société Ondioline fournissent également du travail au Centre.

Le chiffre d'affaires de l'atelier est passé de 378.269 en 1962 à 1.387.583 F en 1969. Chaque fois que cela est possible le salaire est calculé aux pièces. Les internes reversent au Centre la moitié de leur salaire. Deux fois par an on procède à une distribution de bénéfices, une fois toutes les charges payées.

Ici encore, un grand dévouement de la part des médecins qui sont là en permanence et des dirigeants convaincus de la nécessité et de la rentabilité de leur action. Nul attendrissement, nulle pitié, mais un grand respect pour ceux qui travaillent et une efficacité qui forcent l'admiration.

En définitif, si l'expérience des ateliers protégés n'en est qu'au stade expérimental, elle a néanmoins prouvé son efficacité et plusieurs grandes entreprises françaises en reconnaissent l'utilité. D'ailleurs, en Australie une usine de composants électroniques pour ordinateurs n'emploie que des handicapés physiques, et s'avère cependant rentable.

Peut-être peut-on ajouter qu'une meilleure prévention des accidents de la route et une plus grande diligence de l'Inspection du Travail en matière préventive, éviterait bien des souffrances humaines et contribuerait à cette rentabilité économique.

Reste à poursuivre une politique d'ensembles plus dynamique qui étende à un grand nombre, les bienfaits de méthodes actuellement réservées à quelques centaines d'handicapés. A l'échelon national, c'est une nécessité humaine, sociale et aussi économique si l'on songe à cette main-d'œuvre, parfois très qualifiée, actuellement sans activité et à la charge des autres.

Maud BALLENDIER.

(Dirigeant, mai 1972).

( Voir dernier document page suivante ).

On pense que cet article aura une suite. Un meeting d'information et de soutien s'est tenu au Palais des Sports à Toulouse, le Lundi 26 juin avec 500 personnes. Les contacts pris en vue d'une campagne sur le problème des handicapés et le meeting lui-même ont permis de dévoiler ceux qui cherchent avant tout leur intérêt et pas du tout l'intérêt de ceux auxquels il s'intéressent ( cela va des patrons au GLP en passant par la Ligue Communiste ). Conclusion: comme pour toute lutte, le groupe Ramonville garde son autonomie et continue seul à se battre.  
( Adresser toute correspondance à ICO qui transmettra )

AUTRE TRACT AYANT CIRCULE A RAMONVILLE.

FRANCE - INDUSTRIE ou  
COMMENT EXPLOITER LES DETENUS DE MURET ET LES HANDICAPES DE RAMONVILLE ST-AGNE

Qui êtes-vous Monsieur GRACIA? P.D.G. de France-Industrie, l'abri de cercueils. Monsieur GRACIA vous avez licencié votre personnel en 1971. POURQUOI?

PARCE QUE EXPLOITER DES DETENUS DE MURET ET LES HANDICAPES DE RAMONVILLE? C'EST PLUS FACILE ET PLUS RENTABLE.

-Les détenus font le cercueil - Les handicapés le capitonnent - Vous empêchez le bénéfice.

EXPLOITATION PLUS FACILE:

1) Ni les détenus, ni les handicapés n'ont droit au régime des travailleurs ordinaires: ni droit de grève - ni droit de réunion libre - ni droit de revendications salariales.

2) Vous avez, par la complicité de l'administration, tout pouvoir de répression sur eux: pour les détenus: cachot, suppression de la conditionnelle.

pour les handicapés: redoublement de classe, renvois, colles, brimades...

L'administration pénitentiaire d'une part, l'A.S.E.I. conventionnée par l'Education Nationale d'autre part, vous encouragent et y trouvent leur compte:

les trois quarts du salaire de ces travailleurs passent dans leurs caisses, et il se gardent bien de rendre des comptes.

Vous les exploitez sans danger, l'administration vous protège et vous encourage.

EXPLOITATION PLUS RENTABLE ENCORE:

Pour quarante heures par semaine à la chaîne un détenu gagne en moyenne 500 francs par mois, dont les trois quarts sont récupérés par l'administration. Un handicapé, dans ce cas précis, ne gagne rien, ce travail est fait sous le couvert de l'éducation gestuelle. Vous n'assurez ni les cotisations de Sécurité Sociale, ni congés payés, ni indemnité de licenciement, ni indemnité journalière pour maladie ou pour accident du travail et vos frais généraux d'entretien sont réduits au strict minimum.

On nous vante les bienfaits de la "réinsertion sociale" des détenus et des inadaptés. Merci Monsieur GRACIA de nous y aider.

La Société se défend de ceux qui la gênent en les parquant et les enfermant pour mieux les exploiter.

LES FINANCES D' I.C.O.

RECETTES ET DEPENSES DU PREMIER JANVIER AU TRENTE ET UN DECEMBRE 1972.  
( CINQ NUMEROS D'I.C.O. PUBLIES )

MOIS	RECETTES			DÉPENSES		
	Abonnements	Brochures	Contributions	Impression	Poste	Local
Janvier	610,50	504,35	808,40	2901	191,50	-
Février	863 -	805,13	552 -	154,02	147,00	-
Mars	312 -	823 -	250,40	2045	70,55	-
Avril	281 -	195,30	928,32	3238,32	45 -	-
Mai	725 -	1097	304 -	415 -	279,85	-
Juin	337,58	834,20	356 -	825,20	107,90	200
Juillet	154 -	947,50	379 -	994 -	22,90	-
<b>Totaux</b>	<b>3283,08</b>	<b>5206,48</b>	<b>3579,12</b>	<b>10472,54</b>	<b>864,70</b>	<b>200</b>
<b>RECETTES TOTALES: 12.068,68</b>			<b>DEPENSES TOTALES 11.537,24</b>			

**BALANCE**

Encaisse au 1.1.72 . 4242,85  
Report ci-dessus 12068,68

**Total** 16311,53

**Dépenses** 11537,24

Encaisse au 1.9.72 . 4774,29

**OBSERVATIONS:**

Les camarades n'auront qu'à comparer avec le bilan publié dans ICO N°115-116, p. 45. La moyenne mensuelle des rentrées s'est accrue de 30%. Le tirage offset a permis de réduire la dépense répartie par numéro de 15% environ. C'est ce qui a permis de tenir le coup.



## renault

Comme on pouvait s'y attendre, la grève "nationale" lancée par les syndicats, a été très peu suivie.

Par contre, et de cela, ni les syndicats ni la presse n'en parlent, quelques mouvements spontanés ont lieu dans différents ateliers, à la base.

À la fonderie, on annonce que les cadences doivent passer de 93 cartons à 110. Dès le lundi, ça débraie à 100 %; le travail ne reprendra complètement que le Jeudi. À la suite de ce mouvement, une sanction va être prise: amputation de 20 % de la prime trimestrielle (parce que le nombre d'heures de grève a dépassé les normes), mais, les cadences sont ramenées à 100, et un certain nombre d'ouvriers que l'on avait changé de postes, sont remis à leur place d'origine.

Cette volonté de changer des catégories entières d'ouvriers, de postes, correspond à des modifications techniques très importantes, et qui se feront bien sûr, sur le dos des travailleurs; dès le vendredi, les débrayages reprennent spontanément dans plusieurs endroits; des contacts sont pris dans différents ateliers, mais aucune information n'est faite sur l'ensemble de l'usine.

Affaire à suivre ...

## grève à la m.g.e.n

Du 27 septembre au 19 octobre, le personnel privé de la Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale s'est mis en grève et a occupé les locaux de la section administrative du 55 rue de Lyon à Paris.

Un tel mouvement de grève ne s'était jamais vu depuis la création de la MGEN en 1947. Au cours des mouvements de grève des années précédentes le personnel privé de la MGEN apparaissait toujours, pour les mutualistes comme pour le public, comme affilié à l'Éducation Nationale. En fait, la MGEN est gérée par des enseignants détachés de l'E.N.

La distinction entre personnel privé et personnel détaché de l'E.N. porte d'autant + à conséquence que tous les postes de responsabilité sont confiés aux enseignants, anciens militants syndicalistes, qui font subir aux 4000 salariés "ce qu'ils n'ont pas pu faire subir à des gosses".

### LA MGEN : UN ETAT DANS L'ETAT

La MGEN a + d'un million d'adhérents, enseignants en gr de majorité et salariés dépendant du ministère de l'E.N. Sa fonction est de gérer le régime de sécurité sociale des enseignants. Pour ça, elle reçoit une remise de gestion par dossier traité de la part de la S.S. La Mutuelle gère également un certain nombre d'établissements de soins (hôpitaux, hôpitaux psychiatriques) et de repos (maisons)

La direction de la Mutuelle est assurée par des enseignants, le + souvent instituteurs, militants syndicalistes, détachés par le syndicat national des instituteurs pour gérer la Mutuelle.

Plus de 4000 personnes, en majorité des femmes forment le personnel privé de la Mutuelle. Les salariés sont alignés sur la Fonction Publique, mais le personnel n'étant pas fonctionnaire il ne bénéficie pas des avantages de ce statut.

La GREVE et nous .....

Dès que nous (un groupe de copains de la fac de sciences) avons entendu parler de la grève, nous nous sommes rendus sur place car nous nous sentions doublement concernés: d'une part en tant que salariés solidaires et d'autre part en tant qu'usagers de la MGEN.

L'occupation avait lieu (rue de Lyon) jour et nuit. Elle avait surtout lieu dans le grand hall (habituellement réservé aux visiteurs). Dès que nous sommes entrés on nous a mis en contact avec le comité de grève. Il était composé de membre de la CFDT et de FO (ou dominaient des éléments AJS). À notre connaissance ce comité n'a jamais été renouvelé. Plus tard nos contacts se limiterent aux syndiqués CFDT de base. Après discussion et accord avec le comité de grève nous avons rédigé le texte suivant à faire signer par le maximum de gens pour faire connaître leur grève et faire pression (dans la mesure de nos moyens) sur la direction.

MONSIEUR le PRESIDENT

Mutualistes de la MGEN, nous avons appris la grève de notre Mutuelle.

Les revendications avancées par les grévistes au plan national :

- indemnité uniforme de fin d'année pour le personnel des sections, du siège national et des établissements hospitaliers.
- révision des modalités de la prime de 7,50% attribuée au personnel hospitalier
- révision des modalités de décompte des congés payés: calcul en jours ouvrés et non en jours ouvrables (ce qui équivaut à une 6<sup>e</sup> semaine de congés).
- attribution de 6 jours de congés supplémentaires pour soigner un enfant malade, ainsi que les revendications locales du personnel de la rue de Lyon concernat :
- l'exiguïté des locaux et leur vétusté
- l'indemnisation insuffisante des repas
- le système injuste de travailler au rendement ne nous ont pas parues exorbitantes.

Ces conditions de travail et de salaire entraînent des délais de remboursement trop long, de nombreuses erreurs, etc..... D'autre part, nous même en tant que salariés de l'E.N. exigeons de notre employeur des améliorations du même type. Il nous semble inadmissible que les administrateurs de la MGEN refusent, comme le ministre de l'E.N. en pareil cas, de satisfaire les légitimes revendications des salariés. Cela nous surprend de la part de la MGEN, notre organisation mutualiste, que nous pensions être à l'avant-garde dans le domaine social, et en tout cas accordé à ces salariés des avantages supérieurs ou au moins égaux à ceux que nous avons dans l'EN.

Nous affirmons notre soutien total aux grévistes et nous vous demandons de satisfaire immédiatement leurs revendications.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président à nos sentiments mutualistes.

P.S: nous vous prions de faire paraître cette lettre dans le bulletin de la MGEN.

Rien que sur la fac de sciences nous avons eu 350 signataires et fait une collecte. Malheureusement nous n'avons pas été assez rapides: la grève s'est achevée (sans rien avoir obtenue, par lassitude) après 23 jours) avant que nous ayons terminé notre collecte. Nous nous sommes quand même rendus au siège de la direction et avons distribué après le tract suivant aux filles de la MGEN et aux personnels de la fac. :

Avant la fin de la grève, nous avons décidé d'aller porter la pétition aux administrateurs de la MGEN le 20 octobre.

Nous l'avons fait malgré la fin de la grève, car il nous a semblé important d'affirmer qu'un certain nombre de mutualistes soutenaient le personnel de la MGEN.

Dans ce tract, nous donnons un compte rendu de cette délégation. Nous aurions dû le faire + tôt, mais y a pas que ça à faire! On s'excuse du retard.

Il est impossible de tout rapporter dans le détail, et c'est dommage: le ton, les attitudes les paroles prononcées, tout nécessiterait d'être dit. Matériellement nous ne pouvons le faire et nous nous contenterons donc de décrire le ton de l'entrevue et de citer quelques phrases ou idées marquantes.

Nous avons été recus par M. JAN (secrétaire général) et M. LAINE (responsable des sections) qui furent rejoints par la suite par M. FORESTIER (président). Nous avons lu notre texte de pétition, d'un ton très modéré, et tout de suite, nos interlocuteurs se sont sentis en position de défense. Tour à tour, ils ont été paternalistes et agressifs, nous donnant de longues explications techniques sur les positions des différents syndicats depuis 2 ans puis ils nous coupaient brutalement la parole en tapant sur la table chaque fois que nous disions quelque chose qui ne plaisait pas. Ainsi un long discours de M. JAN nous a appris que la grève était "injustifiable", et que la direction avait "ouvert le dialogue depuis avril"... Par contre, lorsque nous disions que les conditions de travail étaient mauvaises rue de Lyon, et qu'il nous semblait anormal qu'on ait édifié des bureaux luxueux à Maine Mont-Parnasse, coup de poing sur la table et: "ce n'est pas vrai! rue de Bercy, c'est aussi bien qu'ici!".

La discussion, si on peut appeler ça ainsi, a porté surtout sur 2 points: l'information des mutualistes sur la grève par les publications de la MGEN, et le paiement des jours de grève. En ce qui concerne le paiement des jours de grève pas question: "ils n'ont pas travaillé, ils ne seront pas payés!" "j'ai fait 17 jours de grève en 1947 et je n'ai pas été payé!" (sic)

L'information sur la grève: nous avons demandé que notre pétition soit publiée dans le bulletin de la MGEN, et que le bulletin ouvre ses colonnes aux grévistes.

Pas question, nous a-t-on répondu: en effet la direction de la MGEN fera paraître dans le bulletin un compte-rendu des faits "sans interprétation ni justification: rien que des faits". Comme ce sera "objectif" il ne pourra pas y avoir d'opinions différentes exprimées dans les publications.

Nous avons appris quelques autres petites choses au cours de l'entretien: par exemple, que

(1) et aussi à cause des magouilles de FO qui malgré un vote majoritaire (60%) a obligé les grévistes à reprendre le travail.

les "camarades" (ils veulent qu'on les appelle comme ça) de la direction de la MGEN se félicitaient de l'instauration de la prime d'assiduité, qui a permis de "supprimer les petits congés et l'absentéisme". Mais attention, ce ne sont pas des patrons, ce sont des "reponsables". Nuance!

A la fin nous avons demandé s'il y aurait des sanctions pour faits de grève. Le copain qui avait posé la question a failli se faire étrangler, tellement les "camarades" étaient furieux qu'il ait posé une telle question. Nous avons pris acte de l'engagement solennel qui nous a été donné: "il n'y aura pas de sanctions".

## du nouveau

Dès septembre, les grèves isolées, au coup par coup, ont recommencées dans les petites entreprises ou il faut se battre dur pour conquérir les 5 à 6 % que la plupart des grandes entreprises ont accordées début octobre de leur propre gré. Les formes de lutte sont celles qui étaient déjà pratiquées avant les vacances: grèves bouchon, occupations, séquestrations de dirigeants.

un cas isolé est nouveau. C'est celui rapporté par cet extrait du monde (15-9-72); Autrefois, on sequestrait les dirigeants seuls. les délégués syndicaux étaient entre ces dirigeants et les travailleurs pour "aménager". Même s'ils les injuriaient ou les critiquaient, aucun acte ne venait précisément traduire cette critique en une pratique radicale.

C'est chose faite: à Charleville, dans une petite usine, les ouvriers ont mis patrons et délégués dans le même sac, du même côté, pour la défense d'un même ordre, celui du capital.

C'est un cas isolé. Et ce sont toujours les patrons et les délégués qui fixent le niveau d'exploitation. Mais il ne peut en être autrement tant que le capital existe. Ce qui est essentiel, c'est que, par cette action, les ouvriers ont tracé nettement la ligne de partage de classe.

Dans une société, ici le capital en France, aucune lutte n'est isolée. Un fait, apparemment isolé, correspond à un certain stade de développement technique et économique, à un certain rapport de forces.

Les ouvriers sequestrant patrons et délégués en leur posant des conditions précises, c'est un pas important dans l'autonomie des luttes. Sans qu'on puisse dire sous quelles formes, ou, quand et comment elle s'exprimera de nouveau, sans qu'on puisse dire autre chose QU'ELLE S'EXPRIMERA DE NOUVEAU.

Charleville - Mézières. — Pour appuyer une demande de revalorisation de leurs salaires, les ouvriers des Forges et estampages de la Vence à Charleville-Mézières avaient, depuis plusieurs mois, déclenché des grèves tournantes, mais ils n'avaient pas pour autant obtenu satisfaction. Une nouvelle entrevue entre la direction et les délégués syndicaux a eu lieu mercredi 13 septembre. Les ouvriers cessèrent le travail et, groupés dans le bureau où se tenait la réunion, firent connaître au directeur et à leurs délégués qu'ils ne les laisseraient partir qu'après la signature d'un accord. A midi les « captifs » furent se contenter d'un repas froid fourni par les manifestants. Dans l'après-midi le secrétaire de l'U.D.-C.G.T. tenta de raisonner les ouvriers afin qu'ils permettent aux négociations de se dérouler dans des conditions plus normales, mais ce fut en vain. Le blocus ne fut levé qu'à 21 heures, après signature d'un accord apportant aux ouvriers l'augmentation horaire de 50 centimes, jusqu'alors refusée par la direction.

## honeywell

Trois mois de grève en Ecosse à Newhouse  
(Usine Honeywell près de Glasgow)

Pour mieux comprendre les pressions diverses que subirent les travailleurs de Newhouse pendant et surtout à la fin de leur grève, il faut résumer ce qu'est Honeywell en tant que firme multinationale, et ce que représente l'usine de Newhouse dans ce contexte.

Le groupe Honeywell ayant fusionné en 1970 avec General Electric Informatique est maintenant divisé en quatre parties:

- H.I.S.Inc. pour les U.S., Canada et Japon.
- H.I.S.Ltd; Grande-Bretagne, Australie Afrique du Sud.
- H.I.S. Italy. Indépendant, G.E. ayant absorbé au préalable Olivetti et Bull dans ce pays.
- Honeywell-Bull pour le reste du monde (Europe, Pays de l'Est, Afrique, Amérique du Sud). G.E. ayant en 1965 fusionné avec Bull.

Les deux grands étant H.I.S. U.S. et Honeywell-Bull dont le siège est à Paris. Avant la fusion, le fer de lance pour Honeywell en Europe était la Grande-Bretagne, ce qui explique l'importance de Newhouse, usine de production pour tout ce qui n'était pas U.S. et Japon. Il y a également une usine à Hemel-Hempstead dans la banlieue londonnienne, cette dernière intègre la production, et réalise tout ce qui est spécial. Entre la Grande-Bretagne et la France, où H.B. possède deux unités de production (Angers et Belfort) se livre une petite guerre. L'usine de Newhouse emploie 7500 personnes, elle produit en plus des systèmes informatiques, différentes applications électriques (micro-switches, climatisation, tableau électrique...). Depuis plusieurs années tous les responsables internationaux se plaignent du manque de sérieux des anglais en général et des écossais en particulier. Ces plaintes ont été amplifiées après la fusion avec H.G.E. qui fait tout son possible pour dégringoler l'usine de Newhouse en espérant récupérer la production en France ou en Allemagne.

Pas une année ne se passe sans qu'il y ait des grèves à Newhouse, jamais encore de grèves générales, mais des grèves tournantes atelier par atelier, et quand tout le personnel travaille, le boulot est baclé n'importe comment, le j'm'enfoutisme le plus complet règne sur l'usine. Les américains, eux aussi, se lassent du "manque de sérieux et de compréhension des anglais". De plus quand ce n'est pas l'usine qui est en grève, ce sont

les postes ou les avions ou les dockers ou les chemins de fer ou l'électricité, toutes activités indispensables au bon fonctionnement d'une entreprise multinationale. Les américains et les français reprenaient à leur compte la phrase d'Henri Ford: "Ce n'est pas avec Ford que ça ne va pas en Grande-Bretagne, mais avec le pays tout entier" et cette pensée, comme pour Henri Ford, se traduisait de plus en plus, dans leur esprit par le désir de mettre fin dans la pratique à ces inconvénients, en bouclant l'usine. Bien sûr les patrons d'H.I.S. Ltd à Londres ne le voyaient pas de cet oeil et faisaient le maximum pour assurer leurs arrières en G.B. Ils avaient réussi à obtenir d'importants subsides début 72 pour démarrer la production de la série 6000 à Newhouse (la série 6000 est la série des plus gros ordinateurs de la firme et était jusqu'alors uniquement fabriquée aux U.S.) cf. le "Guardian" du 19 avril 72:

"Honeywell est sur le point de faire en G.B. un nouvel et important investissement, entraînant un nombre "substantiel" d'emplois nouveaux, a déclaré hier la compagnie. Elle va concentrer, à Newhouse (Lanarkshire) où existe déjà une usine Honeywell, la production de tous ses ordinateurs de la série 6000 destinés à être vendus dans toutes les régions du monde à l'exception des U.S. et du Japon. L'investissement initial sera de trois millions de £ mais la compagnie laissait entendre hier que cela n'était que le début de l'opération.... Le transfert est considéré comme un important atout destiné à persuader le gouvernement britannique de faire bénéficier Honeywell des accords préférentiels, en matière de commande, réservés jusqu'à ce jour à I.C.L."

En fait l'usine de Newhouse fut choisie en raison des bas salaires qu'elle verse et du nombre important des chômeurs dans la région de Glasgow; ces avantages devaient contrebalancer les inconvénients dus au climat de grève en G.B. Il semble que les dirigeants regrettèrent rapidement leur décision avec le mouvement qui suivit.

Début juillet commença une grève de tous les horaires de l'usine soit 3000 personnes. La grève démarra spontanément d'atelier en atelier avec le soutien des shop-stewards; par la suite les pontes des syndicats prirent le train en marche. La revendication des grévistes était une augmentation des "horaires" variant de 35 à 60%. Les salaires de ceux-ci allaient de 600 à 1200 francs par mois. Jusqu'au 7 août les gars essayèrent d'occuper l'usine et de virer

les "cols blancs" qui bossaient. Ils réussirent à plusieurs reprises à occuper des points clés de l'usine, en particulier le standard téléphonique. Durant ce mois il y eut de nombreuses bagarres avec les cadres. Pour les empêcher de venir bosser, les grévistes bousillèrent toutes les bagnoles qui étaient sur le parking et par cet acte empêchèrent réellement les non grévistes de venir au boulot. A partir de ce jour plus personne ne vint bosser à l'usine. La direction bou-

cla les portes, et les responsables allèrent travailler dans les hôtels environnants, où les grévistes prirent plaisir à aller les déloger.

Le 7 Août la direction proposa aux syndicats une augmentation de 3£ par semaine. Les shop-stewards rapportant la proposition se firent insulter. La direction anglaise envoya 7500 lettres de licenciement, sachant qu'il n'y avait aucun problème pour réembaucher dans cette région. Les grévistes bloquèrent tous les accès de l'usine pour empêcher toute réembauche.

C'est alors que s'exercèrent les pressions internationales visant à la fermeture définitive de l'usine et au transfert

de la production sur le "continent" en France ou en Allemagne. Ces pressions venaient aussi bien des U.S que de Paris. La direction anglaise reçut un ultimatum courant septembre: l'affaire devait être réglée avant fin 72 et de manière définitive faute de quoi la "question écossaise" serait résolue par la fermeture de l'usine. Il semble que ce délai fût accordé en raison de l'investissement fait en G.B pour la série 6000 (voir article du Guardian)

Avant d'examiner la réaction de la direction anglaise il faut voir en quoi la grève a fait monter l'exaspération des filiales Honeywell. Lorsqu'une boîte d'ordinateurs vend ou loue un système elle fixe un délai de livraison avec un jour limite à partir duquel le client applique des pénalités par jour de retard. Avec cette "sale grève" les pénalités tombèrent et les commerciaux devinrent de plus en plus nerveux, menaçant sans cesse ces "Putains d'écossais qui n'en branlaient pas une". Tous les jours ils téléphonaient à Newhouse pour savoir si le boulot avait repris, sans résultat sinon le plaisir de se faire insulter un jour sur deux par les grévistes qui occupaient le standard téléphonique. Les grévistes savaient qu'ils pouvaient être exigeants du fait de la pression exercée par les filiales mais ils ne connaissaient pas encore les menaces de fermeture définitive.

Fin septembre la direction annonça aux syndicats qu'elle ouvrirait ses portes si les grévistes acceptaient 7,5£ d'augmentation par semaine et pour la première fois menaça de fermer définitivement l'usine si cette proposition, qui était la dernière, était repoussée. Les syndicats qui avaient obtenu une revalorisation du prix de la force de travail des grévistes, étaient satisfaits.

Cette revalorisation ne fut bien évidemment pas obtenue par eux. Ils ne firent, cette fois encore, que remplir leur fonction habituelle d'arbitre. Ils exigèrent, alors, la reprise immédiate du boulot afin de sauvegarder cette force de travail, soulignant bien ainsi leur double rôle de défenseur apparent des travailleurs et de représentant réel des intérêts du capital.

Les grévistes rejetèrent les 7,5 £ mais pendant deux semaines ils subirent le chantage de la direction, des shop-stewards, du personnel non gréviste. En outre les syndicats suspendirent leur ai-

de financière. Les grévistes se demandèrent alors quelle pouvait être l'issue de cette grève qui durait déjà depuis trois mois. La menace de voir leur usine bouclée définitivement les fit réfléchir, d'autant que Glasgow connaît un chômage massif. C'est à Glasgow que l'armée recrute le plus pour grossir les rangs des forces de répression en Irlande (IC0 n°115-116). Les grévistes combattent mais ne se rejettent pas eux-mêmes du procès de travail; le capitalisme s'en charge. Après deux semaines de réflexion et parce qu'ils n'avaient pas le choix (la fermeture de l'usine leur paraissant être une réponse moins évidente à leurs revendications que l'augmentation de 7,5£) ils décidèrent de reprendre le travail et se firent réembaucher dans la semaine du 9 au 13 octobre. Il faut souligner que seule la menace de la fermeture de l'usine, et non le lâchage des syndicats, fut décisive.

Cette reprise se fit au grand regret des américains et des français qui ne purent boucler l'usine; au grand regret aussi des "Révolutionnaires jusqu'aboutistes glorieux" qui ne peuvent plus exalter la lutte des grévistes héroïques et qui n'ont pas encore compris que les prolétaires se mettent en grève parce qu'ils sont contraints de le faire et non par idéalisme révolutionnaire. Il en sera de même pour l'ébranlement salutaire.

## ALGERIE

### GREVE SAUVAGE DE 5 JOURS DANS LA SOCIETE PRIVEE DE TRAVAUX PUBLICS "TUNZINI" - ALGERIE.

Importance de l'entreprise française (ventilation- Climatisation).

Personnel: 72 ouvriers algériens. Personnel mixte: 20 ouvriers (Bureau, chefs de chantier)

Dans le chantier le plus important (30 ouvriers) de cette moyenne entreprise, une grève sauvage a éclaté le 17 juillet 1972. Ce chantier se trouve à Biskra, dans le sud algérien. Il a pour but l'installation de la climatisation dans une station thermale.

#### Revendications des ouvriers:

- augmentation de 30 à 36 dinars de la prime de déplacement (1 dinar = 1,12 franc français).

- octroi d'une prime de chaleur.

Déroulement de la grève: les ouvriers se déclarent en grève le lundi matin à la reprise du travail, auprès du chef de chantier (français). Ce dernier avertit par téléphone le siège de l'entreprise qui se trouve à Alger. Là, on lui demande quels sont les motifs de cette grève.

Pour obtenir gain de cause, la moitié des ouvriers se rend au siège à Alger, distant de Biskra de 500 Kms. Devant l'excitation



des ouvriers, le patron refuse l'entrevue, leur demande de poser leurs revendications par écrit, d'avertir le Ministère du travail ainsi que l'U.G.T.A.

Le patron répond aux revendications posées par écrit qu'elles sont illégales, Biskra ne faisant pas partie de la zone des Oasis (où la prime de chaleur est normalement accordée). Pour le patron, les motifs de la grève ne sont donc pas valables.

Les ouvriers décident alors de contacter la section syndicale de l'entreprise qui se trouve au siège (cette section se compose d'éléments qui font un double chantage avec les ouvriers et la direction; ce sont des ouvriers bureaucratisés qui ne peuvent être vidés du fait de leurs privilèges de délégués syndicaux: heures payées pour s'occuper à défendre les droits des ouvriers, alors qu'en réalité ils ne font rien: c'est ce que la pratique des ouvriers va dévoiler). L'entrevue entre la section syndicale et les ouvriers aboutit à une poursuite de la grève et à sa généralisation à toute l'entreprise, mais avec un changement de motif: protestation contre la mutation très prochaine de l'entreprise dans un secteur nationalisé placé sous le contrôle de l'armée (DNC ANP = Direction Nationale de Coopération de l'Armée Nationale Populaire).

Cette boîte (DNC ANP) exige un rendement élevé et n'accepte pas les revendications, comme toutes les sociétés nationales algériennes.

La grève qui avait démarré sur des objectifs et des préoccupations des ouvriers devint une lutte pour servir la bureaucratie syndicale menacée dans sa fonction et dans ses privilèges.

Il faut préciser que, une fois l'entreprise nationalisée, les ouvriers bureaucrates de l'U.G.T.A. perdent tous leurs avantages à la DNC, celle-ci ayant ses propres cadres syndicaux. On voit comment l'intérêt bureaucratique de quelques individus détourne la lutte ouvrière à son profit. (1)

L'inspecteur du Travail prévenu arrive à la Direction avec des filcs en civil et demande au Directeur de lui montrer ses papiers d'identité, ainsi qu'aux employés des bureaux, manoeuvre démagogique ayant pour but de leurrer les ouvriers.

Ensuite, l'inspecteur déclare une grève légale de 24 heures, du jeudi 10h30 au vendredi 10h30.

(1) il est à noter que dans une petite entreprise française de 20 à 30 ouvriers, la position de la section syndicale face à la nationalisation de l'entreprise sera contraire. Quand cette entreprise est nationalisée, elle devient secteur autogéré et ce sont les délégués syndicaux qui prennent le contrôle de l'entreprise, ce qui augmente leurs privilèges.

Note: U.G.T.A. = Union Générale des Travailleurs Algériens - (syndicat unique en Algérie).

Précisons que "seul" l'inspecteur du Travail est habilité en Algérie à déclencher une grève légale. Représentant de l'Etat, il a pour politique de soutenir les grèves dans le secteur privé étranger, en limitant quand même leur durée, afin de les utiliser comme prétextes pour nationaliser les entreprises.

C'est ainsi que furent détournées les luttes ouvrières, par la bureaucratie étatique, depuis 1966, dans le but de nationaliser les entreprises étrangères. Il est évident que dans les secteurs nationalisés et donc pseudo-socialistes, les grèves sont interdites et durement réprimées.

La grève générale de TUNZINI continue le vendredi toute la journée.

Devant cet état de fait, le directeur téléphone à un colonel de l'armée pour le mettre au courant de la situation. Un rapport écrit est ensuite rédigé. Nous nous doutons bien des arguments patronaux donnés au cours de cette conversation. Le directeur signale au représentant de l'armée que les dessinateurs et les magasiniers sont jeunes et qu'ils ne se sont mis en grève que sous la contrainte des travailleurs en révolte: ceci a créé un retard dans la poursuite du chantier. Le directeur joint à son explication des arguments nationalistes avec lesquels le colonel est absolument d'accord.

Le vendredi après-midi vers 14 heures, un flic en civil arrive à l'entreprise et demande aux gars de reprendre le travail en leur disant que les négociations ne commenceront qu'à ce moment là; les travailleurs l'insultent. La répression s'abat: le colonel communique au directeur de la boîte la communication suivante: les 30 ouvriers de Biskra seront saqués au maximum et envoyés dans le sud transsaharien. Le lundi la grève s'effiloche; un à un les ouvriers reprennent le travail, l'échec est là. Ils sont mutés à la DNC ANP.

#### Note en marge de cette grève:

Les ouvriers qualifiés sont payés 4,75 dinars de l'heure.

Les manoeuvres au smig sont payés 1,73 dinar de l'heure. Signalons que le smig était avant le premier mai 1972 à 1,36 dinar.

Les manoeuvres sont embauchés sur place et ne perçoivent donc pas d'indemnité de déplacement.

#### **Informations correspondance ouvrières**

Correspondance : **ICG** - 13, rue Labois-Rouillon - PARIS 19<sup>e</sup>.  
Pour tous contacts ou participation aux réunions,  
écrire préalablement.

Abonnements : Un an : 12 numéros (et suppléments imprimés ou ronéotés) :  
24 F. (France) - 30 F. (Etranger) - 50 F. (par avion)

Versements : I.C.O. - C.C.P. 20.147-54 PARIS.

# ETATS - UNIS

## el paso

### GREVE DES TRAVAILLEURS de l'HABILLEMENT à

#### EL PASO (TEXAS)

(Traduit et condensé du New-York Times, 11/9/1972. Notes et Intertitres du traducteur).

**10 SEPTEMBRE.** Une lutte pour la pénétration syndicale dans l'une des plus grandes usines américaines de pantalons a divisé cette ville frontalière, avec ses nombreux travailleurs "chicanos" (1). Plus de 2000 travailleurs américano-mexicains, membres du syndicat de l'habillement, sont en grève contre la compagnie des manufactures Farah, qui fabrique des pantalons et des "jeans" pour hommes avec un chiffre de vente annuel de plus de 160 millions de dollars (2). Le syndicat a peu de chance de gagner dans l'immédiat, mais s'efforce résolument de mettre en grève le reste du personnel, 4 à 5.000, surtout des "chicanos". La compagnie de son côté, appuyée par les notables d'El Paso, fait face avec autant de détermination. La grève en est à son cinquième mois.

#### LA SITUATION.

La ville d'El Paso attire les industries de l'habillement à cause de son énorme réservoir de force de travail, représentée par les américano-mexicains. Il y a entre 18.000 et 20.000 travailleurs de l'habillement dans la ville, dont seulement 2.200 syndiqués, soit le pourcentage le plus bas de tous les ETATS-UNIS. Les salaires sont misérables. La preuve en est qu'El Paso est la dernière ville des ETATS-UNIS où une famille de la moyenne bourgeoisie peut se payer une bonne. Les bonnes gagnent de 15 à 25 dollars par mois(3).

Farah est le plus grand employeur d'El Paso payant 14% de la force de travail locale dans ses quatre usines. La compagnie a aussi d'autres usines à San Antonio et à Victoria (Texas), à Las Cruces (Nouveau Mexique) et en Belgique. La plus grande de toutes, et de loin, est l'usine Gateway à quelques kilomètres à l'Est d'El Paso, qui s'étend sur 800 mètres le long de la nationale 10. Elle est entourée d'une clôture grillagée surmontée de barbelé, et se tient comme une forteresse sur une légère éminence au-dessus de la basse plaine du Rio Grande.

L'usine est nette et ordonnée, "elle paraissait plus propre qu'une salle d'hôpital, et les travailleurs déployaient une activité de fournis. Les femmes à leur machine semblaient ne jamais se défendre, elles levaient rarement le nez. Personne ne souriait, personne ne parlait. Les seuls sons, à part le bruit des machines, venait des haut-parleurs qui diffusaient de la musique, surtout de la musique mexicaine." Normalement, le patron Farah, circule sans bruit en bicyclette le

long des allées des vastes ateliers de coupe ou de couture, avec un talkie-walkie à transistors attaché à la ceinture.

Il y a une pause au milieu de la matinée, et une autre au milieu de l'après-midi, avec un café et biscuits gratuits. Le repas de midi est à 70 cents (4). Le personnel peut téléphoner au dehors gratis. Clinique gratuite aussi. Notamment la compagnie fournit environ 700 paires de verres correcteurs par mois, gratuitement. Enfin, la compagnie a organisé un service de bus, gratuit lui aussi, qui relie l'usine aux faubourgs d'El Paso. Les 990 ouvriers qui l'utilisent arrivent ainsi toujours à l'heure. La paye de départ est de un dollar 70 cents l'heure, soit 10 cents de plus que le salaire minimum (5).

#### LE PATRON.

Monsieur Willie Farah a 53 ans, et il est resté mince à cause du travail et du tennis, mais surtout du travail. Né à Las Cruces (N.M.) il est le deuxième fils du défunt Mansour Farah, un marchand de mercerie venu du Liban aux Etats-Unis, via le Canada. La mère vit toujours; aussi libanaise; c'était le second des 16 enfants d'un prêtre grec orthodoxe. A 76 ans, c'est la douairière du clan Farah. Elle a dernièrement été accusée d'avoir foncé en voiture sur l'un des piquets de grève.

Feu Mansour Farah ouvrit une usine d'habillement à El Paso en 1920, fabriquant des chemises, des jeans et des bleus de travail. Il mourut en 1937. L'ainé de Willie, James, prit alors l'affaire en main, et ce n'est qu'à sa mort, en 1964 que Willie en devint P.D.G. A cette époque Farah était devenu l'un des plus grands fabricants de pantalons des E.U. Les parts, offertes en 1967 18 dollars atteignaient à la Bourse de New York 49,5 dollars. Le dividende est de 11,4 cents par part.

Monsieur Willie Farah a été pilote de bombardier B-26 durant les derniers mois de la deuxième guerre mondiale. Il n'aime pas les cheveux longs et il a sacré récemment deux jeunes pour cette raison. Une société d'Aide Juridique l'a obligé à les reprendre, mais "heureusement ils sont parmi les grévistes, avec 250 autres qui sont devenus dingues et qui ont laissé pousser leurs cheveux", et il ajoute que ça l'étonnerait si ceux-là revenaient dans son usine.

Monsieur Farah est un patriote. Il s'est longtemps vanté de n'employer aucun étranger, ce qui n'empêche pas 95% du personnel d'avoir des noms hispano-américains. Puis la Commission Fédérale pour l'Egalité de l'Embauche l'a obligé à accepter d'embaucher des citoyens mexicains titulaires d'un permis de travail. Il en a actuellement 700, mais avoue-t-il, la plupart d'entre eux sont venus quand la compagnie a absorbé une autre usine. "C'est la pire des trahisons pour un Homme d'affaires Américain, d'utiliser le travail étranger au lieu du travail Américain" dit-il, "notre responsabilité doit aller au travailleur Américain. Ce pays

(1) Chicanos = citoyens américains d'origine mexicaine.

(2) à peu près 75. millions de N.F.

(3) de 70 à 120 N.F.

(4) à peu près 3f30

(5) à peu près 8 frs de l'heure.

nous donne tout, et nous sommes heureux d'y vivre".

Il dit aussi: "Tout ce que nous achetons est fait en Amérique. Nous pourrions nous servir à l'étranger, et économiser des milliers de dollars par semaine; mais la seule partie de notre équipement qui vient d'outre-mer, c'est une machine à couper allemande."

Et Monsieur Farah avertit: les américains doivent apprendre à travailler car la compétition étrangère est dure, " il y a deux billions d'étrangers là dehors, qui sont prêts à travailler pour 10 cents de l'heure" dit-il, " il faut les écrabouiller avec le savoir-faire Américain et la volonté de travailler". C'est à cause de la compétition étrangère qu'il ne peut pas payer plus.

#### LA GREVE.

Le problème immédiat n'est pas celui des salaires, ou des conditions de travail, bien que le syndicat pense que les deux pourraient être améliorés. C'est de savoir si une compagnie en plein développement, contrôlée par une famille et dirigée par un P.D.G. qui a du caractère peut être forcée d'accepter la syndicalisation (6).

Les tentatives de syndicalisation à Farah commencèrent il y a deux ans. Luis Alvarez, l'un des premiers organisateurs, dit qu'il fut saqué en juillet 1970, parce que "je parlais trop fort et j'ai refusé de baisser le ton". Il est maintenant réparateur de T.V. Le mois dernier, il a fait une grève de la faim avec trois des grévistes de chez Farah: "c'était plus religieux que politique", dit-il, "nous avons prié pour avoir la patience et la force. Beaucoup des nôtres sont découragés. Je ne sais vraiment pas comment ils font pour garder le moral". Un des autres jeûneurs, Irène Chavez, une "belt-looper" de 24 ans ajoute: "le café et les biscuits gratuits de la compagnie ne sont pas un bénéfice mais une insulte aux travailleurs".

Les grévistes disent que les travailleurs, loin d'être heureux, vivent dans la crainte d'être congédiés si leur rendement baisse, sont poussés à remplir des cadences qui ne cessent de s'élever, et ne sont guère impressionnés par les cafés, gâteaux et bus gratuits, des insultes à leur "dignidad".

La grève rappelle l'amère ténacité des tentatives de syndicalisation des années trente. Les efforts du syndicat pour tenir des élections représentatives, patronnées par la fédération régionale ont été ralentis par des plaintes en justice de la compagnie.

(6) C'est certainement le point de vue de l'article. Il faut remarquer que sur la photo qui l'accompagne et qui représente le piquet de grève les travailleurs portent sur leurs pancartes: "Grève contre Farah à cause des pratiques injustes de travail" (en espagnol) ce qui est assez vague mais peut vouloir dire plus de choses et pas spécialement la syndicalisation. On notera aussi en fin d'article l'insistance à parler de la syndicalisation chez les "souffrants" démocrates de la grève. Inversement le problème du rendement et des cadences n'est mentionné qu'une fois en passant, mais dans la bouche des travailleurs.

De son côté le syndicat a déposé plainte pour les actes illégaux suivants:

- "(la compagnie a) menacé et intimidé par l'usage de chiens policiers, du personnel en grève qui tenait un piquet pacifique, à l'usine.
- congédié des ouvriers connus pour être partisans du syndicat et refusé de les réembaucher pour leur travail ancien ou un équivalent,
- maintenu une surveillance étroite de certains travailleurs pour les intimider et les empêcher de soutenir le syndicat,
- empêché toute discussion parmi le personnel durant le temps de travail,
- menacé des ouvriers de mauvais traitements s'ils se mêlaient de cette affaire,
- photographié le personnel qui tenait les piquets ou qui manifestait."

La compagnie, assez tôt dans la grève, a obtenu du tribunal une ordonnance contre les piquets de masse. Plus de 1000 mandats d'arrêt furent ainsi obtenus contre les grévistes la plupart pour n'avoir pas observé une loi de l'Etat du Texas qui exige que les membres du piquet soient à 15 mètres d'intervalle. Des centaines de travailleurs ont ainsi été arrêtés chez eux en pleine nuit.

Quant aux non-grévistes, les leaders de la grève disent que c'est la peur de crever de faim qui les maintient au travail. Bien que le syndicat fournisse un soutien de 30 dollars par semaine, et offre de payer les notes de gaz et d'électricité, beaucoup de travailleurs ont peur que Monsieur Farah ne les reprenne jamais s'ils font grève, et qu'ils ne puissent jamais trouver d'autre travail à El Paso.

Le syndicat a organisé un boycott national des produits Farah. Ce boycott est soutenu par le comité exécutif de l'A.F.L.-C.I.O. (7), qui déclarait le 19 juillet que la compagnie essayait de briser la grève avec des méthodes qui rappelaient "les âges les plus sombres des relations du travail en Amérique". En fait les profits ont commencé à baisser un peu dès avant la grève qui a débuté en mai. Le 30 août le rapport de la compagnie mentionne une perte de 5.051.000 dollars pour mai-juin-juillet, contre un profit de 1.741.000 dollars l'année dernière pour la même époque. Les ventes ont baissé de 52.239.000 dollars l'année dernière à 41.163.000 dollars. Il n'y a pas eu de dividende pour les mois de mai-juin-juillet. Les leaders de la grève considèrent que la chute de 11 millions de dollars dans les ventes est la preuve de l'efficacité du boycott.

Monsieur Farah lui, attribue la chute des ventes à des arrêts causés par la grève, notamment à l'expédition, où il suspecte des sabotages. "Je pense que le boycott a eu peut être un peu d'effet au début", admet-il. "Il a effrayé quelques clients. Mais plus dorénavant. Nous avons deux millions de palettes en commande de plus que l'année dernière à la même époque". Il accuse les grévistes d'avoir battu des ouvriers crevés des pneus, et tiré des coups de feu la nuit dans les vitres de l'usine. Les chiens sans muselière étaient utilisés avant la grève comme précaution contre de jeunes casseurs mexicains. Ils ont toujours été en laisse, et maintenant ils ont été retirés. L'intrusion des

(7) La confédération nationale des syndicats.

syndicats serait vulnérable face à la concurrence étrangère: "Nous les avons écrabouillés (les syndicats) jusqu'ici, et nous continuerons à les écrabouiller. Ils feront du bruit jusqu'en novembre, à cause des élections, mais maintenant nous avons la situation bien en main".

#### LES APPUIS A LA GREVE ou LES REACTIONS?

Le sénateur McGovern, candidat démocrate à la présidence, soutient la grève et parle "des scandaleuses tentatives faites pour intimider les piquets." Son co-listier, Sargent Shriver doit prévoir, se joindre au piquet l'un des jours prochains. Parmi les autres soutiens recrutés par le syndicat, on compte le sénateur démocrate Edward Kennedy, du Massachusetts, Lindsay, le maire de New-York, et le sénateur démocrate du Wisconsin Gaylord Nelson qui préside un Comité National des Citoyens pour la Justice envers les Ouvriers de Farah.

A El Paso la grève a gagné l'appui tacite du révérend Sidney Metzger, l'évêque catholique. Ayant appris que Farah avait traité les grévistes de communistes, il a écrit au coordinateur de la grève Antonio Sanchez: "Traiter des ouvriers de communistes parce qu'ils veulent adhérer à un syndicat est une accusation fautive et injuste. Un syndicat, bien sûr, n'est pas parfait, et il peut y avoir des membres ou des leaders communistes. Mais je suis sûr que vous n'êtes pas communistes, et je ne vois pas de raisons de penser que votre syndicat est communiste".

La lettre de l'évêque a irrité certains membres de la communauté du monde des affaires: "Elle est malheureuse et inopportune" a commenté G. Janzen, secrétaire de la chambre de commerce et Président de la banque Nationale du Sud-Ouest. Monsieur Farah lui, a répliqué que l'évêque "se vautrait dans la richesse" et qu'il ignorait les conditions de l'usine; "Il appartient à la vieille bourgeoisie pourrie", a-t-il ajouté.

En dépit du soutien qu'apportent les notables à Monsieur Farah, certains d'entre eux le considèrent un peu comme un "loup solitaire" qui est trop secret sur ce qui se passe dans sa compagnie. Monsieur Farah a payé une entreprise de public-relations pour qu'elle lui prépare un "livre blanc", afin d'améliorer l'image de sa compagnie.

Enfin il s'est formé un Comité d'El Paso pour le Fair-Play chez Farah. Son secrétaire est l'avocat G. McAlmon ancien secrétaire de la section Démocrate du comté d'El Paso. Il pense qu'une victoire chez Farah serait suivie d'une syndicalisation générale des usines d'habillement et d'une modeste augmentation de salaire qui influerait sur toute la structure des salaires en général. Le co-secrétaire du Comité est le Dr M. Straus, professeur de Sciences Politiques à l'université d'El Paso. Il déclare que la santé économique et sociale de la région dépend de la victoire de la grève. Il espère, dit-il, que la grève mobilisera "les éléments modérés et de gauche de la communauté contre cette partie de la communauté qui veut empêcher le 20ème siècle de franchir

le Rideau de Cactus (8). La grève décidera si une petite élite de la richesse peut contrôler et restreindre le développement d'El Paso, ou si des attitudes moins arrogantes prévaudront".

#### REMARQUES D'UN CAMARADE

Cet article est intéressant si on le compare à certains compte-rendus récents dans I.C.O. concernant également les conflits du travail en Amérique. La situation des travailleurs dans les Etats du Sud-Ouest, et dans le secteur de l'habillement est assez différente de celle qui peut exister dans la métallurgie. Malheureusement l'article tiré du New-York Times, ne nous dit pas ce qui nous intéresse le plus: il est évident qu'il laisse peu de place aux déclarations des travailleurs de la base, et qu'il décrit surtout les réactions de notabilités en tous genres, responsables syndicaux, évêque, politiciens démocrates, hommes d'affaires locaux, personnalités libérales.

Il permet cependant de voir comment chacun de ces groupes prend position à sa façon par rapport à la lutte ouvrière. A travers ces réactions on entrevoit pas mal de problèmes généraux du capitalisme américain: hantise de la concurrence étrangère qui se fait plus dure et tentative verbale pour solidariser les ouvriers-citoyens-américains avec le patronat (déclarations de Farah); manœuvres pour absorber certaines entreprises qui deviennent importantes, mais dont le patron fait un peu trop cavalier seul (les réserves des notables sur Farah et en partie les déclarations du "comité pour le Fair-play"), inquiétude de la moyenne bourgeoisie libérale qui prêche le progrès, la régulation des conflits ("comité pour le Fair-play"); préoccupation politicienne (l'image "à gauche" du parti démocrate).

Il est intéressant aussi de voir qu'aux Etats Unis, pays qui le premier a mis au point le système du syndicat-courroie de transmission il y a des secteurs en quantité non négligeable qui se passent toujours de ce système; secteurs bien soutenus socialement: le patron de choc Farah a trouvé des notables pour le soutenir, un juge pour délivrer mille mandats d'arrêt, et une police pour les exécuter avec zèle. La période leur est favorable. Rappelons que les hommes d'affaire du Texas, conduits par J. Connolly se sont tous montrés de fermes soutiens à la candidature de Nixon, ce qui peut expliquer le silence des Républicains et l'"indignation" des Démocrates.

Mais au-delà des positions provisoires des partis, on peut se demander quel est le poids de ces secteurs par rapport à la ligne "progressiste" dominante du capital, et dans le sens de quel changement y joueront les luttes ouvrières.

---

(8) frontière imaginaire (mais pas tellement que ça!) qui sépare les Etats du Sud-Ouest des E.U. de ceux du Nord.



# general motors

LES SYNDICATS de l'AUTOMOBILE aux U.S.A. cherchent à "humaniser" la chaîne de montage. ( du New-York Times 5/9/72)

L'U.A.W. (syndicat des travailleurs de l'automobile) a demandé à Chrysler d'entamer des pourparlers sur le thème "comment humaniser le travail sur la chaîne de montage".

Douglas A. Fraser, qui est à la tête du syndicat U.A.W. chez Chrysler a déclaré que si la direction Chrysler refusait cette proposition, les moyens de soulager l'ennui et l'insatisfaction des ouvriers deviendraient un des mots d'ordre revendicatifs dans les négociations des contrats en 1973.

Traditionnellement, les syndicats ont limité leurs mots d'ordre revendicatifs aux salaires aux avantages spéciaux, aux conditions de travail et aux horaires. Mais il y a des signes de changement d'attitude dans beaucoup d'industries. Des études ont montré que les bons salaires et les avantages à eux seuls n'étaient pas suffisants pour motiver les travailleurs dans leur travail qu'ils considèrent ennuyeux et dans lequel ils n'ont pratiquement aucune chance de promotion.

L'absentéisme croissant, une importante rotation de personnel et parfois le sabotage se retrouvent dans beaucoup d'usines d'automobiles.

(1) voir récit de la lutte dans ICO N° 115-116-p.7

Au cours des négociations du dernier contrat en 1970, Chrysler présenta un rapport du syndicat U.A.W. montrant que dans quelques usines le vendredi et le lundi au moins 15% des ouvriers étaient absents sans aucun motif et que certaines usines avaient une rotation d'ouvriers de presque 100% chaque année.

Le niveau de l'insatisfaction sur la chaîne de montage s'est accru l'hiver dernier et au printemps durant la lutte à l'usine Lordstown dans l'Ohio (1)... Bien que la lutte ait été dirigée contre des suppressions d'emploi, beaucoup de jeunes ouvriers réclamèrent qu'il soit fait quelque chose pour alléger la monotonie de la chaîne de montage.

Ils se plaignaient d'avoir à absorber toute leur attention dans le travail et à répéter la même opération jusqu'à 800 fois par jour, chaque 36 seconde, à un rythme fixé par un ordinateur. La réponse de la General Motors avait été de simplifier encore plus les tâches sur la chaîne et de se proposer de réduire les emplois pour accroître la productivité.

Récemment General Motors a dû faire face à une grève de 22 semaines de 4000 ouvriers à l'usine de Norwo dans l'Ohio sur la chaîne de montage. Cela lui coûta 39.000 voitures.

Les luttes sur la nature du travail sur les chaînes de montage sont devenues dramatiques et les dirigeants syndicaux sentent une pression croissante de la base pour que ce soit repris dans les négociations des contrats.

## PUBLICATIONS (SUITE)

- Le groupe ultra bordighiste " Le Fil du Temps" (animé par Dangeville) vient de sortir son N° 9 " Succession des formes de production et de société dans la théorie marxiste" Jacques ANGOI, B.P.24-Paris 19<sup>e</sup> qui est un texte remarquablement bien fait sur la question proprement dit, mais hélas avec toujours ces appels hystériques au Parti et à l'Etat dont cette secte a le secret. En particulier est bien traité le mode de production secondaire qui englobe, entre le mode de production premier (communisme primitif) et le troisième (capitalisme) à la fois la variante appelée mode de production asiatique, mais aussi les variantes mode de production antique classique et mode de production antique "germanique" y est surtout bien analysé le rapport à la dynamique sociale. C'est une synthèse heureuse à un moment où un tas d'économistes et philosophes bourgeois pseudo-marxistes (Althusser, Betelheim, Baran, Sweesy, etc..) sont très à la mode.

- Pour ceux que ça intéresse, sur les questions Moyen-Orient, Pétrole, Israël et Question Palestinienne, j'ai découvert deux petits bouquins pas mal, sur des positions non tiers-mondistes et non léninistes:

- Impérialisme au Moyen-Orient (Les Cahiers du CES- Editions EDI) de V. ERNST (paru en 1970).

- La Conception matérialiste de la question Israël-Palestine (Collection Eléments-Editions de l'Avenir) de Gérard BRULE et S.VOLDMAN. (paru en Mars 1970).

**ERRATUM:** C'est sur la foi d'une information erronée que nous avons indiqué dans le dernier numéro que le livre de Marie Minois, les Mal Barrés, avait été édité "à compte d'auteur". Les éditions Champ Libre nous prient de préciser qu'elles n'ont jamais recours à de telles pratiques. Nous le faisons avec plaisir.

# PSYCHIATRIE ET ANTI - PSYCHIATRIE

- lettre d'un camarade de Paris 7/72: je t'envois ce tract racontant le vidage d'un copain de la clinique psychiatrique de Laborde. Ça me semblerait imporant que ça passe dans ICO, surtout à un moment où ces canailles sont considérées à la mode, comme le mec plus ultra de la révolution (Deleuze, etc..) et à un moment où dans ICO se développe une offensive du type: il faut parler de tout ce qui n'est pas seulement les lieux de production, la vivotidien' les désirs, la sèxualittée et tout le tralala.. D'autant plus que voilà dans ce cas un exemple de la lutte et de la répression au niveau de l'institution asilaire, c'est plus clair que tous les dessins confus et esthètes que l'on voudra, et c'est une critique nette de la psychiatrie, et .. le petit topo d'introduction me semble aussi intéressant. C'est un copain qui l'a po ndu pour l'occasion.

Présentation: le texte que nous publions fut rédigé par un camarade de Paris qui par la grâce de ses parents séjourna pendant près de 6 mois dans la clinique psychiatrique de Laborde près de Blois. La clinique psychiatrique de Laborde est connue pour avoir l'assentiment d'anti-psychiatres notoires (Gentis, Guattari, Deleuze, ..). L'anti-psychiatrie est le dernier job des intellectuels à prétention marxiste. Ce n'est pas pour rien si le dernier livre à la mode dans l'intelligentsia française est: "l'anti-oedipe" du psychiatre Guattari et du philosophe fonctionnaire Deleuze.

La "folie", la "scyzophrénie", etc.. sont aujourd'hui les derniers symptômes d'une fausse conscience qu'a produit le capital. Les "révolutionnaires au goût du jour" s'imaginent que d'allier dans un même texte des citations (le plus souvent non comprises) de Marx et des références au Dr Laing, c'est avoir compris "la véritable lutte de classes qui ne délaisse aucun aspect de la vie". Il suffit de lire le torchon pop "Actuel" ou de connaître l'idéologie qui circule dans les milieux pro-situs pour voir leur sérieux.

Ce qu'il y a d'intéressant dans l'exclusion des trois camarades, ce n'est pas l'exclusion en elle-même (il serait tout à fait débile de réclamer leur réintégration) mais le fait qu'ils furent exclus d'un endroit "spécialisé pour la folie" parce qu'ils étaient "trop fous". Ils furent aussi exclus par ceux-là mêmes qui prétendent être contre ces endroits et contre leur rôle de psychiatre.

Nous n'avons pas attendu la réaction d'un psychiatre demandant à un des camarades: " dites nous qui a écrit, ce n'est pas qu'on est des flics, mais c'est pour l'analyser" pour connaître le véritable rôle des psychiatres, pédagogues et autres antis...

N'ayant plus de nouvelles du camarade auteur du texte, et ayant été reçu sèchement par ses parents il semble qu'il a été rappelé à Laborde. Mais toutefois ce n'est pas certain.

TEXTE: Le 12 mai j'ai fait un bombage à la clinique psychiatrique de Laborde (Loir et Cher) où j'étais détenu depuis novembre 1971: "vive les conseils ouvriers, vive le retour de la révolution sociale, la poésie c'est la praxis révolutionnaire, Guattari est un con, abolition du salariat". Le lendemain matin après avoir été convoqué à plusieurs réunions, j'étais renvoyé par Oury et Guattari avec deux camarades. J'endossais seul la responsabilité de mes actes, mais la décision fut confirmée pour C. G. et André Van O. car, disaient les psych. "res, nous formions" un groupe subversif "une succursale de Rodin" (lycée duquel nous nous sommes faits renvoyer tous trois à diverses époques). Une telle décision peut par être surprenante de la part d'une clinique "autogérée", "la plus libérale d'Europe" dans laquelle la grande majorité des médecins sont, sinon "marxistes", "de gauche" (cf. Polack qui a écrit "La médecine du Capital" chez Maspero, ou l'ordure Guattari "qui lutte contre la psychiatrie" cf. l'Anti-Oedipe tout en étant directeur de la clinique). La démaïne précédente j'avais dû m'enfuir à bicyclette poursuivi par deux voitures, pour aller à Paris, et ce samedi 13 mai on nous renvoyait ("foutez le camp avant six heures") sans même savoir où nous allions atterrir. Je profite de l'occasion pour dénoncer cette clinique avancée, influencée tant par Lacan que par l'anti-psychiatrie, et qui m'a donné l'impression dès mon arrivée d'être un centre de drogués ( la lamentable queue du matin "pour les médicaments", le rôle de la pharmacie et des infirmeries, etc..). Toutes les méthodes sont bonnes pour abrutir le "pensionnaire" depuis l'emploi massif de piqûres de toutes sortes, jusqu'aux électrochocs administrés de force (je dois dire que l'on n'a demandé ni à mes parents ni à moi-même un quelconque avis pour les électrochocs que j'ai subis à cause de mes "tendances ludiques" ). Mis à part les conneries dites sur le bombage ("ça va pousser au suicide deux pensionnaires par jour") on peut voir comment le "traitement" remplace la répression dans ces propos de deux moniteurs: "une telle inscription (Guattari est un con) recèle beaucoup d'agressivité, il nous faut la traiter", "nous ne sommes pas des flics, nous voulons savoir qui l'a faite pour analyser et guérir". Il est à remarquer que cette évocation du "retour de la révolution sociale" n'a pas déplu à l'ensemble des malades, dont certains ont proposé une grève des médicaments, des psychotérapies et du travail, pour nous soutenir, mais nous n'avions plus rien à faire dans cet univers clos sur lui-même, coincé entre la cantine et l'infirmerie, et je dois dire que la perspective d'un départ définitif nous a plutôt souri (sauf peut être à André Van O. qui se trimballe dans les cliniques psychiatriques depuis six ans et qui va se retrouver à Ste Anne). La folie n'existe pas. Il n'y a qu'une critique de la famille et du travail, qu'un vieux monde qui s'écroule... L'humanité ne sera heureuse que le jour où le dernier psychiatre aura été pendu avec les tripes du dernier psychanalyste.

Sur la réunion ICO, Guattari, Cahiers de la folie.

La présentation par un camarade d'ICO et le texte: "Psychiatrie et anti-psychiatrie" ont suscité pas mal de remous dans le lac de quiétude d'ICO et dans l'océan d'immobilisme de la bonne conscience révolutionnaire.

Deux problèmes étaient mêlés:

- l'information elle même,
- la manière quelque peu abrupte de liquider, dans une condamnation équivalente au pire des silences, toute tentative de réflexion sur les problèmes de l'inconscient de la folie, du désir... "la folie ça n'existe pas ou si ça existe on s'en fout, ce qui nous intéresse c'est la lutte des classes."

La folie débordant un peu le schéma institutionnel du prolétariat affrontant la bourgeoisie, sa relation directe avec l'exploitation ne peut se faire et n'offre d'intérêt qu'à ceux qui nient cette exploitation, l'existence des classes constituées et leur lutte.

Il a donc été décidé de faire une sorte de rencontre pour discuter de tout cela entre les camarades d'ICO intéressés, des camarades de la clinique de Laborde (pensionnaires et membres du personnel) et des camarades du canard "Cahiers pour la folie".

Le texte qui suit a pour but de donner une vision, certes de bien peu de poids et parcellaire, du contenu de cette rencontre et des divergences profondes qui pourraient bien exister entre les camarades d'ICO.

La rencontre commence dans le silence pesant d'une morne salle de cours de la fac des sciences et s'acheva dans le silence enfumé de cette même salle ou plutôt dans le brouillard effrayant d'un problème qui affleure.

L'auteur du premier texte qui avait déclenché l'affaire arrive porteur d'un tract intitulé: "Lettre ouverte à Guattari, Deleuze, Pollack, aux ICONolâtres et aux caïds pour la folie". Du silence gêné, on passe au silence studieux et on arriva à l'explosion de colère d'un camarade d'ICO (M..) dénonçant le fascisme du propos de ce tract terminé par les phrases: "Les rénovateurs de la psychiatrie dont Guattari et Deleuze font partie n'ont plus qu'à se planquer s'ils veulent éviter d'être doupés en petits morceaux et transformés en brochettes garnies..."

Je mangerai des omelettes bouillantes sur les fesses de vos femmes et j'en piquerai fortement les morceaux avec une fourchette bien aiguë. Je sodomiserai vos fillettes devant le spectacles de vos pendants ou de vos noyades dans une fosse de merde très profonde où je vous laisserai mourir" C'est alors que se déroula le premier des accrochages entre Guattari et Y. (camarade d'ICO), accrochages qui se succédèrent parfois à une cadence frénétique, tant le second mettait d'ardeur à noyer je ne sais quel poisson-scie sous un flot de parôles tendant à montrer l'évidente vanité du

langage du premier et son appartenance au monde forcément malsain et réactionnaire de "ceux qui se préoccupent du problème de l'inconscient"...

Il serait bien sûr vain de tenter de reproduire in extenso chacune des interventions des camarades présents; et l'aspect cahotique de toute discussion de ce genre ne permet pas non plus un compte rendu linéaire.

J'ai donc tenté de regrouper des interventions portant sur trois thèmes:

- le fascisme
- l'information sur Laborde
- les problèmes concrets et leur solution.

Ainsi donc, ce fut le fascisme qui eut encore le triste privilège de resurgir devant les contradictions du mouvement révolutionnaire. Trois réflexions furent proposées. En résumant:

- Le fascisme est une période bien précise de l'Histoire. Il correspond à un système de production aussi précis. Tout cela n'existe plus. Il ne s'agit pas de faire des amalgames à n'en plus finir. Il n'y a dans le texte en question que de la violence et c'est elle qui fait peur aux humanistes bien pensants qui voient du fascisme partout.

- On ne peut pas dire que tel ou tel discours, tel ou tel acte est fasciste en soi. Le fascisme n'est pas un discours ou une attitude individuelle. Le fascisme n'existe que dans la mesure où ces attitudes, ces discours, ces actes sont repris par les masses.

- Lorsque M... parle du fascisme contenu dans le texte, il le situe justement dans le contexte plus global de la militarisation du mouvement gauchiste, de l'apparition des mots d'ordre repris en actes, tels que: "tribunaux populaires", "justice populaire", des règlements de compte intra-groupusculaires qui eurent lieu l'an dernier (tortures...) et de l'importance accrue d'un mouvement comme le MSI en

Italie.

Un autre camarade d'ICO mit aussi l'accent sur le fait que l'attitude consistant à faire automatiquement l'amalgame entre les femmes, les filles et les maris (mais où sont passés les fils ?), déniait aux femmes toute possibilité d'autonomie, est bien une attitude reprise par les masses. Comment la définir ? Et la retrouver dans le tract n'a-t-il aucune importance ?

L'information sur Laborde n'a d'intérêt que pour les débordements qui s'en suivirent et, à la limite, pour mettre un peu plus l'accent sur la légèreté, la rapidité avec laquelle les rédacteurs de la présentation du texte "psychiatrie et anti-psychiatrie" et les auteurs du texte lui-même sont passés sur les problèmes qu'ils se refusent d'admettre en tant que tels. Entre la rapidité d'informations tranquées et sur de nombreux points (de détail certes) complètement erronées, la négation d'un certain type de problèmes (liés au rôle de l'inconscient et du désir dans la production sociale) et la volonté confuse de ne pas se trouver soi-même confronté à ce type de problèmes, il n'y a qu'un pas, celui de l'interprétation, allègrement franchi par un camarade d'ICO, à juste titre, me semble-t-il.





L'information sur Laborde donc fut donnée par Guattari, nominalement impliqué par les différents textes.

Après avoir dit qu'il n'était pas directeur de Laborde, mais membre du personnel non soignant (il n'est pas psychiatre) et avoir fait un bref rappel de l'histoire de la clinique, créée par les tenants en France de la psychiatrie institutionnelle (J.Oury et consorts) et non de l'anti-psychiatrie, ses changements de structure après 68 (il ne restera que deux catégories de personnel: personnel soignant, médecins, psychiatres, et personnel non soignant; remise en question limitée de la hiérarchie des salaires et non de la séparation des tâches), après avoir dit que Laborde est une clinique conventionnée (remboursement intégral par la S.S), il apparut que personne, pas même ceux qui y travaillent (peut-être même surtout pas eux), n'a jamais pris Laborde, qui est une institution typiquement réformiste, pour le nec plus ultra de la révolution, sauf ceux qui croient encore au bon asile, à la bonne clinique, dans laquelle on est bien, ceux qui croient curieusement en cette espèce d'asile politique, de havre socialiste dans lequel les bons révolutionnaires vont chercher un repos et une liberté bien mérités. Hélas, ils sont nombreux et il n'est pas étonnant de rencontrer dans un autre tract du même auteur le passage significatif:

"Je pris d'abord la clinique pour un centre d'expériences et de recherches radicales, une base dans laquelle n'accédaient que ceux qui étaient bien avancés dans le travail de sape révolutionnaire. Un château situationniste...". Le repos des guerriers, quoi.

Laborde, institution réformiste, entretient ce mythe et sert de pare-chocs avant-gardiste aux structures archaïques et plus que réactionnaires de la psychiatrie en France. Mais cette clinique est encore loin d'institutions encore plus avant-gardistes, plus progressistes, et qui contiennent très vite, comme toute institution spécialisée, une réalité réformiste. Cela va des courants de l'anti-psychiatrie en Angleterre à toutes sortes d'expériences en Allemagne. En France, le fin du fin, l'avant-garde des avant-gardes reste donc innébranlable et instituée: Laborde.

Alors quand on se trouve confronté à l'insoluble problème (insoluble pour l'heure et nous y reviendrons), je veux dire lorsqu'ils nous atteignent et nous "agressent", de l'autre et de sa "maladie" ...Nous y reviendrons.

Pour l'instant, poursuivons sur Laborde. Car, au sortir du problème historique, certains posèrent à Guattari plusieurs questions portant sur les électro-chocs. Questions auxquelles il fut répondu que oui, on administrait des électro-chocs à Laborde car on n'a encore rien trouvé de mieux comme thérapie et que les effets secondaires des électro-chocs sont beaucoup moins forts que ceux des pilules (calmants, somnifères, etc..)

Le malade est endormi, on lui administre l'électro-choc, il se réveille quelques heures plus tard se sentant beaucoup mieux (?) au niveau immédiat.

L'électro-choc permettrait donc de traiter en quelques jours une forte dépression ou une mélancholie qui avec d'autres méthodes auraient duré beaucoup plus longtemps.

Arguments classiques de la médecine, mais aussi arguments longuement ressasés et historiquement connus de l'efficacité à court terme. En effet la seule "vertu curative" de l'électro-choc est de faire oublier par la violence sur le corps les raisons de la dépression ou autre mélancholie, mais ces raisons profondes existent toujours et ne sont à aucun moment élucidées.

Alors quoi ? Le laisser-faire ? L'analyse ? Les pilules ? La drogue ? (le militantisme ?)

Et c'est là où le problème de Laborde se pose. De Laborde, mais aussi de nous, des groupes politiques gauchistes, qui secrètent bien évidemment leurs propres maladies. Pourquoi parlons nous encore, sommes nous encore obligés de parler de Laborde, de discuter des minables améliorations au statut de malade mental qu'apporte Laborde ? Il faut faire référence à ces questions en lisant les quelques histoires ou problèmes concrets qui furent dites durant cette rencontre.

Un premier camarade (extérieur à tout groupe participant à la rencontre) demanda aux copains:

"Voilà, j'ai une copine qui est à St Anne. Je l'ai vue. Ça va de mal en pis. Si ça continue elle ne pourra plus s'en sortir du tout. Où pourrait-elle aller ? (silence) Et au sortir de cette réunion il apparaissait hélas que la seule amélioration immédiate pour aller à Laborde.

Nous (c'est moi) avons aussi raconté une histoire qui nous est advenue l'an dernier. Un jeune copain avec un vieux passé de militant venait nous voir. Il s'agissait d'un copain avec qui nous discussions souvent des problèmes du type de "folie" secrétée par les groupes gauchistes en général, de la répression des pulsions des désirs auxquels ils se livrent (la sexualité et l'homosexualité en particulier) etc..

Ce camarade commença d'aller très mal. Se battant à tous coins de rue, piquant papiers d'identité et carnets d'adresses à droite et à gauche, ne bouffant plus, ne dormant plus, n'arrivant pratiquement plus à parler, plus de piaule, demêlées avec la police etc..

Nous avons alors essayé, après discussion avec lui, et quelques copains, de constituer un petit groupe de personnes (dont un analyste il est vrai) destiné à l'aider au niveau le plus quotidien, c-à-d'identité, problèmes administratifs, bouffe, piaule; à l'aider au niveau de la survie, car nous étions incapables de répondre à toutes ses demandes.

Au premier rendez-vous, ni lui ni les autres ne vinrent. Seuls nous, qui étions personnellement et concrètement touchés, étions là.

Au second (qui n'eut jamais lieu), il nous avertit qu'il avait préféré rentrer à l'hôpital. Il y resta quelques jours. Pendant quelques temps, nous eûmes droit chaque nuit à des chantages et menaces de mort téléphonées, puis le silence le plus total.

Depuis, aucune nouvelle, si l'on excepte une, peu sûre et on ne peut plus pessimiste.

Alors ?

Y. a dit et répété je ne sais combien de fois durant cette soirée que "tout ça" se résout aisément lorsqu'il s'agit de problèmes concrets. Peut-être le répète-il encore... Mais quelle solution avons nous devant le problème concret de cette fille internée à St Anne ? Et quand nous avons cherché et pensé trouver en dehors de toute institution spécialisée, un petit début de quelque chose pour aider le copain dont nous parlions plus haut, quel impact avons nous eu ? Quel accueil auprès des camarades que nous avons alertés ? (et du copain lui-même ?)

La fuite, l'évitement (de la part de tous d'ailleurs) voilà donc la solution aux problèmes concrets.

Et encore là s'agit-il de problèmes exceptionnels. Mais ceux, quotidiens, des camarades qui, comme on l'entend souvent, ont des problèmes gros comme des maisons, vont mal, ont des hystéries de conversion par exemple ? La solution est donc le silence ?

La rencontre s'acheva sur deux interventions de camarades d'ICO exprimant l'idée généralement ressentie, que cette rencontre résultait d'une tentative (une de plus) de certains camarades pour qu'à ICO les problèmes du désir, de l'inconscient, leur rôle dans la production sociale soient enfin abordés. Que la "production désirante" soit enfin analysée et comprise comme un des termes de la production sociale en général et non des seuls rapports sociaux de production.

Enfin, je voulais finir ce texte en attirant l'attention sur une remarque faite par deux copines dénonçant la valorisation de la prise de parole dans ce genre d'assemblée où c'est à qui parlera le plus fort, le mieux et surtout le plus longtemps. Plus que valorisation de la prise de parole, il y a, me semble-t-il, valorisation du discours traitant de fond en comble une question, en affirmations successives du discours totalisant.

## A LA SUITE DE CETTE REUNION, ... CETTE LETTRE...

### LETTRE AUX CAMARADES FOUS

Chers camarades fous. Vous m'avez aidé à découvrir pas mal de choses sur le mouvement révolutionnaire et sur moi-même. C'est à la réunion organisée par I.C.O. l'autre jour que j'ai eu la révélation de ma propre folie. C'est-à-dire qu'au-paravant je sentais dans l'abstrait que j'étais fou mais le contact que vous avez rendu possible l'autre jour me l'a confirmé dans le concret. A cette réunion il y avait des tas de gens et même un psychiatre tout ce qu'il y a de plus normal. Il y a des copains qui ont dit: moi je viens ici pour parler politique et non pour laisser mes désirs s'exprimer. D'autres qui ont dit: c'est pas ici qu'on va se marrer alors on essaie même pas. Ici, on est sérieux, on est révolutionnaire! Mais moi je dis: ces camarades ont de la chance de pouvoir réserver leur envie de vivre pour plus tard. D'être plusieurs personnes à la fois à des moments différents. Ça c'est la normalité telle que le système nous l'impose. Quand tu arrives à la taule, le matin, tu te comportes en collègue, tu discutes boulot, tu écoutes jusqu'à midi les borborygmes de tes collègues. Avec le patron t'es inférieur, tu

parles doucement, tu t'arrêtes tout le temps de parler pour l'écouter. Le soir avec ta femme t'es tendre ou vache ou conjugal ou brutal. Avec les gosses tu te réadaptes. Et avec les copains tu discutes politique. Et tu te dis: c'est pas là que je vais parler de mes problèmes et de mes désirs. Ailleurs. Et ça c'est la normalité du système, des bourgeois et beaucoup de copains l'acceptaient l'autre jour, avec le psychiatre. Moi je ne peux pas. Je ne peux pas être normal comme ça. Je l'ai compris depuis longtemps, et depuis longtemps je savais que je n'étais pas normal. Mais quelques camarades l'autre jour m'ont fait découvrir ma vraie situation: je suis fou. Je suis fou parce que je ne suis pas normal, parce que j'ai envie de parler des fleurs aux camarades révolutionnaires et de révolution à ma camarade de lit. Et je suppose que ça me pose des problèmes. Des angoisses comme disent les spécialistes. Des problèmes d'insertion disent les spécialistes. Alors, il faut aller voir le psychiatre. Mais il ne changera rien au fait que je suis fou car pour ça il faudrait qu'il change la normalité et ça c'est pas un boulot pour les psychiatres. Mais pour les fous.

Un camarade de Paris.

## OCCUPATIONS D'USINE ET CONSEILS OUVRIERS

Ces deux textes continuent un débat amorcé sur des faits précis: les occupations d'usine, les collectivités en Espagne, l'interprétation des luttes aux USA (voir articles parus dans I.C.O. N° 114-p.18- N° 115-116, de la révolte espagnole à l'idéologie d'I.C.O., p.26 et N° 118: contre l'interprétation du contre planning dans l'atelier p.21

Ce n'est pas un hasard si de telles discussions prennent place actuellement: le développement des luttes fait entrevoir la possibilité d'un monde nouveau; le débat sur les luttes du passé et sur celles d'aujourd'hui conduit à préciser ce que devrait être et ce que ne devrait pas être le communisme.

### A propos d'occupations d'entreprises:

"J'ai lu le dernier numéro et je fais mienne une déclaration d'ICO sur la valeur de l'occupation d'entreprises en voie d'abandon par les propriétaires. Il y a certainement déséquilibre des forces en présence, puisqu'il n'y a plus de pression possible (ou du moins efficace) sur les patrons qui négligent ce qui n'est plus rentable. Mais l'occupation n'est jamais dans ces cas que la quasi seule forme de lutte possible avec l'arrêt de travail symbolique. Et les travailleurs ont raison de défendre leur emploi.

"Mais il y a eu des mouvements d'occupation d'une autre ampleur, ce que ne méconnaît pas I.C.O.; celui de 1936, en France (et aussi en Belgique et ailleurs) fut de ceux-là. Les travailleurs français en grève sur le tas organisèrent l'entretien, les loisirs des grévistes, le ravitaillement, ... mais n'ont pas pensé à un dépassement de cette action. La situation permettait l'audace. Les masses ont encore préféré s'en remettre à autrui du soin de les diriger, de les défendre. Elles n'étaient pas préparées à de telles responsabilités et c'est bien dommage car ce fut une occasion de plus manquée.

"Mais de 1936 à 1939, en Espagne -partie républicaine- une vague d'occupations bouleversa les structures économiques si radicalement qu'il faut parler dans ce cas de révolution sociale profonde. Le mouvement était animé par des millions de paysans et d'ouvriers industriels qui géralent eux-mêmes l'agriculture et les entreprises, voire les services sociaux-médicaux; les villages devenaient des collectivités libres...

"Le mouvement qui malheureusement a été détruit par la victoire franquiste, a été une réussite sur le plan purement révolutionnaire et sur le plan du bien être social et de l'égalité, ou encore de celui de la production.

"A Binefar, en Aragon, par exemple, la collectivité avait déjà commencé à assurer gratuitement à tous ses membres le logement, le pain, l'huile (principale matière grasse), les produits pharmaceutiques. Et en même temps les terrainsensemencés avaient été augmentés de 30%.

"De l'ensemble de ces collectivités libertaires se dégagait un progrès général: augmentation des superficies cultivées et aussi du bétail amélioration de l'organisation de la production...

"Je ne saurais assez recommander, à ce propos le livre de Gaston Leval (qui se trouvait sur place) "Espagne Libertaire 36-39". Les artisans de ce mouvement, faut-il le dire, étaient conscients, préparés à cette révolution dont l'idéologie était profondément répandue dans la population.

"Les masses laborieuses belge et française n'en sont pas à une telle conscience, à l'heure actuelle. Et ceci est regrettable, mais n'implique pas qu'il faille désespérer absolument ou s'en remettre aux tenants d'une idéologie messianique et autoritaire. Mais cette volonté de dépassement existante ou non, est bien l'essentiel."

(lettre d'un camarade belge publié dans LIAISONS N° 16, juin 1972- B.P. 208-4000 LIEGE 1).

### A PROPOS DE JUIN 36 et de L'ESPAGNE REPUBLICAINE

(réponse à un camarade belge qui a contribué à une discussion sur les occupations d'usine)

- d'un camarade hollandais - 7/72:

"Ne voulant absolument pas réduire l'importance énorme des occupations d'usine de juin 36 en France ou de 36-39 en Espagne républicaine, quand même j'e me vois obligé de contredire l'opinion exprimée par le camarade belge dans la lettre ci-dessus. Et cela pour deux raisons:

"Premièrement: je ne crois que l'on puisse <sup>pas</sup> dire que les ouvriers français en juin 36 aient manqué une chance. Cette chance d'un dépassement de leur action, dont parle notre ami belge n'a jamais existé. Il est vrai sans doute que les ouvriers, dans ces journées héroïques se servent d'une forme de lutte qui - en principe - dépasse les rapports capitalistes de la propriété privée. Ce n'est pas sur ce point là qu'il y a des divergences entre nous. Mais malgré cela, je ne crois pas que le prolétariat français, pris totalement par l'illusion, -ou le mythe si l'on veut- du Front Populaire, aurait été capable de faire suivre son action par l'autogestion, qui suppose certaines conditions sociales et économiques, qui, loin d'exister déjà, au contraire furent mises en place au cours de cette période de transition. La France de ce temps là n'était pas du tout la société moderne et industrielle de nos jours. Ici, je ne peux pas démontrer cela tout au long et je me vois obligé donc de me référer seulement à certaines sources, comme par exemple le livre très instructif de Jean Lescure sur "Les épargnes en France", écrit un peu avant les événements qui nous occupent ici, livre qui peut donner au lecteur une idée de hauteur, ou plutôt le niveau assez limité et primitif de l'accumulation du capital dans ce pays, qui se manifeste surtout dans le domaine des finances et du commerce et beaucoup plus moins dans le domaine de l'industrie.

"Par conséquent, en 1936, le prolétariat français était beaucoup plus faible que l'on pourrait le supposer en considérant son activité. Il n'y avait pas en France en 1936 un prolétariat fort qui "manquait une occasion". Au contraire il y avait une classe ouvrière faible, qui dans le cadre de rapports sociaux donnés n'avait pas plus de possibilités que celles qui furent utilisées dans un splendide élan.

"Si l'on veut caractériser et définir cette possibilité d'une façon précise, il faut dire que les travailleurs français jetèrent dans la balance économique et socio-politique le poids de leur nombre sans autre résultat que de remplacer les formes traditionnelles et anciennes de l'exploitation capitaliste en France par des formes modernes. Celui qui pour n'importe quelle raison voudrait repousser cette analyse, devrait lire je crois, le petit document très clair de Jean Coutrot, publié directement par lui après la période des occupations d'usine sous le titre: "Les leçons de Juin 36; l'humanisme économique". L'auteur, jeune économiste du type manager-rare encore dans ces années là, très normal et bien connu à l'époque actuelle - montre incontestablement qu'il ne s'agissait pas, comme le veut la légende historique, d'une victoire remportée par les ouvriers sur les patrons, mais bien d'une victoire commune remportée par les ouvriers et les patrons - remportée pâle-mêle d'ailleurs, sans que chacun sut bien dans la mêlée où il en était - sur les mécanismes économiques d'hier et d'avant-hier qui les écrasaient tous deux. Dès lors, date la législation sociale moderne qui fut incorporée dans les accords de l'Hôtel Matignon, législation qui sous cette forme ou sous une autre, partout dans la société accompagne le développement moderne et néo-capitaliste, parce que tous deux se conditionnent réciproquement.

"A mon avis, c'est donc une erreur de dire que Juin 36 -comme l'a présenté Daniel Guérin dans un de ses livres- serait une "révolution manquée". En France, en 1936, l'abolition du capitalisme ne fut pas à l'ordre du jour, mais son aménagement, quel que soit le comportement radical et révolutionnaire des travailleurs. Pour bien comprendre la signification des occupations d'usine de cette année là, il faut se rendre compte qu'elles ne représentaient pas le crépuscule de la société existante, mais l'aube d'une période des luttes ouvrières autonomes que l'on vit naître justement d'une situation sociale qui fut créée à cet instant.

"Deuxièmement: je ne suis pas d'accord avec mon ami belge qu'une vague d'occupations entre 1936 et 1939 en Espagne républicaine aurait bouleversé si radicalement les structures économiques qu'il faudrait parler d'une révolution sociale et profonde. Il se réfère comme exemple à la situation dans la province espagnole d'Aragon et s'en rapporte à Gaston Leval et à son livre "L'Espagne libertaire, 36-39", témoignage d'un séjour en Aragon, spécialement pendant la guerre civile.

"Moi, je n'ai pas lu, hélas, le livre de Gaston Leval. Mais je possède bien des documents qui peuvent expliquer mon opinion. Il s'agit de documents soit des syndicalistes révolutionnaires espagnols (CNT-FAI) eux-mêmes, soit des documents de leurs partisans les plus proches.

"A une exception près, ils sont tirés du "Boletín de Información CNT-FAI" qui fut publié pendant toute la durée de la guerre civile en Espagne, à Barcelone, par les deux organisations anarchistes et syndicalistes en diverses langues. Moi je me sers ici de l'édition allemande, et les numéros indiqués se réfèrent à cette édition.

"Dans le N° 40 de ce bulletin, on trouve la déclaration suivante:

"... nous (les syndicalistes révolutionnaires) sommes spécialement contre le système du travail salarié... Cependant, nous nous rendons compte qu'une réalisation de nos principes sur ce terrain là n'est pas possible pour l'instant...néanmoins, nous nous efforçons d'humaniser le système du travail salarié le plus possible, et faisons tous les efforts pour qu'il soit débarrassé de ses injustices"...

"Voilà une politique qu'il faut caractériser comme "réformiste" plutôt que "révolutionnaire". Et si l'on regarde la pratique, on constate qu'elle correspond exactement à ce programme.

"Les partisans hollandais de la CNT publiaient le 23 juillet 1938 dans leur journal "De Vrije Arbeider" ("L'ouvrier libre") un reportage d'une visite à la brasserie Damm à Barcelone. Sous le titre "Une usine collectivisée", le journal disait entre autres :

"...les ouvriers et employés reçoivent un salaire unitaire de 115 pesetas par semaine. Les différences énormes entre les salaires, qui existaient autrefois ont disparu. Les salaires les plus hauts sont abaissés, les salaires les plus bas sont augmentés, les tantièmes, etc.. sont abolis. On peut dire en effet que les 652 ouvriers de la brasserie Damm sont les gérants d'une entreprise collective..."

"Il est vrai que l'on trouve ici le système du travail salarié "débarrassé de ses injustices". Mais quel est pour les ouvriers, le sens d'une propriété soit disant "collective" des moyens de production, si elle ne veut pas dire en même temps qu'ils peuvent disposer de cette production pour leurs propres intérêts et comme ils le veulent? Le fait même que la production se déroule sur la base du travail salarié, veut dire que les travailleurs vendent leur force de travail, et ça exprime la réalité qu'ils ne disposent pas des marchandises produites, ni des moyens de production. Leur position comme travailleurs salariés indique qu'il s'agit dans cette usine de la production de la plus value. Cette plus value se cristallise dans les produits, jetés sur le marché et vendus aux clients comme des marchandises. Un employé de cette brasserie disait au journal cité ci-dessus:

" depuis 1936, nos prix sont restés les mêmes. Les marchands, les cafés, les collectivités nous payent toujours la même somme..."

"Ca veut dire que la pratique en question n'est pas autre chose qu'un processus capitaliste. Toutes les contradictions qui sont caractéristiques pour le processus capitaliste de la production et de la distribution se manifestaient aussi en Espagne dans ce temps là. L'économiste anarchiste D.A. de Santillan, ne pouvait pas le nier. Il disait dans un discours, tenu au début de l'année 1937, et publié dans le "Boletín de Información CNT-FAI" N° 30:

"...Au lieu de chacun des propriétaires de jadis nous avons installé une demi-douzaine de propriétaires, qui gèrent l'usine, la mine, les moyens de transport qu'ils doivent contrôler, comme leur propriété personnelle... Nous n'avons pas du tout créé l'appareil économique que nous avons voulu établir; nous nous sommes contentés de jeter les



anciens propriétaires hors des usines et de nous y installer comme comités de contrôle; l'économie ne fut pas coordonnée autant qu'elle aurait dû l'être. On a travaillé sans planification et sans une conscience claire ..."

"Une publication dans le "Boletín" N° 39 montre que:

- la gestion de l'industrie confisquée en Espagne fut sous la garde des syndicats qui créèrent une organisation administrative centrale, composée de leurs représentants;

- les soi-disant "conseils ouvriers" formés dans les entreprises ne furent pas installés selon une élection libre, mais par en haut, selon les directives de cette organisation centrale, qui dans cette mesure décidait de la manière dont il fallait organiser le travail;

- même après la soi-disante "syndicalisation" des usines, on dû faire face à des conflits du travail, ce qui est symptomatique pour le vrai caractère du nouvel ordre social.

"Sur la situation en Aragon, le "Boletín de Información" N° 40 cite le passage suivant du journal anarcho-sindicaliste "Fragua Sociàl".

"...les villages en Aragon ont cultivé les champs, ils ont continué leur grande industrie de sucre et ils ont sauvé les richesses de leurs terres. Tout ça d'une façon collective, en respectant le petit bourgeois et le petit propriétaire ..." (souligné par moi).

"Le "Boletín de Información" N° 55 contenait un discours du premier ministre de la république basque, qui déclarait un après le début de la révolution de 1936:

"... chez nous, en Euzkadi (le pays basque) il n'y a pas jusqu'à maintenant une seule entreprise socialisée ou collectivisée ..."

"Tout ça n'indique pas une "révolution sociale profonde". Au contraire. Ce qui allait jusqu'au bout en Espagne, c'était justement la loi économique du salaire de la société capitaliste. Et la cause? Dans ce pays arriéré, soumis plus longtemps que n'importe quelle région de l'Europe à la féodalité, à une religion fanatique et à l'absolutisme, la révolution bourgeoise n'avait jamais atteint son achèvement. Freinée dans le 19<sup>e</sup> siècle par les Carlistes, elle fut terminée dans notre siècle par le prolétariat et par les paysans pauvres.

"La révolution espagnole comme celle de la Russie ne fut pas accomplie par la bourgeoisie mais par le prolétariat qui pouvait donner aux événements historiques sa signature propre, mais qui ne pouvait pas changer son contenu. Il y a pas mal de faits et de documents qui en sont la preuve, beaucoup plus que ce que j'ai cité ci-dessus. Mais ici, il ne s'agit pas de dépendre en détail l'histoire de l'Espagne des années trente. En quelques mots, dans la péninsule ibérique il y avait deux choses décisives: la condition sociale qui ne permettait pas de dépasser le cadre d'un développement capitaliste et à côté de ça: la crainte des bolchévistes qu'une victoire des masses puisse avoir des répercussions en Russie. Cette crainte était à la base d'une attitude politique et militaire -si bien décrite par George Orwell dans son bouquin "Hommage à la Catalogne"- du P.C. espagnol qui préférait le triomphe de Franco à une république, non socialiste il est vrai, mais en tout cas amenée

par la levée en masse comme celle de 1792 en France.

"Voilà la double tragédie de la révolution espagnole dans les années 1931-1939, une révolution non terminée une fois de plus. Mais ça déborde beaucoup le sujet de cette réflexion, qui n'était faite que pour montrer qu'on ne peut pas accorder aux occupations d'usine en Espagne 36-39 la signification qu'y apporte notre ami belge. "

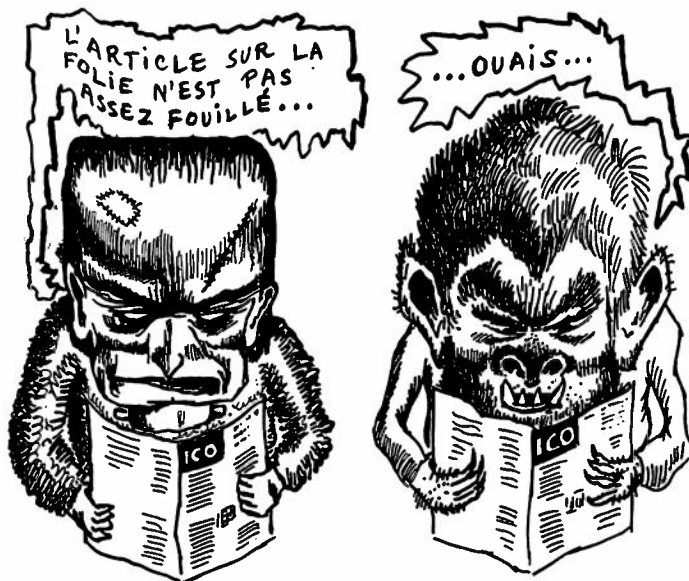
## PROCÈS MILLAN

Arrêté le 10 octobre 1967, pour des faits remontant à décembre 62 et mars 63, Julio Millan Hernandez a été condamné par le Conseil de guerre en février 72 à 23 ans de prison.

Le Capitaine Général de la Région militaire doit soit confirmer cette sentence, soit annuler le procès pour procéder à un nouveau jugement. Il semble probable que J. Millan Hernandez devra comparaître devant un nouveau conseil de guerre, début novembre.

Lors du procès précédent, les droits de la défense de l'"accusé" ont été gravement violés, comme l'ont fait savoir les avocats français, belges et anglais qui y étaient présents.

Il est urgent d'informer l'"opinion publique" de cette nouvelle comparaison, afin que le procès de notre camarade ne se déroule pas sous l'arbitraire du secret militaire.



# débats.

## SUR LA CONTRE INTERPRETATION.. et l'IDEOLOGIE CONSEILLISTE

(voir ICO N° IIB, p.1)

\* d'un camarade de SOLIDARITY -Londres 7/72

Cette réponse à l'éditorial d'ICO N° IIB (Contre interprétation du "Contre Planning") n'est pas une déclaration de principes du groupe SOLIDARITY. Il reflète les vues de certains camarades du groupe et doit être regardé comme tel.

Cet article est à la fois peu clair quant au but de l'auteur hanté par les dangers de l'idéologie conseilliste, et il est aussi le résultat d'un manque certain de cohérence et d'organisation politique dans ICO.

Néanmoins, il y a tout au long de la critique de ce camarade plusieurs contradictions.

Tout d'abord, la première partie n'illustre que d'une façon très lointaine la deuxième partie théorique.

Reprenons les deux passages cités en page deux puisqu'il semble falloir les expliquer. Lorsque le camarade américain dit: "... Il apparaissait clairement à tous que ces mesures dramatiques furent prises pour contrer la tentative des ouvriers de prendre en mains eux-mêmes l'organisation de la production. Cela ne laisse aucun doute dans l'esprit des ouvriers..." il est bien évident que les ouvriers avaient tenté de réorganiser la production telle qu'elle existait dans l'usine à ce moment là pour rendre leur vie moins abrutissante. Ils voyaient bien que la réaction des patrons était provoquée par le fait que leur propre initiative, pour tenter de conserver un peu d'identité humaine, avait foutu la merde dans l'usine. Mais ce dont ils n'étaient pas conscients (et c'est à cela que la deuxième citation fait allusion) c'est qu'ils auraient pu utiliser cette initiative pour planifier et contrôler leur propre production. C'est-à-dire décider eux-mêmes quoi produire, comment le produire et pour qui. C'est quand même clair quand il dit:

" Ces mêmes ouvriers ne se rendent pas compte que cette organisation pourrait aussi servir à planifier et contrôler leur propre production ".

Ca veut dire ce que ça veut dire: gérer la production pour eux-mêmes et non dans l'intérêt des patrons. On ne pourrait être plus clair. Bien qu'il y ait une différence nette entre les deux citations, je n'y vois absolument aucune contradiction - conseilliste ou pas.

Pas besoin de gymnastique idéologique pour se rendre compte, après ces deux citations, que

souvent la lutte a une portée et une signification bien plus révolutionnaire que ceux qui y participent n'en ont conscience.

Après une série de pirouettes rhétoriques autour des notions de plus value, travail et sur-travail pour apparemment mettre au mur les autogestionnaires, le camarade anonyme passe à une critique de la vision mécaniste de la révolution par les "idéologues conseillistes". Soit, des "conseillistes" ont une conception assez mécaniste des processus historiques, mais il est tout aussi mécaniste et beaucoup plus naïf de prétendre que la révolution se produira comme un éclair et que, du jour au lendemain, toutes les formes de production et les systèmes de valeurs de la société capitaliste seront détruits ou disparaîtront. Ce qui remplacera l'ancien système est au moins aussi important que sa destruction. Pour prendre un exemple concret, même après la révolution (ou plutôt pendant la révolution car elle sera un processus plus ou moins long), tout le monde, y compris notre camarade anonyme, s'attendra à ce que la lumière jaillisse des lampes électrisées quand on tournera le bouton. Il faudra bien que cette électricité soit produite quelque part, et par quelqu'un. Et une centrale électrique, ça ne se réorganise ou s'automatise pas tout seul, en un clin d'oeil. De même pour la distribution du gaz, de l'eau ; de l'essence, les voies ferrées, etc...

On peut manier tant qu'on veut le paradoxe pour critiquer les différentes théories révolutionnaires présentes ou passées, mais ça peut devenir une obsession qui mène à écrire des aberrations du genre " tout le monde à l'usine" qui ne veulent rien dire, si ce n'est qu'elles sont le symptôme d'une mythologie ouvriériste perpétuée par des intellectuels mal adaptés. Cet article sur le sabotage organisé n'est qu'un prétexte -il me semble- que ce camarade a pris pour se lancer dans une grande envolée sur les contradictions conseillistes, sans que cela ait beaucoup de rapport avec la situation et les problèmes concrets présentés dans l'article américain.

Il semble souvent s'efforcer de démontrer le caractère contre-révolutionnaire de cet article dont l'auteur est "visiblement" d'après lui, aveuglé par ses "oeillères" conseillistes. (cf. la conclusion de la critique en page 4, deuxième colonne). Par contre, à d'autres moments (par exemple en haut de la page 4, première colonne) il admet que cette forme de lutte "donne le sens des grèves qu'elles soient sauvages ou pas" et "peut devenir radicale et effective" pour la destruction des rapports capitalistes.

Ce que ce camarade semble oublier c'est qu'il est très difficile de récupérer des luttes

basées sur la destruction permanente des valeurs capitalistes, et de les canaliser dans le but de renforcer ces mêmes valeurs. Les syndicats ne s'y trompent pas - ni les "partistes". Les trotskystes en particulier dénoncent sans relâche le soi-disant caractère contre-révolutionnaire de sabotage. Evidemment ça se prête mal à leurs tentatives d'enrégimentement. Il me semble - contrairement à ce que pense le camarade - qu'il y a une différence fondamentale entre le sabotage organisé à la base, tel qu'il est décrit dans l'article américain, et les tentatives de gestion de la production dans l'économie capitaliste. Le sabotage est décidé par ceux qui le pratiquent, et ils en ont constamment le contrôle absolu. C'est non seulement un moyen très efficace de lutter radicalement et fondamentalement contre le système d'exploitation; c'est aussi une forme ludique de lutte où les travailleurs prennent tout à coup une dimension vraiment humaine, au lieu des pions qu'ils étaient et doivent faire appel constamment à leur propre initiative. Cette forme de lutte est totalement opposée aux tentatives de "gestion ouvrière" des entreprises capitalistes du genre de celle des chantiers navals de la Clyde (U.C.S.). Il n'y a eu aucun sabotage aux chantiers navals et la discipline du travail était bien plus stricte dès le début du "work-in" pour la simple raison que les contremaîtres principaux étaient alors les délégués syndicaux et les shop-stewards. Alors pas question de sabotage. Les travailleurs ne participent jamais aux décisions, et ils votent simplement pour reconnaître des faits accomplis. Je ne vois vraiment pas par quelle acrobatie d'imagination on peut assimiler la signification de deux phénomènes si opposés sous l'étiquette "contre-révolutionnaire". L'un vise à faire marcher le système de façon plus efficace et sans accroc, et l'autre au contraire tend à le démolir sous toutes ses formes - en particulier le système de valeur au milieu de la production ( travail sacré, etc...)

Quant à la "note de dernière heure", elle est une conséquence du manque total de rigueur et d'organisation dans l'édition d'ICO en général. Ce qui était présenté comme "appendice" au texte sur l'occupation de Fisher-Bendix dans ICO N°117 n'a jamais existé dans le texte original. Le camarade qui s'est tapé la traduction avait aussi envoyé à ICO un commentaire personnel qui, s'il était imprimé, aurait dû être présenté comme tel et non pas comme la position du groupe SOLIDARITY. La faute en incombe entièrement aux éditeurs d'ICO qui semblent entretenir une confusion systématique entre les articles du groupe, non signés, qui expriment les idées du groupe et les articles personnels qui devraient être signés! et qui n'impliquent que leur auteur.

Du coup la relance du camarade anonyme contre l'idéologie conseilliste de SOLIDARITY (décidément c'est une véritable obsession) tombe un peu à plat.

Néanmoins, il y a plusieurs points que je voudrais relever. J'aimerais - et les autres camarades anglais aussi- savoir où le camarade a vu que "l'idéologie de SOLIDARITY est que toute lutte, quels que soient son

contenu et son aboutissement, est radicale lorsqu'elle est l'expression autonome des travailleurs". Je défie le camarade de trouver une déclaration du groupe SOLIDARITY qui corrobore une pareille énormité. Cela me paraît assez malhonnête de mettre dans la bouche de quelqu'un des mots qu'il n'a jamais prononcés - simplement dans le but de prouver à tout prix son point de vue.

De toutes façons, la signification d'une lutte n'a qu'un rapport très indirect avec sa radicalité. Là n'est pas le problème central: il y a des luttes très radicales et violentes et autonomes qui sont aussi très réactionnaires ( cf. la grève des dockers en 1969 de soutien à Enoch Powell!).

Quand je dis qu'il ne faut pas nécessairement condamner les luttes menées par les syndicats ça veut dire ce que ça veut dire et rien de plus. Ça ne veut pas dire qu'il faut nécessairement les soutenir. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas lutter contre les syndicats, ça ne veut pas dire non plus que "les syndicats en mutation sont révolutionnaires" - ou autres inepties de ce genre. Ça veut simplement dire - par exemple- que lorsqu'il y a une grève pour une augmentation de salaire menée par un syndicat, je ne vais pas la condamner simplement parce qu'elle est menée par le syndicat. Le camarade semble attacher beaucoup d'importance à la radicalité des luttes. En fait cette radicalité n'est que très secondaire - elle ne traduit en rien le contenu réel de la lutte qui est au moins aussi important que son aboutissement- et beaucoup plus que sa radicalité. Peu importe si elles sont déclenchées par les syndicats ou non. Ce qui importe c'est leur signification politique. C'est précisément parce que SOLIDARITY est un groupe politique et non un groupe de journalistes (comme Big Flame ou autres groupes activistes) que nous attachons tant d'importance à la signification et la portée des luttes et c'est pourquoi nous tentons de rendre leur contenu explicite pour pouvoir en tirer des leçons. Nous avons choisi à SOLIDARITY de faire une brochure sur l'occupation de Fisher Bendix (en collaboration avec les ouvriers de l'usine) parce que contrairement à ce que pense le camarade qui semble manquer d'informations, ce ne sont pas des luttes "partielles, limitées et contradictoires" mais bien un mouvement profond qui se dessine dans de très nombreuses luttes en GRANDE BRETAGNE et ailleurs, de plus en plus fréquemment, et qui met tous les jours en question à la fois la validité du système en général et l'autorité de ses chefs -capitalistes et syndicalistes - par l'activité de plus en plus autonome des travailleurs.

E. CONNAR.

**LA FONCTION DE L'AMALGAME  
et autres petites manoeuvres...  
( reponse à cette reponse )**

" Non, tous les hommes ne sont pas mes frères."

Engels.

J'ajoute que tous ceux qui se disent révolutionnaires ne sont pas mes camarades.

Ayant appris qu'une reponse au texte que j'avais écrit sur le "contre planning dans l'atelier, l'occupation de Fisher-Bendix" etc. avait été rédigée par un membre de Solidarity-Londres, je n'avais pas l'intention d'y répondre à mon tour car, de reponse en reponse, ça n'en finit plus, d'autant que les diverses critiques et recritiques se perdent dans les divers numéros passés d'ICO et le fil conduc-

Cependant après avoir pris connaissance de cette reponse, vu son caractère particulièrement manoeuvrier par, entre autres, falsification de mon texte, il m'est impossible de laisser passer une telle pratique.(1)

Je dois dire tout d'abord que me trouvant en Angleterre cet été, j'ai rencontré le groupe Solidarity-Londres au cours d'une de leurs réunions et, en particulier, l'auteur de cette reponse. J'ai manifesté alors le désir de parler avec lui et le groupe de cette controverse sur la grève de Fischer-Bendix et sur les conceptions conseillistes en general. Lui-même, qui était l'un des rares à parler français et, en tout cas, le seul à connaître à cet instant mon texte ( auquel il avait déjà répondu sans que nul ne connaisse sa reponse ) n'a pas manifesté le même désir; par contre il a déjà employé alors le même genre de méthode manoeuvrière que dans le texte qui précède: en effet, pressenti par moi, qui ne parle et ne comprends l'anglais, pour traduire aux autres les explications sur ma critique de l'article de Solidarity, il s'est mis à traduire tout à fait autre chose que ce que je disais, se contentant de dire que ma critique ne reposait que sur le malentendu entre Solidarity et ICO qu'il signale à la fin de son texte. Il a fallu que l'amie française, qui était avec moi et qui comprenait pas trop mal l'anglais, lui fasse remarquer que ce qu'il traduisait n'avait rien à voir avec ce que j'avais dit pour qu'il se mette à faire la traduction réelle, visiblement à contre-coeur. Si elle n'avait pas été là, le coup aurait réussi, passant comme une lettre à la poste, grâce à la séparation linguistique. On voit déjà le petit malin. Et d'une!

Son texte lui-même est une aussi grossière falsification puisqu'il ne craint pas de me faire dire l'exact contraire de ce que j'ai écrit.

J'aurais écrit, d'après lui, que le type de luttes ( sabotage organisé ) décrite dans "Contre Planning..." était contre révolution-

(1) L'auteur de cette reponse étant un français vivant à Londres, il n'a pu y avoir d'erreur de traduction qui lui aurait fait interpreter mon texte de travers ( ou plutôt en sens inverse ).

naire, alors que j'ai affirmé que c'était son interprétation autogestionnaire qui était une extrapolation sans rapport avec la lutte elle-même telle qu'elle était décrite et que cette interprétation correspondait à la vision effectivement contre-révolutionnaire de syndicats tels que la C.F.D.T. en France.

L'interprétation des luttes par les luttes elles-mêmes. Est-ce assez clair?

Je n'ai donc pas à admettre par ailleurs ( comme dit l'autre ) que cette forme peut devenir radicale et effective pour la destruction des rapports de production capitaliste, n'ayant jamais rien dit d'autre!

Autre falsification de première: j'aurais faite mienne, dans ma conception des luttes actuelles, l'affirmation: "tout le monde à l'usage". En réalité j'ai écrit que cette affirmation était, à mon avis, le contenu des conseils ouvriers tels qu'ils sont apparus dans le passé, parce qu'alors le premier besoin révolutionnaire était bien la généralisation du salariat, de la condition prolétarienne, et qu'aujourd'hui, ce mouvement ayant été effectué par le capitalisme lui-même ( prolétarisation ) les conseils ne peuvent plus apparaître avec un tel contenu gestionnaire. Un point c'est tout. Est-ce que ça aussi est assez clair?

J'apprends donc à la suite de cette dernière falsification que je suis "ouvriériste" (sic) ce qui est la caractéristique des intellectuels mal adaptés. A cela je réponds: 1) Contrairement à l'auteur de cette reponse je ne suis pas un intellectuel, n'ayant ni le savoir universitaire ni, surtout, les diplômes le sanctionnant qui me permettraient de vendre mon intellect en tant que force de travail. Pour plus de précision, et pour qu'on n'y revienne pas: je n'ai pas le D.E.P.C. et n'en suis pas plus fier pour ça! 2) Ainsi les intellectuels sont des êtres mal adaptés. A quoi? Au système? Ah! J'espère bien que la plupart des gens, intellectuels et ouvriers sont mal adaptés à ce système! Et que c'est cette inadaptation qui les entraîne à lutter contre lui, pour son abolition.

On ne peut pas faire une plus belle apologie du capitalisme !! Qui plus est en forgeant des motivations psychanalytiques aux revoltes sociales des prolétaires.

D'ailleurs, pour lui, tout n'est plus qu'inconscient et sexualité dans mon texte: j'apprends successivement que je suis hanté puis obsédé par l'idéologie conseilliste, que je suis mal adapté au système, etc... quelques pages de plus, et j'aurais été anormal ou fou.

Bien commode pour affirmer que toutes mes critiques tombent un peu à plat; c'est la méthode classique du capital qui range dans la catégorie des fous et des inadaptés sociaux ceux qui le critiquent.

La minimisation, voire l'annihilation de ma critique, par le "tout ça n'existe que dans sa tête" revient constamment pour éluder les divergences théoriques. Ainsi, je fais une série de pirouettes réthoriques autour des notions de plus value, travail et sur travail". Ce qui signifie sans doute que le fait de parler de tout cela, n'est que réthorique!

A ICO, très souvent, pour masquer les divergences et pour empêcher les discussions; on insiste sur le style dit "imcompréhensible", on ne fait apparaître que la forme pour neutraliser le contenu; ici, ça va plus loin:



je n'écris plus que pour faire du style, plus que pour la forme, quoi!

Autrement dit, je ferais mieux de fermer ma gueule. La fine mouche!

De toutes les façons dès qu'on théorise on est catégorisé par beaucoup ( vrais prolos, eux) comme pauvre intellectuel qui n'a rien à voir avec les luttes ouvrières concrètes. Ah! le concret, ce fétiche de l'Ultra-gauche. Le rugueux, le calleux de la vie ouvrière, ça c'est quelque chose! Ça c'est des hommes, les prolos! Abject!

Tu n'arrêtes pas, E. Connard ( c'est son pseudonyme) de glorifier le prolétariat, de glorifier le salariat, de glorifier le Capital en un mot! Tu n'es pas le seul: de tous les P.C. à toutes les bourgeoisies et bureaucraties réunies, tu as de la concurrence!

Le résultat de tout cela est que l'auteur de cette réponse ne peut, lorsqu'il théorise, ( tiens ça lui arrive) que montrer l'anti-dialecticité et l'anti-materialisme de ses analyses.

1)"Il est très difficile de RECUPERER des luttes basées sur la destruction permanente des valeurs capitalistes et de les canaliser dans le but de renforcer ces mêmes valeurs,"

Il n'a pas l'air de savoir que le système ne récupère rien, que le mouvement de lutte du prolétariat porte en lui-même le double mouvement virtuel de la révolution et de la contre-révolution et que lorsque la révolution ne parvient pas à s'exprimer totalement, finalement en détruisant les rapports de production capitalistes, la contre révolution peut émerger et triompher en réalisant les aspects immédiats et particuliers des luttes prolétariennes qui portaient en eux-mêmes le germe de leur utilisation par le Capital (2).

L'emploi du terme " récupération" mis en vedette par les Cohn-Bendit et consorts, n'exprime rien d'autre que l'incompréhension du mouvement réel et l'évasion de l'analyse par un mot qui expliquerait tout. En même temps, puisque pour l'ultra gauche, l'autonomie des luttes, quelque soit son contenu, est le seul garant de leur caractère révolutionnaire, lorsque leur aboutissement est différent, on peut invoquer cette espèce de coup du sort cette malédiction, qu'est la récupération.

2"En fait, cette radicalité n'est que très secondaire, elle ne traduit en rien le contenu réel de la lutte qui est au moins aussi important que son aboutissement, et beaucoup plus que sa radicalité."

On voit bien le lien direct de cette phrase et ce que je viens de dire sur la récupération. Qu'est-ce que la radicalité d'une lutte sinon l'appréciation de son contenu réel. C'est cette évidence élémentaire qu'il ne comprend pas, amalgamant des termes qui effectivement, ne semblent avoir, pour lui, aucun contenu réel. A force d'amalgamer pour les autres, on fini par le faire pour soi même !

3- C'est précisément parce que Solidarity est un groupe politique et non un groupe de journalistes (comme Big Flame, etc.) que nous attachons tant d'importance à la signification et à la portée des luttes..."  
Alois, comme ça, Big Flame n'est pas un groupe

(2) Voir le fascisme qui réalisa, outre une grande partie du programme social-démocrate, les limites du mouvement révolutionnaire d'alors; notamment en fixant le prolétariat à l'usine, en glorifiant son existence dans l'entreprise, c'est-à-dire son existence de capital variable ( comparez avec le discours du conseilisme gestionnaire).

politique, mais un groupe de journalistes. Comme si tout groupe qui recueille et transmet des informations ne donnait pas une interprétation à ces informations.

L'auteur doit croire à l'information objective, donc à l'objectivité des journalistes, bourgeois par exemple. Après l'apologie du système en général, l'apologie de l'information en particulier; ça devient drolement intéressant ! Dommage que ça s'arrête, on commençait à comprendre plus explicitement que je ne l'avais fait, et par les intermédiaires eux-mêmes, ce que devient le conseilisme, parce que, contrairement à ce que pense le camarade qui semble manquer d'informations (3), ce ne sont pas des luttes partielles et limitées et contradictoires, mais bien un mouvement profond qui se dessine dans de nombreuses luttes en Grande Bretagne. Ainsi donc ce qui est partiel, limité et contradictoire ne peut pas provenir d'un mouvement profond et ne peut pas le révéler. Et valse la dialectique!

Mais c'est vrai que tout n'est que récupération ou irrécupération, limitée, profond, joli, mal, bien, noir, mal blanc. Les cochons y trouveront peut-être leurs petits, mais l'analyse n'y trouvera pas sa rigueur. Mais on commence à y être habitué avec tous ces groupes politiques.

Pour conclure, je ne ferai pas, moi, le coup de la minimisation ou de l'"anéantissement" du contenu de cette réponse. Je ne dirai pas que

ce texte n'est qu'un exercice de style. J'affirme, au contraire, que toutes ces manœuvres et l'anti-materialisme et l'anti-dialecticité qui les supportent n'ont qu'une cause-effet ( sans machiavélisme, mais dû aux exigences de l'idéologie de l'auteur): tenter de masquer l'échec de la conception autogestionnaire de l'Ultra-gauche (4), la fin de l'Ultra-gauche comme force théorique, face au mouvement réel qui se révèle toujours plus antagoniste à cette conception qui n'est plus reprise que par la frange moderniste du Capital. Ce qui n'est pas une récupération, ce qui est sa destination logique, avec l'évolution du capitalisme, puisque le mouvement réel d'il y a cinquante ans, qui a produit l'Ultra-gauche, devait réaliser des besoins prolétariens immédiats qui, alors, demeuraient dans les limites du Capital ( expropriation de la bourgeoisie détentrice juridique des moyens de production et généralisation du prolétariat)

Quand on se refuse de voir la réalité historique pour se raccrocher au passé, le plus simple, n'est-ce pas, est d'affirmer que ceux qui tentent de l'exprimer ne disent que des conneries ou ne parlent que pour faire des pirouettes rhétoriques. C'est une méthode vieille comme le monde scindé en classes ( le monde de l'idéologie).

Mais en insistant trop, et trop grossièrement, comme l'auteur du texte, on a l'effet inverse à l'effet escompté: tout se dévoile par nécessité.

(3) Evidemment, avec Solidarity, on n'a que des analyses politiques. Pour avoir des informations, il faudrait les demander à Big Flame ou au Daily Mirror.

(4) La tentative de l'interprétation autogestionnaire du "Contre-planning dans l'atelier" qui débute la réponse montre assez clairement le but de la manœuvre. Je ne reviendrai pas sur cette interprétation; ici c'est une resucée de la précédente, américaine, avec les mêmes contradictions visibles.

# LETTRE

## OUVERTE

Il me semble nécessaire d'introduire à ICO de façon plus systématique ce que peuvent être les problématiques des femmes.

Les problématiques ne se ramènent pas toutes à un dénominateur commun, et jecrois que la lutte des femmes, aspect particulier mais important d'une problématique plus vaste, doit être répercutée au niveau des groupes politiques tels qu'ICO.

Ce texte intervient tard. Il est une réponse à un groupe de copines qui s'est réuni pendant un an. A l'intérieur de ce groupe étaient des copines d'ICO. A la rentrée ce groupe s'est réuni, réunion à laquelle je suis allée et dont le texte ci-joint est un élément de critique positive ...

### REFLEXIONS A PROPOS D'UNE REUNION MERIDIQUE.

J'aimerais avec quelque recul - quelques distances vis à vis de mes propres réactions - expliciter ce qu'a été mon sentiment à partir de la réunion chez X... Mal à l'aise, j'ai été gênée par quelque chose que je n'arrivais pas à formuler. Néanmoins je pense qu'il faut faire un détour avant d'arriver à ce groupe ci, réuni ce jour là.

J'ai eu comme d'autres, des réticences à l'égard de certaines tendances du MLF. Je crois et non seulement je crois, mais je sais le statut opprimé de la femme dans notre sacré monde, je le vis aussi, ce qui me donne deux raisons d'y croire, le vécu et le théorisé.

Quid alors ?

Je pense et je ne surprendrai personne dans ce groupe ci en énonçant une banalité que la condition de la femme dans les sphères dirigeantes et dans les sphères dirigées, n'est pas la même. (je n'emploie pas à dessein les catégories marxistes de classes sociales d'abord parce que je serai bien en peine de les définir si on me le demandait (mais on ne me le demande pas !) mais parce que je pense qu'elles sont peu opératoires, recouvrant des réalités trop vastes, ambiguës aussi et en tout cas rendant mal compte de phénomènes, n'en déplaise à certaines, certains (ou inversement) tels : les jeunes, les femmes, le refus du travail, les communautés, l'homosexualité etc ...

J'appartiens aux couches intellectuelles et je n'ai pas eu le choix; depuis, je n'ai pas fait le choix d'en sortir.

La transformation de la société, tend de plus en plus à prolétarianiser l'intellectuel en ce sens, qu'accroissant la division technique du travail, celui-ci ne peut plus jouer son rôle d'élite mais se voit de plus en plus obligé de mettre ses connaissances au service du capital; la parcellisation du savoir se développe concurremment avec l'émergence d'une couche de techniciens-technocrates qui assure de plus en plus son pouvoir en maintenant l'opposition savoir-non savoir, dirigeants dirigés.

Quel est le problème de la femme à l'intérieur de ce schéma rapide ?

Je ne nie pas, et absolument pas, l'exploitation de la femme dans les classes prolétariennes (au sens classique du terme) et le surtravail qui lui est imparté, heures supplémentaires non rétribuées où elle doit s'occuper du ménage au sens matériel

et social du terme.

Mais, à des exceptions près, nous n'en sommes pas là. Enfants à torcher, vaisselle, lessive, ménage, se transforment en la plus part du temps en: enfants à pouponner, femme de ménage, désordre et bordel (sans jugement de valeur) ou, dans le meilleur des cas répartition mixte des tâches.

Intellectuelles donc, et pourtant confrontées à la domination des mecs, par où passe-t-elle alors, cette domination. Confrontées ensemble, eux et nous, à un même problème: que les choses nous échappent, que nous sommes les jouets de la société spectaculaire-marchande! mais, sans blague, que nos propres choix nous sont souvent extérieurs, sans que nous puissions repérer ce que nous avons vraiment voulu et ce que nous avons choisi, que les décisions des choses fondamentales de nos existences sont prises ailleurs, sans aucune possibilité d'intervention.

Il n'est qu'à voir que nous sommes toutes et tous à la recherche de cette identité, mais je préfère dire de nous mêmes, les filles, les mecs ayant du renoncer à quelques traits de leur personnalité distinctive: séduction, brutalité, force physique, discours interminables; mais ce pour des raisons multiples qui tiennent aussi bien de la politique, éthique, de leur propre mal d'être, mais aussi poussés par les dures réalités: prise de parole de la femme (petite amie en général), exigence de reconnaissance et nécessité pour des raisons de survie de chaque côté de ne pas se terrer en des positions ennemies.

La prise de parole comme élément non négligeable du refus de la domination des mecs, et non pas des mecs comme ça, mais d'un discours pour le discours, tient aussi à ce que des phénomènes comme 68 ont servi de révélateur et ont commencé à pénétrer des failles, à redécouvrir que vie publique et vie privée n'étaient pas dichotomisées, mais deux aspects d'une même chose, que, si la vie quotidienne était à politiser, la vie politique était à "humaniser", etc... Certes, nous venons aujourd'hui sur leur terrain, mais leur terrain n'est pas une chasse gardée, mais notre réalité à eux et à nous.

Il me semble que c'est tomber dans un des pièges qui nous est tendu que de porter le débat ailleurs et de nous intéresser nous à ce qui semble bien nous être socialement accessible: psychologie, psychanalyse, pédagogie, bref, tout ce qui a rapport au domaine de l'affectif, des relations humaines sans doute parce que nous sommes intuitives psychologues mères et bonnes de surcroît, notre domaine c'est le vécu (quelle différence avec le ménage), tandis qu'eux, c'est la théorie politique, révolutionnaire qui plus est. Or il se trouve qu'à cet instant nous recréons les divisions sociales du travail nous réhabilitons les catégories scientifiques les plus erronées, nous faisons de la psychanalyse de groupe parce que nous savons que là ce sera notre terrain, sans même intégrer le fait de la projection sociale sur les différentes instances du psychique, nous n'en sommes même pas à l'analyse institutionnelle. Il y a prise de parole mais dans une perspective statique: quand je me suis racontée, que tu t'es racontée, qu'elle s'est racontée eh bien nous nous sommes raconté ça prouve que nous savons nos conjugaisons mais se quitter pose un problème car quelle a été la fonction de cette entreprise, si

ce n'est la fonction même de la psychanalyse la plus traditionnelle: "mieux supporter son statut, avec des aménagements, tel prendre timidement la parole en réunion, tel ne plus être totalement béate devant l'autre, son autre, j'y reviendrai...

Mais où est la dynamique à la recherche de laquelle nous étions, quelle remise en question, quelle politisation?

Aujourd'hui on ne veut pas se quitter parce que sinon ça recommencera, on sera moins forte parce que seule, parce que ne se sentant pas soutenue, mais soutenue sur quoi par qui et contre qui ou quoi?

Le choix était donc entre les menottes à un mec à remplacer par les menottes à un groupe.

Où est la seule chose que nous cherchions, parce que c'est là que nous avons toutes et tous été piégés: l'autonomie. Débarassées de la dépendance à l'égard de papa-maman, du mec, pour ne pas la retrouver dans un groupe, fût-il un groupe de femmes, les mecs eux se la retrouvent leur dépendance, soit comme meneur, soit comme mené dans les groupes politiques.

Mais qu'ai-je à faire moi d'un groupe confiance-analyse. La société toute entière par l'intermédiaire de ses différentes instances m'agresse et m'agresse prioritairement au niveau du vécu, en tant que femme, mais m'agresse tout autant par le travail qu'elle m'offre, en l'occurrence qu'elle ne m'offre pas!

Les quatre murs dans lesquels j'étouffe, le couple dans lequel malgré mon refus elle m'oblige à vivre en reconstituant constamment des structures de vie libre encore plus contraignantes (peut-être pas quand même) par la consommation de marchandises de toutes sortes et ses sous-produits, je veux dire sous-ensembles: l'amour, les relations, les enfants, la psychomerde et tout et tout..., les rapports de force dans lesquels je saute à pieds joints, reflets des rapports sociaux à l'échelle individuelle bien sûr.

Et où me retrouvai-je sinon dans mon effort de me situer par rapport à tout cela, à quel prix dois-je payer l'auto-répression pour vivre et être en groupe? Je veux vivre non dépendante de machin ou machine et pour reprendre l'expression d'une copine "à ras le sol, à ras le corps", libre et libérée de toute servitude, disponible à tout, ne pas me sentir centralisée même démocratiquement, être dans mes dispersions, dans la non-censuré, la jouissance, sans Dieu ni maître.

Alors se battre et recréer des rapports de force, mais comment sans en prendre plein la gueule, sans sombrer dans la paranoïa la névrose d'échec.

Je crois qu'ensemble nous sommes confrontées à des situations réelles - ICO par exemple - non pas de la domination des mecs mais de non-être, de refus d'être devant des modes de pensée, appréhension des problèmes, archaïques et routiniers; alors parlons entre nous de cela, parlons de ces journées de camping où à la dure, au bon air ( la vie fière et joyeuse de scouts), où les soulographes des mecs ( sans jugements moraux) restituent le pouvoir là où il est: pouvoir des mecs face à l'absence des individus

femmes. Mais fixons nous concrètement les lieux, les objets. Se raconter n'est-ce pas reconstituer la femme comme objet à part, avec une autre essence, une autre mentalité?...

Ce n'est pas un jugement que je voudrais porter sur ce groupe, seulement un essai pour expliciter à la fois mes réticences l'autre soir et mes réticences quand ce groupe a débuté.

L'aspect positif me semble être ce qui en a été dit, pour une fois la rencontre pour chacune de la disponibilité d'écoute chez les autres, de possibilité de s'exprimer sans que cette expression soit cassée par des jugements moraux, politiques ( les deux tendant de plus en plus à se recouper), bref l'acceptation par les autres.

Mais pourquoi fallait-il que cet élément important soit immédiatement annulé par une pratique systématique du secret; ce qui se disait ici ne devait filtrer là; pourtant ça filtrait et par les meilleurs canaux, dans la relation de la chacune au chacun. Que recherche-t-on exactement dans l'approbation de l'autre ( l'autre étant le mec)? On ne raconte pas ce qui s'est passé mais le disant on cherche une certaine sécurisation, un satisfecit et c'est comme cela qu'on cherche à être reconnue par le mec; c'est-à-dire que d'une part on refuse de se constituer en sujet pensant à part entière puisqu'il faut l'approbation de l'autre et d'autre part, ce qui va plus loin, c'est que la discussion à ce moment là n'a plus pour objet de progresser, mais, au travers du soutien, de retrouver soi chez l'autre, c'est-à-dire revivre la possession, recréer l'avoir pour soi si machin n'est pas d'accord sentiment de trahison. Cf les querelles de couple où une espèce de bon sens et de psychanalyse de concierge réduisent l'argument passionnel du conflit politique à un conflit amoureux pour ne pas voir que ce que l'on ne supporte pas chez l'autre c'est justement le caractère d'autre, d'étranger, qu'accepter les divergences c'est accepter que l'autre existe en dehors de soi, qu'il ait une existence propre autonome et qu'un des pièges de l'idéologie dominante est justement de vouloir fonder les individualités les une dans les autres; redécouvrir la possession de l'autre sous une forme qui n'est pas nécessairement la jalousie, la jalousie étant certainement la forme la plus apparente de la possession.

Telle me paraît être une des fonctions qu'avait la circulation de l'information entre copain et copine proches plutôt que le choix d'une circulation de l'information au grand jour; la circulation eut permis de ne pas reconstituer un groupe fermé sur l'extérieur, cloisonné avec ses propres règles et finalement assujetti - pour reprendre un terme à la mode - qu'un groupe politique quasi-clandestin.

J'ai deux remarques pour terminer. Je pense nécessaires les réunions au sens non institutionnel de groupes de femmes à condition d'ouverture sur l'extérieur, d'acceptation du caractère précaire et transitoire de tels groupes et aussi de dépasser tout ce qui est de l'ordre du psy pour tenter de se situer dans cette société-ci face aux problèmes de hiérarchie répression, de la science de la culture ( non exhaustif).

La deuxième remarque est que ce texte n'est pas un dogme; que ce qui est formulé sous forme d'affirmation n'en demeure pas moins de interrogations ou des questions.

## Réponse à "Lettre ouverte"

Je voudrais bien savoir de quoi et de qui on parle, parce que tout le monde n'est pas Mme Soleil ni extra-lucide, surtout lorsque l'on est contre "une pratique systématique du secret". Ceci n'est pas une critique globale du texte, mais seulement sur quelques petits points.

Tu dis d'une part: "je n'emploie pas les catégories marxistes de classes.. parce que je serais bien en peine de les définir", puis, aussitôt après, tu dis: "parce que je pense qu'elles sont peu opératoires." Il faudrait savoir: soit tu es capable de les définir et tu ne le veux pas, cela t'étant bien pratique, et ainsi le problème est évacué; soit tu ne le sais pas, et alors comment peux tu savoir si elles sont opératoires ou non ?

Mais ensuite tu dis qu'elles recouvrent "des réalités trop vastes, ambiguës (pour qui ?)...rendant mal compte des phénomènes"; donc, tu sais très bien de quoi il s'agit ! Ou alors, très mal ! Donc n'affirme pas qu'elles sont opératoires ou pas.

D'autre part, entre le fait que Marx a défini des classes (parce que l'exploitation et le travail capitalistes n'existent pas en dehors des classes sociales, et cela tout le monde, je pense, est d'accord là-dessus) et le fait d'appréhender des phénomènes sociaux à l'intérieur de ces classes, il y a cent lieues. Cette belle affirmation: "peu opératoires...ambiguës...rendant mal compte des phénomènes" que tu incombés à la théorie du Matérialisme historique et dialectique fondé par Marx, reste sans explication.

Le Matérialisme historique et dialectique n'est pas une école et il n'y a pas de petit livre rouge pour parler de tout (tel: les jeunes, les femmes, le refus du travail, les communautés, l'homosexualité, etc..(c'est bien tout !), mais est un moyen, et je n'en connais pas d'autre, pour appréhender et essayer de comprendre les phénomènes sociaux, y compris ceux cités plus haut, parce que ces phénomènes n'existent pas sur la lune mais dans la société de classes et sont..j'allais dire des phénomènes ! les jeunes sont donc des phénomènes ? les femmes des phénomènes sociaux ? Allons donc ! Mais peut-être est-ce une mauvaise formulation; donc j'interprète ces phénomènes: la condition de la femme, mais alors quelle est la condition des jeunes si ce n'est d'être jeunes ?

D'autre part, quel est le rapport entre le problème des jeunes (s'il y en a un) -et dire ceci ne fait qu'inventer des catégories qui n'existent pas dans la

réalité du capital: pour lui il y a des individus qui travaillent, qui fournissent de la plus-value et qui consomment et celui des femmes ?

Mais continuons. Page 1 il est dit que les interprétations marxistes sont peu opératoires et ambiguës, mais page 2, tu te sers de cette méthode pour dire que les intellectuels tendent à se prolétarianiser. Donc tu distingues au moins 2 classes sociales définies par Marx: celle des intellectuels et celle du prolétariat (dans le sens classique du terme). Donc quand cela te sers, ce n'est pas si ambigu que ça ! Lorsque je ne suis d'accord, c'est quand tu dis que: "il se voit de plus en plus obligé de mettre ses connaissances au service du Capital". Je suis porté à croire que ses connaissances ont toujours été mises au service du Capital, puisqu'elles sont secrétées par lui, jusqu'à il y a disons 5 ou 6 ans, et que maintenant, de par l'évolution de celui-ci, il n'en veut justement plus de ces connaissances qui, avant, étaient au niveau nécessaire pour le Capital (mais dans une phase qui tend à être dépassée).

C'est bien parce que ces connaissances ne collent plus à la réalité de l'être du capital, que celui-ci tend à s'en défaire, et que cette fameuse prolétarianisation dont tu parles mais dont on ne comprend pas le sens, est la marque. D'ailleurs les luttes (très souvent) des intellectuels, profs, étudiants et autres ne manifestent que les réticences et la peur de perdre ce rôle de bon éducateur dans la bonne école de papa où l'on parle de Platon, de Pascal et du petit chaperon rouge. Peur surtout de n'être qu'un rouage sans la moindre parcelle de pouvoir, et sur sa propre vie et sur celle des autres.

Si le schéma est rapide, il n'est pas très clair et il est clairsemé de contradictions quelques peu fâcheuses.

Mais continuons.

Je crois que tout le monde est d'accord pour dire que la femme dans les classes prolétariennes est exploitée, et ce n'était pas la peine de le répéter 2 fois. Mais alors quand tu dis que faire le ménage, torcher...est du surtravail, alors non !

En système capitaliste, le surtravail (concept marxiste si tu l'ignores) a un sens très bien défini et n'existe que par rapport au travail salaire, ce qui veut dire, en d'autres termes, plus-value extorquée par un capitaliste dans une entreprise (aux travailleurs) ou par des actionnaires dans une société anonyme. Ce même surtravail, c'est à dire ici plus-value, repose sur une autre condition bien précise qui est le travail productif de plus-value. Donc faire la vaisselle n'est pas produire de la valeur dans le circuit du Capital et capitalisable, c'est du travail improductif.



Autre contradiction page 3: d'une part tu dis que: "la vie publique et la vie privée..étaient..deux aspects d'une même chose" et ensuite tu dis que: "la vie quotidienne était à politiser, la vie politique était à humaniser, etc" et ainsi la dichotomie revient à la charge, sans aucune explication, en laissant le lecteur dans le brouillard le plus profond.

De quelle vie quotidienne s'agit-il ? et que veut dire politiser la vie quotidienne ? Que signifie "humaniser la vie politique ? La vie politique ne peut être qu'inhumaine par définition, dans une société où la vie quotidienne est médiatisée par le Capital, et comme tu dis plus haut: "les décisions des choses fondamentales de nos existences sont prises ailleurs, sans possibilité d'intervention".

Quelle est donc cette gymnastique ? Ou bien c'est l'un, ou bien c'est l'autre, ou ni l'un ni l'autre, mais les deux en même temps, la façon dont tu en parles est contradictoire.

D'autre part, tu dis plus loin que: "c'est tomber dans un piège..que porter le débat ..sur la psychanalyse..les relations humaines..le vécu" et, en avant dernière page, tu trouves que le fait de s'exprimer sans que cette expression soit cassée..a un caractère positif. Il me semble évident que le premier est en rapport étroit avec le fait de pouvoir s'exprimer librement. C'est bien parce que ces filles n'avaient pas la possibilité de s'exprimer dans les réunions ouvertes et sur un éventail large de sujets qu'elles ont choisi de se grouper pour parler de leurs problèmes.

Peut-être bien que c'est un piège du Pouvoir, et c'est même certain, de ne parler que des problèmes spécifiques aux femmes, mais toi, de quoi parles-tu, et de quoi veux-tu parler si ce n'est de ça même que tu attaques dans ce texte. Donc encore une fois, c'est un problème de forme et de fond, problème dont certains à ICO aiment bien parler.

C'est un peu comme si tu disais : " les sujets de discussion sont sur le terrain du pouvoir, mais le fait de s'exprimer non" ! Quelle belle dialectique ! Comme si l'expression était en soi autonome et ce qui est exprimé pas ! Je ne vois pas non plus le rapport entre: " il y a prise de parole, mais dans une perspective statique"(?) et le fait de se quitter. Sinon que..la prise de parole est statique, et..le fait de se quitter est dynamique !!..C'est très bien, mais ça ne veut rien dire de très cohérent; ou alors pour être dynamique (puisque tu le préfères à statique) il faudrait continuellement quitter les gens avec lesquels on fait quelque chose ?

Puis quelques lignes plus loin: " Mais où est la dynamique à la recherche de laquelle nous étions, quelle remise en question, quelle politisation ?"

Vraiment je ne comprend pas ! Et je ne connais personne qui est à la recherche de la dynamique. Mais de quelle dynamique ? La remise en question de qui et de quoi ? La politisation de qui et de quoi ?

Ah nous y voilà !

La dynamique et ce que l'on cherchait, c'était l'autonomie. La dynamique de l'autonomie ??? Comme si mon autonomie dépendait de toi ou de moi, comme si l'autonomie de l'individu s'étant humanisé s'acquerrait avec du bon vouloir et de la bonne volonté. Comme si: "les mecs eux se la trouvaient leur dépendance ? (qui est ici citée comme une indépendance)

Où veux tu la trouver cette autonomie (maintenant et tout de suite) quand, tu le dis si bien: "les quatre murs m'étouffent" ? Eh oui, ils nous étouffent, ces 4 murs, et ces rues, et ces vitrines, et même ces gens qui passent dans la rue. Et tu t'imagines qu'avec ta bonne volonté et en cherchant bien cette idéale autonomie, tout ça va cesser ?

Ou alors le sens que tu donnes à cette autonomie est plus étroit que le sens que j'en donne et c'est alors essayer de trouver cette fameuse dynamique en reconstituant un autre groupe autonome parlant d'autre chose, avec des femmes, puisque tu dis: " Mais où est la dynamique ?", et c'est bien par rapport à ce fameux groupe dont on a peu entendu parler (il est vrai aussi bien ailleurs que dans ce texte finalement).

Ensuite vient une belle envolée lyrique très idéaliste: je veux ceci, je veux

cela..Mais tout le monde veut vivre libre etc..Mais ce n'est pas un problème uniquement individuel, en "créant" des "rapports de force", que par enchantement les rêves -oh très beaux- se réaliseront. Ce sera le fait de longues luttes acharnées du prolétariat et non par le fait d'individus isolés qui par leur seule volonté renverseront l'ordre social qui est celui du Capital.

Le temps des héros est écoulé, et cela est la marque de la future révolution qui commence à naître. La révolution anonyme est faite par tout le prolétariat et pour lui-même:

"LA REVOLUTION SE RELEVERA TERRIBLE MAIS ANONYME" (Bordiga)

Ce que retiens des 3 dernières pages: très peu, vu que je ne comprend pas très bien ce qui est dit: c'est le grief que tu fais à ces filles de garder secret ce qu'elles ont pu se dire, et qu'en conséquence un groupe doit être ouvert à tous. Si je comprend bien, il ne faut pas choisir avec qui on veut discuter, mais ouvrir la discussion à tout le monde ? Mais l'autonomie c'est bien pour moi de choisir avec qui je veux faire quelque chose, même si ce que je fais n'est pas dynamique, comme tu, dis.

Si le Capital m'empêche de faire beaucoup de choses, sur celles-ci, c'est que j'ai encore un certain pouvoir ! Il est

# Publications

bien évident que si j'ai envie de discuter de quoi, que ce soit, je n'irai pas trouver le premier venu, et encore moins des gens avec lesquels je suis fondamentalement en désaccord, tant sur les idées théoriques que sur les idées qu'ils peuvent avoir sur la vie quotidienne, pour employer un mot bien galvaudé !

Bien sûr, il y a le principe de démocratie ! Ah cette fameuse démocratie, quel bon don elle a !

Bien sûr à ICO on peut parler de n'importe quoi, on le peut, mais sans aller trop loin... oui, des idées générales, comme ci, comme ça, mais dès qu'on aborde un problème un tant soit peu théorique important actuellement, alors là, les boucliers se lèvent ! Et la démocratie, eh bien elle n'existe pas plus là qu'ailleurs et c'est tant mieux !

Personnellement, je suis contre la démocratie bien que cela pourrait passer pour paradoxal. Mais que l'on ne vienne pas me dire qu'à ICO règne la démocratie. A ma seule connaissance, il n'existe que la démocratie d'Etat. Mais ça, c'est un autre sujet.

D'autre part, j'allais l'oublier, tu dis ou as l'air de dire, que tout groupe de femmes parlant de leurs problèmes spécifiques est voué à l'échec et piégé à l'avance. Bon.

Que des femmes décident (elles) de faire un groupe, de quoi vont-elles parler sinon de sujets spécifiques aux femmes ? Mais à la fin du texte, tu dis qu'elles doivent en passer par là, mais à la seule condition qu'elles s'ouvrent vers l'extérieur, ICO par exemple.

Il y a là la grande contradiction :

1) ou alors l'extérieur (ICO par ex.) va se piéger aussi puisqu'il va faire des séparations : le problème des femmes le problème des prolos etc..

2) ou alors le groupe des femmes sera noyé dans la masse et alors, quel est l'intérêt de faire un groupe pour le moyer ?

J'ai l'impression que malgré tes réticences sur le MLF, malgré tes réticences sur ce genre de groupe, eh bien finalement tu ne t'en es pas totalement séparé et tu n'en as pas fait la critique. Mais n'essaie pas, par toutes sortes d'affirmations et de négations non dialectiques de critiquer à fond, dans un premier temps, pour récupérer des morceaux par la suite, tout en essayant de montrer un caractère positif.

La méthode hégélienne de thèse-antithèse-synthèse est peut-être bonne, mais la cause défendue repose sur 3 pieds, qui, de plus, sont à l'envers.

La dialectique n'est pas un mouvement de balancier, mais un dépassement.

- LE MOUVEMENT COMMUNISTE de Jean BARROT, Edition Champ Libre

I/ Définition du Capital

II/ Le mouvement communiste

III/ Révolution et Contre-Révolution

Qui voudrait en faire la présentation ? Ça vaudrait le coup.

- A été retiré le texte de P. BRUNE : "La Chine à l'heure totalitaire", tiré de Socialisme ou Barbarie N° 19, texte qui complète "les luttes de classes en Chine bureaucratique", retiré également récemment. (s'adresser à la Vieille Taupe, 1 Rue des Fossés St Jacques).

- Le Centre de Documentation de la Vieille Taupe, Archives "Spartacus" (1 rue des Fossés St Jacques) a sorti : Éléments d'histoire sur le Parti Communiste Italien. C'est très intéressant sur l'inféodation du PCI à Moscou, par purges interposées (élimination de Bordiga entre autres) sur l'attitude du PCI durant le pacte Hitler-Staline, allant jusqu'à soutenir les fascistes, puis à faire le jeu absolu des alliés, sur sa participation à la reconstruction du capital après guerre (tout ceci encore plus effarant qu'en France) et un tas d'autres trucs. Ça parle même du Manifesto à la fin.

De cette brochure, une citation tirée de "Pour le salut de l'Italie et la réconciliation du peuple italien", manifeste de sept.36 du PCI rédigé par Togliatti : "Nous, Communistes, adoptons le programme fasciste de 1919, programme de paix, de liberté et de défense des intérêts ouvriers, Chemises noires et Vétérans d'Afrique, nous faisons appel à vous pour vous unir dans la lutte pour ce programme... Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre à vos côtés. Fascistes de la Vieille Garde et Jeunesse fasciste, pour réaliser le programme fasciste de 1919".

- Un groupe de jeunes (travailleurs pour la plupart) ont sorti deux courtes brochures : "Le Militantisme, stade suprême de l'aliénation", et "Statuts imaginaires pour une association de travailleurs communistes".

L'histoire de ces camarades est intéressante : ils étaient plus ou moins le noyau animateur de l'organisation de jeunes travailleurs du PSU (surtout actifs dans les Foyers Jeunes Travailleurs et CET) : OJTR (organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires) (journal : 4 millions de Jeunes Travailleurs). Puis par leur pratique quotidienne et un certain nombre de lectures, ils évoluent jusqu'à remettre en cause non seulement le PSU, mais le léninisme sous toutes ses variétés et décidèrent de passer à l'action. Entre autres péripéties, ils en arrivèrent à sequestrer un dirigeant politique du PSU et à sortir la brochure "Le Militantisme, Stade suprême de l'aliénation" avec les machines et le sigle OJTR ce qui fit scandale à l'intérieur du PSU. Ils se firent même traiter de fascistes pour le contenu de ce texte. Il est bien évident qu'ils ne sont plus au PSU !

"Les Amis des 4 millions de Jeunes Travailleurs" B.P. 8806 - 75261 PARIS Cedex 06.

# CHINE

La Chine, l'Orient en général, ont toujours exercé une sorte de fascination sur les intellectuels européens. Et ceci d'autant plus qu'ils ignoraient la situation véritable dans ces pays. Aujourd'hui, aux anciennes exaltations des moeurs patriarcales ou de la famille confucéenne, ont succédé soit la défense de la religiosité hindoue, soit la présentation de la Chine comme ce pays merveilleux où se poursuit la révolution idéale, sous la conduite d'un chef infallible et prestigieux.

Et ces deux attitudes correspondent à une même démarche mentale: celle de se rattacher à une certitude d'ordre à proprement parler religieux, certitude consolante qui fait opposition à la précarité du statut d'intellectuel dans la société capitaliste moderne et qui se traduit par la recherche phantasmagorique d'un pouvoir illusoire sur soi-même (hindouïsme) ou sur les masses humaines (maoïsme) par l'intermédiaire d'un parti, d'une organisation, etc. S'il est nécessaire de faire une étude plus poussée des groupes maoïstes de montrer comment à la fois ils expriment certaines tendances de la lutte de classe d'aujourd'hui ( refus ou plutôt dénonciation des syndicats) mais l'enferment dans une conception dépassée ( organisation en parti, aller au peuple, agitation créée artificiellement de l'extérieur) appel à des mythologies comme celle de la Chine communiste, ou de la France résistante, etc.) voire la fourvoient dans des tendances proprement fascistes ( goût de la violence pour la violence, tribunaux "populaires", etc.), il est également nécessaire de se livrer à une étude sérieuse de la Chine elle-même, ce phare qui colore de rouge tout l'Orient.

Or ce qui frappe dans ce domaine, ce sont les affirmations a priori. Pour les uns il va de soi que la Chine étant le prototype du pays arriéré qui a fait sa révolution, au nom du marxisme leninisme, contre l'impérialisme capitaliste, elle se trouve ipso facto considérée comme un pays où la Révolution Socialiste a eu lieu et où, au plus, ne peuvent subsister que des "contradictions non antagoniques". Et d'ailleurs il en a été de même hier avec la Russie et les démocraties populaires, comme il en va de même avec Cuba, ou même le Chili d'Allende ( mais surtout pas pour le Pérou qui, gouverné par des militaires qui ne se sont jamais présentés comme marxistes, est pourtant allé beaucoup plus loin que le Chili sur le chemin de la nationalisation intégrale que d'habitude ces discoureurs nous présentent comme le Socialisme, pourvu qu'elle soit accompagnée de citations de Marx, Lénine ou Mao). Pour les autres, la Chine est un pays d'exploitation parce que ce sont justement des bolchéviques ( ou assimilés) qui y règnent. Et on s'arrête là, laissant sous entendre qu'avec d'autres....

Que la Chine soit un pays d'exploitation c'est, on serait tenté de le dire, une évidence. Mais cette affirmation ne dispense pas d'une étude sérieuse

1) du fait que la Chine, dans les conditions où elle se trouvait, c'est-à-dire, entre autres, l'absence d'une révolution mondiale,

ne pouvait faire autrement que de mettre en place une autre société d'exploitation  
2) du caractère économique de la Chine maoïste, c'est-à-dire une étude d'un capitalisme d'Etat étendu à 700 millions d'individus et qui rencontre beaucoup de difficultés à se développer  
3) de la lutte de classe d'un type nouveau pour le pays introduite par la transformation économique.

C'est ce que tente de faire Ch. Reeve dans un petit livre paru aux Editions Spartacus ( 9Fr. si commande à LCO): Le Tigre de Papier

Nous ne voulons pas faire ici la critique de ce livre, c'est-à-dire discuter sur des points de détail telle ou telle position de l'auteur, mais souligner que c'est la seule tentative d'aborder une étude profonde, on dirait volontiers marxiste si ce mot n'avait pris tant de sens péjoratifs, du développement du système industriel en Chine et de montrer qu'il s'agit du capitalisme. En accord avec l'auteur et l'éditeur, nous reproduisons ci-après les chapitres IX et X qui traitent de la révolution culturelle et du retour à l'ordre. On verra comment l'étude directe des faits et le retour constant à la base économique et sociale sont beaucoup plus éclairants que des pages et des pages de discussions idéologiques.

Pour terminer deux anecdotes.

La Grande-Librairie-Gauchiste Maspéro n'expose pas ce livre sur sa table de vente ( elle le relègue dans un rayon pour qu'on ne puisse pas l'accuser de refuser de le vendre) parce que, selon une vendeuse, "cela pourrait lui nuire auprès de sa clientèle".

Monsieur Patrice de Beer, journaliste au Monde, et chargé de tout savoir sur les chinois, a exécuté le livre en disant qu'il ne valait rien puisque le monde entier y était considéré comme capitaliste!

Nota: Pour des raisons techniques nous avons dû supprimer notes et références.

## - RÉVOLUTION PAR DÉCRET ET GRÈVES SPONTANÉES

LA «REVOLUTION» INSTITUTIONNELLE VISE A PERMETTRE UNE MEILLEURE ACCUMULATION PAR L'ALLÈGEMENT DE L'APPAREIL BUREAUCRATIQUE ET L'AUGMENTATION DU TAUX D'EXPLOITATION. ELLE SE HEURTE A UNE PUISSANTE RESISTANCE OUVRIERE.

« La journée c'est pour la production et le soir pour la révolution ou la préparation à la production. » Guanxi Radio, 2 mars 1967.

(D'après « The China Quarterly », n° 30, avril-juin 1967.)

Lorsque le Parti Communiste Chinois lui-même déclare « la présente Grande Révolution Culturelle n'est que la première de ce type » (23), c'est au fond la reconnaissance de l'étrange contenu de classe d'une révolution qui fut déclarée par décret du Comité Central en date du 16 mai 1966 et prit fin 2 ans environ après par un autre décret. Aucune autre révolution dans l'histoire n'a eu un tel encadrement institutionnel, et une si faible participation de ceux pour qui elle était soi-disant conduite, les producteurs eux-mêmes. Néanmoins, la Révolution Culturelle eut d'importantes répercussions sur les conditions sociales de la production. Ainsi qu'il l'a déjà été souligné, au début de 1966, la situation en Chine était fortement marquée par la stagnation économique, surtout dans le secteur industriel, et ceci en raison des limites imposées par la résistance des travailleurs à l'accroissement de leur exploitation. Le « pessimisme économique » dont fut accusé Liu dans les années 60 ne fut rien de plus qu'une

position politique exprimant cette situation. Il devenait clair que la Chine avait besoin d'un changement dans sa politique économique et dans l'organisation de la production.

Vers 1966, la tendance dominante dans le Parti, uni autour de Liu Shao-Qi, commença à combattre pour une nouvelle politique économique basée sur l'élargissement du marché des produits ruraux afin de développer la productivité et aussi sur la priorité aux investissements dans l'industrie lourde, ce qui n'aurait été que le développement des tendances amorcées pendant le 3<sup>e</sup> Plan Quinquennal. La difficulté qu'il y avait à réaliser une telle politique durant cette période était devenue évidente; la seule façon de la réaliser aurait été une réintégration dans le bloc capitaliste d'Etat russe (à travers l'importation de capital), ce qui aurait entraîné des réformes de type russe introduisant le profit comme critère de fonctionnement des entreprises industrielles. Liu fut plus tard accusé de vouloir construire le capitalisme en Chine, pour avoir ainsi formulé la solution: « Nous devons acquérir l'expérience du capitalisme en ce qui concerne la gestion des entreprises, notamment celle des entreprises monopolistes » (24). Il avait seulement esquissé des plans pour introduire le profit comme critère de répartition des ressources, dans le but d'augmenter la productivité, la rentabilité et la croissance du secteur industriel. Il est clair que ce projet était identique aux réformes économiques du Capitalisme d'Etat russe basées sur l'utilisation des profits comme signe de rentabilité (25). Ce type de réformes était la seule méthode qu'on avait trouvée pour pallier les difficultés du plan de l'Etat à changer les conditions sociales pour accroître la productivité. Dans tout cela, le mouvement de réformes ne signifiait pas la disparition du capitalisme d'Etat mais la modification des méthodes de pression sur les travailleurs et les directeurs d'usine en vue d'accroître la production.

Contre cette ligne une autre tendance fut formée par Mao et par les hautes sphères de l'armée. Le fait que Liu Shao-Qi représentait la majorité de l'appareil du Parti, surtout dans les sphères dirigeantes de l'économie (direction industrielle, Office du Plan) ainsi que la bureaucratie syndicale, est bien sûr en relation avec le fait que la direction industrielle et la bureaucratie syndicale ne pouvaient que bénéficier de l'introduction du profit comme élément de base du fonctionnement des entreprises. Pour la direction industrielle cela signifiait une plus grande croissance économique ainsi que des revenus et des pouvoirs politiques plus élevés, pour la bureaucratie de plus hauts salaires pour répliquer aux revendications et par là, un contrôle accru sur la classe ouvrière\*. A l'opposé de cette tendance, Mao et ses compagnons (avec aussi parmi eux de hautes personnalités du Parti comme Zhu Enlai) s'appuyaient sur l'armée et de larges masses de la population étudiante.

L'utilisation d'étudiants comme force politique à lancer contre le Parti fut favorisée par la condition étudiante elle-même en Chine en 1966. Ainsi qu'il l'a déjà été signalé, l'extraordinaire prolifération de la population étudiante dans les années 60 fut dans une large mesure fonction de la stagnation industrielle combinée avec la vague démographique produite par la hausse des taux de naissance et la baisse des taux de mortalité dans la période d'après-guerre. « De 1960 à 1966, 23 millions de diplômés sont arrivés sur le marché du travail, à un moment où la stagnation des investissements industriels réduisait considérablement les besoins en cadres » (11). Les mêmes conditions prévalurent dans tous les pays occidentaux qui avaient connu une explosion de naissances après la deuxième guerre mondiale, et ce fut un facteur fondamental dans l'apparition de la « révolte des jeunes » dans de très nombreuses sociétés à différents niveaux de développement économique (d'accumulation).

Alors que les conditions de vie de cette population étudiante n'étaient pas parmi les pires qu'on trouvait en ville, la stagnation industrielle faisait de l'intégration à la production de cette force de travail relativement qualifiée un très gros problème. Le système d'éducation lui-même, comme dans les pays occidentaux, était assez inadapté à la future position des étudiants dans la production sociale. Comme à l'Ouest, ceci créa une situation dans laquelle la jeunesse étudiante ressentait comme difficiles son présent et son futur, mais, n'ayant aucun débouché concret dans le processus de production, elle n'avait aucune idée de la façon de s'attaquer à ce problème. Cette disponibilité politique des étudiants, combinée avec les énormes possibilités de manipulation de cette force, constituaient une condition préalable fondamentale pour le combat contre la tendance Liu dans le Parti.

Deux phases distinctes peuvent être clairement délimitées dans la Révolution Culturelle, commencée officiellement le 18 août 1966 avec le meeting de masse de Pékin. Dans la première qui va jusqu'en janvier 1967, la tendance Mao mène un combat

purement politique contre la bureaucratie du Parti. La seconde période est celle où la production est touchée et qui s'étend du début de 67 jusqu'au milieu de 1968. Les gardes rouges devaient « construire une armée militante hautement disciplinée et organisée, avec un haut niveau de conscience de classe et servir de sûre force de réserve de l'armée de libération » (26). Dans la « résolution du 8 août » qui institutionnalisait la « révolution », il était clairement souligné qu'on devait attaquer « les éléments dans le Parti qui suivaient la voie capitaliste » (souligné par nous). Le combat tout entier devait être limité à une purge dans le Parti et se tenir à l'écart de la production, ainsi que le spécifia constamment Zhu Enlai lui-même. Cette première période est principalement caractérisée par la collaboration étroite entre les gardes rouges récemment créés et l'appareil de l'armée; l'armée fournit non seulement un modèle organisationnel, mais aussi les conditions matérielles de la « révolution »: transports, communications, radio, téléphone, etc...

Vers la fin de 1966 il devint de plus en plus clair que les cadres du Parti partisans de la ligne « révisionniste » de Liu étaient davantage qu'une petite clique de médiocres bureaucrates renégats, aisément mis en déroute par les affiches, les écrits, et les rites magiques d'exorcisme des gardes rouges. Alors que croissait la violence des purges et des attaques contre les responsables locaux du Parti, l'agitation sociale s'accrut au point qu'une large partie du combat commença à se dérouler dans le processus de production. Notre propos n'est pas de décrire ici les aspects plus ou moins « culturels » de l'activité des gardes rouges, si appréciés à l'Ouest par les producteurs professionnels d'idéologie et de spectacle. Notre but n'est pas non plus de fabriquer des démonstrations idéalistes concernant le caractère populaire (quoil que signifie ce « populaire ») de l'armée chinoise qui, comme toute autre armée, protège l'accumulation du capital national et l'existence de la classe dirigeante nationale, et dans laquelle l'échelle des salaires s'étendait, en 1962, de « 2,50 \$ U.S. pour un simple soldat à 192/236 \$ U.S. pour un général en chef » (27), et dont le budget représente la même proportion du Produit National Brut qu'aux Etats-Unis et en U.R.S.S. La signification politique et sociale de ce mouvement est à chercher dans les changements qu'il provoqua dans la production et dans la façon dont les producteurs eux-mêmes réagirent aux changements tentés.

Au début de 1967, non seulement le combat politique avait touché la production par la purge des officiels locaux du Parti (directeurs du plan et bureaucratie syndicale locale), mais aussi les premières tentatives furent faites pour réorganiser les conditions sociales de la production, ce qui était le but ultime poursuivi par la fraction de Mao en s'emparant du pouvoir. Ce processus clarifia les intentions de la « nouvelle direction » et provoqua une période d'extraordinaire agitation sociale, durant laquelle l'activité autonome de la classe ouvrière pour la première fois commença à apparaître, non pas comme une quelconque *alternative* « révolutionnaire », parce que tout simplement il n'y avait pas de révolution, mais comme une *réaction* aux directives venues d'en haut.

En décembre 66, la tendance maoïste à l'intérieur des hautes sphères du Parti et de l'Armée, où quelques purges avaient aussi eu lieu, fut assez forte pour lancer les premières réformes. Le 27 décembre la Fédération des Syndicats fut dissoute et la décision fut prise de porter la « révolution » aux usines et aux champs. Même à cette époque il était clairement précisé que l'objectif était de « faire la révolution et accroître la production » ou, qu'en d'autres termes, il était « nécessaire de mobiliser sans réserves les masses ouvrières et paysannes et d'écraser la poignée d'individus du Parti qui, parce qu'ils étaient en position de dirigeants, s'étaient engagés sur la voie capitaliste dans les entreprises industrielles et dans les campagnes » (29). Même à travers l'écran idéologique de ces déclarations il apparaît évident que la fonction du prolétariat était seulement de soutenir politiquement une tendance contre une autre à l'intérieur du Parti sans atteindre à une transformation de sa position dans la production. Le changement annoncé, « le rejet de la voie capitaliste », devait être mené à bien par la tendance « correcte » à l'intérieur du Parti, et à laquelle les ouvriers et paysans étaient supposés apporter leur soutien. Il s'agit de voir ce que ce changement signifiait pour les producteurs de plus-value.

Puisque les producteurs eux-mêmes ne semblaient pas être spontanément intéressés à choisir entre les deux tendances, des décisions organisationnelles furent prises. Les « rebelles révolutionnaires », des groupes d'ouvriers partisans des maoïstes, furent créés, et avec l'aide des gardes rouges, ils commencèrent à agir au niveau de la production par des purges visant les directions d'usines et les cadres syndicaux aussi bien que les



autres travailleurs ayant une « idéologie bourgeoise ». Les « rebelles révolutionnaires » manquant d'une force suffisante à l'intérieur de la classe ouvrière, il devint de plus en plus nécessaire d'avoir recours aux gardes rouges et à l'armée, ce qui entraîna la désorganisation de la production. La « Révolution Culturelle » n'ayant rien de commun avec un mouvement spontané de la classe ouvrière puisque son activité visait à offrir une alternative à l'accumulation du capital, l'agitation qui en résulta de la part de la classe ouvrière chinoise ne dépassa jamais le stade d'une simple réaction contre les mesures venues d'en haut. Certains léninistes qui analysent correctement la Révolution Culturelle comme un combat interbureaucratique entre deux politiques économiques de développement du Capitalisme d'Etat, voient cependant la réaction de la classe ouvrière dans ce conflit comme une alternative « de gauche » alors qu'il ne s'agissait que d'une réaction de classe à l'accroissement de l'exploitation et manquant de toute autre perspective politique\*.

Au début de 1967, le gouvernement prit les premières mesures dans la nouvelle politique économique annoncée par la Révolution Culturelle. Dans le secteur industriel, non seulement les avantages sociaux étaient atteints par la dissolution des syndicats, mais aussi les salaires furent réduits par l'élimination des stimulants matériels et des primes (9). Ainsi la totalité du salaire comme fraction du produit social total était réduite et le taux d'exploitation accru. En outre, l'introduction des Gardes Rouges dans les usines dans le but d'« éduquer » la classe ouvrière provoqua un mouvement massif de grèves qui se prolongea jusqu'en 1969. Comme cette activité de la classe ouvrière ne trouvait pas sa place à l'intérieur des plans « révolutionnaires », son intervention changea le cours prévu des événements. La période la plus confuse et la plus agitée commença alors et elle dura jusqu'à la fin de 1967 quand l'Armée intervint ouvertement dans le but de rétablir l'ordre (capitaliste) et de relancer la production (de plus-value).

Le mouvement de grève commença à Changai le 9 janvier 1967 par le débrayage des dockers. Le mouvement s'étendit du port aux zones industrielles et toutes les industries de la ville furent bientôt arrêtées. L'activité des ouvriers était surtout une réponse à l'amputation de leur salaire et à l'instauration des stimulants idéologiques, c'est-à-dire à un contrôle plus serré des lieux de travail par le Parti et à une hiérarchie parmi les travailleurs basée sur la fidélité au Parti et à la pensée de Mao. Cette question des stimulants matériels a été une des questions centrales de la Révolution Culturelle.

Déjà, durant l'été 1966, les Gardes Rouges avaient rencontré une certaine résistance à leur campagne contre la « vie bourgeoise » qui consistait notamment à exproprier tous les vieux disques et livres possédés par la population ouvrière ! C'est à cette même époque que la tendance de Mao commença à envoyer les cadres s'éduquer dans la région pétrolifère de Daqing où les travailleurs avaient suivi une « vie de production révolutionnaire » basée sur le refus de stimulants matériels bourgeois\*. Effectivement, ainsi que le déclare le Quotidien du Peuple (juillet 1966), « une entreprise moderne ne devrait pas dépendre de stimulants matériels, mais seulement du pouvoir de l'idéologie politique, la pensée du Président Mao, qui donne sa force à l'esprit du peuple. » La classe ouvrière, qui n'était pas capable, sans doute du fait de sa mauvaise nature bourgeoise, de vivre d'une chose aussi substantielle qu'une pensée, surgit dans la « révolution » alors qu'elle était censée ne jouer aucun rôle hormis continuer à produire. Les grèves de 1967 s'étendirent bientôt aux autres régions industrielles et, pour la première fois depuis 1926-27, la classe ouvrière chinoise entra en action pour défendre ses intérêts de classe immédiats, pour s'opposer à l'accroissement de son exploitation par l'amputation de ses salaires. Une des façons d'expliquer cette activité pour l'idéologie maoïste est de réduire ce mouvement de grève à une manifestation de l'idéologie bourgeoise. Du fait que la forme bourgeoise de la production sociale (Propriété privée des moyens de production) n'existe plus en Chine, il est évident que cette idéologie ne peut exister parmi les ouvriers que comme image d'une réalité passée. Ceci explique l'acharnement et les purges des maoïstes contre tout ce qui représentait l'« ancienne société ». En fait, les tendances ainsi qualifiées de « bourgeoises » étaient entièrement le produit de la position sociale nouvelle des ouvriers chinois (et non de leur passé), c'est-à-dire de leur condition de salariés, de producteurs de plus-value. Une autre explication fut avancée, celle de l'influence pernicieuse de mauvais bureaucrates. Dans l'appel publié par les groupes maoïstes à Changai au moment où la grève s'étendait et où la production était arrêtée, il était dit : « au moment même du renversement du comité réactionnaire bourgeois du Parti à Changai, une petite clique de puissants capitalistes (!) infiltrée à l'intérieur du Parti engageait une nouvelle conspiration... poussant les masses à combattre les masses, faisant dévier la lutte dans l'espoir de

profits économiques ; ainsi ils suscitaient l'arrêt du travail dans les usines, la désorganisation des chemins de fer, l'engorgement des routes et même incitaient les dockers à arrêter le travail... Ils augmentaient les salaires et les bénéfices, encourageaient les masses à occuper les édifices publics » (30). On s'interroge sur la contradiction entre les ouvriers qui partent en grève lorsque leurs salaires augmentent et les capitalistes qui ont les moyens de payer des bonis et d'empocher les profits économiques tout en bloquant la production. Mais ces ouvriers chinois sont capables de choses très étranges, spécialement lorsqu'ils ont une activité bourgeoise !

Comme d'habitude la grève s'étendit des chemins de fer aux autres zones industrielles de Changai jusqu'à la Mandchourie où la production du principal centre industriel, Sheng Ang, fut complètement paralysée, jusqu'à la province de Fujian où les usines furent occupées, les bâtiments publics pris d'assaut et les surplus de l'Etat distribués, jusqu'à Canton, jusqu'à Nankin où les chemins de fer furent paralysés, jusqu'aux régions de Beijing, Changjing, Yan'an, Xi'ha, Huangzhou aussi bien que dans les zones industrielles de la province de Shansi où de nombreux appels à la reprise du travail furent lancés aux ouvriers.

Parmi tous ces mouvements celui de Changai fut le plus important. Le 13 janvier le radio de Beijing annonça que dans les faubourgs ouvriers de Changai se déroulaient de violents combats pour la prise de l'Office des Chemins de Fer et de l'usine électrique de Yang Shu Bu qui avaient été occupés par des « ouvriers bourgeois » (31). L'armée populaire y fut envoyée et par la suite il semble que la lutte se termina grâce à l'action de l'armée « du peuple » contre le peuple des ouvriers. Néanmoins, cette forte résistance de la classe ouvrière eut quelques effets immédiats. En ce qui concerne la baisse des salaires certains adoucissements furent apportés : « certains ouvriers dont les salaires avaient été retenus reçurent une partie de ces salaires mais cette décision de rembourser les salaires retenus fut vite annulée » (9).

Parallèlement l'armée intervint de plus en plus souvent non seulement pour « résoudre » ou écraser tout type de révolte ouvrière mais aussi pour limiter les excès des Gardes Rouges. Face à une administration de plus en plus désorganisée, avec un parti en pleine décomposition et une production industrielle paralysée par les ouvriers, seul l'appareil de l'armée avait assez de pouvoir pour contrôler la croissance de l'agitation sociale. Son contrôle fut institutionnalisé sur une base plus large avec la création des comités révolutionnaires, les seuls organes de contrôle dans les zones ouvrières et à partir desquels sera reconstruit le nouveau parti.

Au printemps 67 la tendance était à la limitation de la « révolution » et à la mise en place de nouvelles formes de contrôle. En février le Quotidien du Peuple appela au développement des « comités révolutionnaires » basés sur la triple alliance (armée, cadres révolutionnaires, producteurs). Quelques jours plus tard le premier congrès des gardes rouges annonça leur « unification », et peu après le Drapeau Rouge publia un article intitulé : « il est nécessaire de traiter correctement les cadres ». Ces trois événements montrent la nouvelle orientation.

Au niveau de la production industrielle il était nécessaire de regagner la production perdue et d'accroître la productivité, et pour cela une nouvelle méthode de contrôle par le parti fut créée. Puisque l'ancienne direction et les syndicats avaient disparu c'était aux comités révolutionnaires formés par les cadres révolutionnaires et représentatifs des ouvriers et de l'armée que la tâche incombait. Il est important de souligner que la Révolution Culturelle eût réellement une tendance anti-bureaucratique, dans la mesure où la bureaucratie était une limite à l'accumulation du capital. L'énorme bureaucratie institutionnelle (Parti, direction des entreprises, syndicats), non seulement était une charge qui grevait la plus-value mais également la cause de difficultés croissantes dans son extraction, car elle se trouvait trop éloignée des lieux de production, et donc du contrôle du processus productif. Les comités révolutionnaires étaient également une forme de contrôle mais beaucoup moins coûteuse, et avec l'avantage de se former principalement au niveau de la production.

Cette réorganisation et cette limitation de la bureaucratie se poursuivirent pendant quelque temps durant la période qui suivit la Révolution Culturelle. L'autre changement qui refléta la nécessité de mettre un terme à la désorganisation de la production fut la nouvelle ligne à propos des cadres et des techniciens, qui désormais devaient être non seulement éduqués, mais également réintégrés dans la production. Finalement, l'institutionnalisation des Gardes Rouges fut le signe que les soi-disant excès de ces groupes devaient être arrêtés. Même si en général les Gardes Rouges étaient contrôlés par l'appareil de l'armée, certains groupes échappèrent apparemment à son contrôle, et se radicalisèrent durant leur activité.

Beaucoup a été dit sur l'existence de tendances « gauchistes » parmi les Gardes Rouges, souvent avec l'intention de percevoir dans la Révolution Culturelle une odeur de mouvement révolutionnaire. Il nous semble plutôt nécessaire de critiquer toute spéculation tendant à présenter ces mouvements assez limités comme la preuve de l'existence d'un courant radical pendant cette période. Il faut souligner que son existence ne peut être analysée et comprise que par rapport à la résistance que les ouvriers chinois ont opposée à la Révolution Culturelle. Cette résistance des ouvriers provoqua la naissance de quelques groupes de Gardes Rouges à gauche de la ligne officielle. Néanmoins, les conditions matérielles de la société chinoise ne permettaient pas le développement d'un quelconque projet révolutionnaire parmi le prolétariat ou, encore moins, parmi les quelques groupes scissionnistes des Gardes Rouges. Leur radicalité, pour autant qu'on puisse le savoir, se limite à une timide critique des méthodes utilisées par la classe dirigeante dans sa lutte pour une augmentation du taux d'exploitation. L'étendue du territoire et la décomposition de l'administration créèrent, à leur tour, des tendances décentralisatrices, dont le contenu réactionnaire est évident dans un capitalisme arriéré comme celui de la Chine. Ainsi le comprirent les planificateurs de la Révolution Culturelle, qui ont constamment « mis en garde » les Gardes Rouges contre les dangers d'«...anarchie, d'ultra-démocratie, de complète égalité et de mentalité de bandit »\*.

Ici il est important de souligner que les tentatives faites pour établir une organisation communale, abandonnées par la suite comme « danger fédéraliste » (en d'autres termes, hors du contrôle du parti central), eurent lieu précisément dans les régions industrielles où les luttes avaient été les plus dures : Changai, Shansi. Ce gauchisme était ainsi considéré comme une « anomalie de la révolution » et pénalisé par le Parti par la liquidation de l'activité « révolutionnaire » des Gardes Rouges. En juillet 1967, les universités étaient de nouveau ouvertes et les étudiants contraints de retourner à leurs livres ; les plus récalcitrants ayant été envoyés sur le front de la production agricole, sinon liquidés physiquement.

À la fin de 1967 et au commencement de 1968 le Parti s'engagea dans un important processus de reconstruction qui prit fin avec le 9<sup>e</sup> Congrès du P.C.C. en avril 69. Au cours de cette période, la principale préoccupation reste de maintenir la production : « Le comité central du P.C.C. demande aux travailleurs de maintenir le système des 8 heures de travail (32). » En dehors du lieu de travail où les comités révolutionnaires n'étaient pas en place, l'armée devait prendre en charge les tâches de la « révolution ».

Dans les campagnes, dans la mesure où des arrêts de production ne s'y étaient pas produits, la Révolution Culturelle eut des répercussions moins importantes. Les changements qui y furent réalisés concernent surtout l'organisation du travail. Déjà, durant l'automne 1966, les chefs de la Révolution Culturelle avaient envoyé les Gardes Rouges aux champs dans le but d'aider à faire la récolte, en ayant préventivement insisté sur la nécessité absolue de ne pas troubler la production rurale.

Néanmoins, le processus « éducatif » alla trop loin dans certaines régions comme la Mandchourie et le Heilongjiang où les tentatives pour liquider la propriété privée agricole provoquèrent des révoltes nécessitant l'intervention de l'armée. Le Parti reconnut cette faute : « Nous devons être prudents à l'égard des nouvelles questions qui apparaissent dans le cours du développement agricole, et en particulier en ce qui concerne le régime de la propriété » (33). Les seuls changements notables sont ceux obtenus grâce à un travail manuel intensif, comme durant le Grand Bond en Avant : il s'agit surtout des travaux d'infrastructure. La Révolution Culturelle a eu peu de répercussions sur les campagnes : c'est là que réside la différence essentielle entre cette période et celle du Grand Bond en Avant, pendant laquelle c'est dans la production agricole que se concentraient les efforts de réorganisation sociale de la production de capital. Au contraire, la Révolution Culturelle a touché surtout l'industrie et la classe ouvrière alors que la campagne a été épargnée afin de ne pas gêner la production agricole. L'attaque du Capital pour le renforcement de l'exploitation s'est déplacée sur le terrain du salariat urbain. Néanmoins, la réorganisation du Parti entraîna, dans les champs aussi, une amputation de la bureaucratie et la création de nouvelles formes de contrôle, plus proche des paysans, dans le but d'accroître la productivité.

La Révolution Culturelle finit comme elle avait commencé par une décision de la direction du parti. Cette fin fut officiellement annoncée au 9<sup>e</sup> Congrès du nouveau Parti Communiste ainsi que la création d'une nouvelle institution sociale : les « comités révolutionnaires » directement contrôlés par le nouveau Parti, moins bureaucratisés et plus proches du niveau de la

production. Ils constituèrent en fait le seul appareil administratif jusqu'à ce que la reconstruction du Parti fut achevée. La société était prête à redémarrer la production pour une meilleure accumulation, l'objectif tout entier des nouvelles organisations étant l'accroissement de la productivité sociale du travail et de la production de plus-value.

## LE RETOUR A L'ORDRE ET A LA LOI

LA POLEMIQUE ENTRE LES DEUX LIGNES DE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE. LE RETOUR AU PLAN CENTRAL ET LA REORGANISATION SOCIALE DE LA PRODUCTION. LA REDUCTION DES SALAIRES OUVRIERS. L'ETAT MENAGE LA PROPRIETE PRIVEE AGRICOLE.

Après la Révolution Culturelle, il est possible d'analyser les changements dans la société chinoise à trois niveaux : dans l'organisation du Parti et de sa politique économique, dans l'organisation sociale de la production industrielle et dans la production agricole. Tout au long de la grande Révolution Culturelle et même après le 9<sup>e</sup> Congrès du Parti, la nouvelle ligne qui émerge se fait largement en tant que critique de la « ligne capitaliste révisionniste de Liu ». Si l'on analyse les points principaux de ces critiques, il est possible de comprendre les différences entre les deux tendances et de définir la nouvelle ligne économique. Liu, c'est-à-dire l'ancien appareil politique du P.C.C., se trouvait jusqu'en 1966 face à la nécessité de la croissance économique. Au fur et à mesure que s'aggravèrent les difficultés d'extraction du surplus agricole pour les investissements industriels, se renforça la tendance à une intégration accrue dans le bloc du Capitaliste d'Etat russe et au développement du secteur privé en Chine. Ces deux directions étaient critiquées par la tendance maoïste qui exprimait à la fois la peur d'un croissant contrôle du capitalisme d'Etat russe et aussi la peur que l'affaiblissement du secteur d'Etat en Chine entraîne la pénétration d'influences occidentales, étant donné l'expansion considérable du Capitalisme Américain dans le Sud-Est Asiatique. Pour la ligne de Mao, les questions de productivité et d'appropriation du surplus pouvaient être résolues d'une autre façon : « Toutes les luttes que nous avons menées dans le passé, à la campagne, à l'usine, dans le domaine culturel, ont échoué car nous n'avons pas su trouver la méthode pour soulever les larges masses. A présent nous avons trouvé cette méthode : c'est la Révolution Culturelle » (34).

Tout cela doit être fait en « mettant la politique au poste de commande » et à travers la formation de « l'alliance ouvriers-paysans ». Mais ceci dit, il est tout de même précisé que : « nous ne devons jamais penser que mettre la politique prolétarienne au poste de commande veuille dire que nous pouvons nous passer du travail économique, de la comptabilité économique, de la réduction des coûts de production et d'une croissante accumulation... Les profits des entreprises sont une importante source de revenu pour une économie socialiste » (35). Ainsi, de toute façon, les questions que se posaient les deux tendances étaient celles de l'augmentation de la productivité du travail, de l'extraction de plus-value (« profit ») et de l'accumulation.

Opposée à l'option de la « clique révisionniste du Krouchtchev chinois, qui a établi le système du salaire sur la base du travail », une autre option la remplace, « faire comprendre aux fonctionnaires et aux masses que s'ils mettent la politique au poste de commandement de tous les métiers et professions, ils travailleront plus dur, pour aboutir à un plus haut niveau de conscience politique et en conséquence devenir des spécialistes dans leur travail » (36). En d'autres termes, l'objectif est de réduire la valeur de la force de travail par l'introduction d'une « conscience politique ».

En ce qui concerne l'explication donnée de « l'alliance paysans-ouvriers », le P.C.C. est aussi clair : puisque le capital à investir ne peut venir d'une aide extérieure ou de la re-création d'un marché parallèle capitaliste, comme il était proposé par Liu Shaoqui, il doit donc venir du surplus agricole. Ainsi, la nouvelle ligne essaie d'éliminer le déséquilibre entre l'agriculture et l'industrie en investissant plus dans des secteurs qui amèneront directement une augmentation de la production agricole

(engrais, camions, tracteurs, matériel d'irrigation, etc.). « C'est seulement à travers la réalisation d'une mécanisation graduelle de l'agriculture que la production peut se développer sur une large échelle, que la productivité du travail peut croître énormément, que la question de l'équilibre entre la croissance agricole et industrielle peut être résolue, et que l'alliance ouvriers-paysans peut être encore plus renforcée » (37). Un plus grand équilibre ainsi obtenu permettra à l'Etat d'extraire le surplus avec moins de résistance de la part de la paysannerie, voilà le but à atteindre. Mais de quelle façon sera faite la répartition de ce surplus dans les diverses branches de l'économie, voilà la question.

Depuis le commencement de la Révolution Culturelle il n'avait plus été fait allusion à la nécessité de la planification. Ce n'est qu'en octobre 1970 que des références à la planification centralisée réapparaissent : « Notre économie socialiste est une économie planifiée, et le but d'une économie socialiste n'est pas seulement de faire des profits, mais aussi d'augmenter la production » (38). S'il est vrai que Liu Shaoqui voulait augmenter les profits à travers l'accroissement du rôle du secteur privé et du mécanisme de marché, qui aurait forcé selon ses opposants « les départements de production à chercher aveuglément les profits, et à s'opposer à la planification de l'Etat », la victoire de ses adversaires « ne veut pas dire que le commerce socialiste n'est pas à la recherche du profit » (38). Il faut remarquer que ce qui devait être renforcé par la Révolution Culturelle était la planification centrale et non une décentralisation orientée vers l'entreprise. Il est important de souligner ceci car on sait de quelle façon l'idéologie pro-maoïste a insisté sur la démocratisation de la révolution en Chine depuis la Révolution Culturelle. En ce qui concerne le pouvoir de décision des entreprises quant à la production et au profit, la nouvelle ligne post-Révolution Culturelle a encore renforcé davantage le contrôle de l'Etat. En ce qui concerne le pouvoir de décision des ouvriers au niveau de la production, toute description plus ou moins idyllique de « pouvoir ouvrier » est complètement invalidée par l'existence du plan d'Etat : « L'Etat détermine les niveaux de production à atteindre dans le plan national, et il est demandé aux entreprises de dépasser ces niveaux » (39). Donc même si une « démocratie » existait au niveau de la production, les ouvriers n'auraient le droit de discuter que le degré de sur-exploitation à laquelle ils veulent être soumis au-delà du niveau déjà décidé à Pékin.

Le Plan Central est donc le centre du développement, même (et surtout) après la Révolution Culturelle, la seule régulation de la répartition des ressources existant dans le développement du Capitalisme d'Etat Chinois. Dans ce développement national, l'importance des dépenses militaires est un point central : « Si notre planification était basée sur la loi de la valeur (régulée par le marché), il serait impossible à l'Etat de créer une industrie lourde centralisée ; il serait impossible à l'industrie de défense non rentable d'exister ; il serait impossible de développer ces industries avec une valeur de production suffisamment basse, qui réalise peu de profits, afin d'appuyer l'agriculture ; il serait impossible, en accord avec l'esprit d'internationalisme prolétarien, de produire les produits nécessaires à la lutte des peuples révolutionnaires du monde » (35). Il va de soi que l'esprit internationaliste dont il est question concerne l'aide au Vietnam du Nord et au F.N.L., ceci au cours d'une période durant laquelle l'intervention du capitalisme américain au Vietnam était en train de créer progressivement une limite au développement du Capitalisme d'Etat chinois.

Mais pour mettre en marche cette planification centrale, les organes du contrôle étatique sur la production doivent aussi être réorganisés. Dans la période précédant la Révolution Culturelle il avait été accordé une certaine autonomie à la direction des unités de production. La bureaucratie centrale était devenue pléthorique et inefficace, et surtout trop éloignée des centres de production, et éprouvait donc des difficultés à faire appliquer les directives du plan central. Grâce à la Révolution Culturelle, c'est un nouveau parti qui est créé, et organisé d'une façon différente. Basés sur l'armée, la seule institution restée stable pendant la Révolution Culturelle, des comités révolutionnaires ont été créés d'après le système de la « triple alliance ». Une partie de l'idéologie développée en Occident sur la Révolution Culturelle se réfère à cette décentralisation du pouvoir et à une prétendue « démocratie directe » dont ces comités étaient censés être l'expression. En fait, depuis le début de leur création (par le vieux Parti lui-même en 1966) ces organisations sont restées sous la dépendance institutionnelle étroite des hautes instances du Parti. Le fait que quelques-uns de ces comités, au milieu de la « Révolution », soient devenus autonomes par rapport à la direction n'est qu'une exception qui s'explique par l'existence d'influences « anarchistes » qui s'y sont développées. Il faut bien souligner que ces tendances « anarchistes » auxquelles les hautes instances de la révolution ont fait constam-

ment allusion n'avançaient que la revendication d'une certaine autonomie locale. Loin d'exprimer une perspective communiste, une telle revendication n'est que le produit du faible développement de la centralisation du capitalisme en Chine.

Déjà au 9<sup>e</sup> Congrès après la Révolution Culturelle, il était souligné que la lutte contre ces « fractions autonomes » était un point fondamental dans la construction du parti. « L'édition du Parti doit être menée par le Parti lui-même et non par les factions » (40). Pour ceux qui ont pensé que les organisations de masse telles que les « communes urbaines » devraient se perpétuer, le Parti éclaircit les questions : « quelques personnes, sérieusement influencées par l'anarchisme et le factionnalisme bourgeois nient la direction du Parti par la gauche... Le Parti doit exercer la direction en tout ... quelques autres camarades ont exagéré d'une façon désespérée le rôle des organisations de masse, envisageant d'une façon incorrecte les rapports entre les organisations de masse et le parti, et ont essayé de les mettre au-dessus de l'organisation du parti, contestant la direction du Parti. Ceci est l'expression d'un anarchisme réactionnaire et de syndicalisme » (41). Pour être plus précis, il faut savoir que « ... Le Comité Central du Parti, avec le Président Mao comme chef, est le seul centre de direction de tout le Parti, de l'armée, et de toute la Nation » (42). Ainsi, on est obligé d'admettre que très peu d'espace existe pour l'« autonomie » et la « démocratie directe » des masses travailleuses. Même « l'initiative locale doit se trouver sous la direction unifiée et centralisée du gouvernement central » (43). Dans la production industrielle certaines choses ont changé : non pas en termes de qui (les ouvriers) produit pour quoi (l'accumulation), mais sous la forme de ce processus qui va être réorganisé. Un des résultats de la Révolution Culturelle dans la production a été de réduire la différence institutionnelle entre les organes de gestion et les organisations de producteurs (syndicats). Puisque les syndicats avaient été détruits et la « gestion d'un seul homme » abolie, le Parti a remplacé les deux fonctions dans un organe unique, le Comité révolutionnaire (différemment appelé suivant les régions), qui servait en même temps d'organe de gestion et de représentant des travailleurs. L'objectif essentiel était de réduire les pertes de plus-values dans la consommation bureaucratique, et en même temps de permettre un meilleur contrôle de la force de travail par l'application des directives de l'organe central du Parti. En même temps, la réorganisation du système des salaires, l'élimination du système des primes, et les changements introduits dans les avantages sociaux gérés auparavant par les syndicats, ont sensiblement réduit le niveau moyen des salaires, surtout par l'abaissement des échelons supérieurs de salaires. Si les ouvriers les moins qualifiés n'ont pas été trop favorisés par une augmentation de salaire, les ouvriers plus spécialisés et les fonctionnaires de la gestion ont subi une réduction. Mais la prétendue égalisation dans le nouveau système salarial ne semble pas aller au-delà de ces changements. Quelques informations indiquent même de grandes différences dans l'échelle des salaires... « Les usines hiérarchisent leurs employés en 8 catégories de 34 à 108 yuans par mois, les apprentis gagnant entre 18 et 30 yuans » (44). Il faut aussi noter que l'introduction d'une plus grande rotation dans les postes de travail a permis d'éliminer la majorité des primes attachées à des postes particuliers, ainsi que les primes d'ancienneté.

La production des biens de consommation n'a pas sensiblement augmenté depuis la Révolution Culturelle, ceci à cause de la concentration de l'investissement dans l'industrie lourde, et de l'accroissement très lent de la production agricole. Or, cette stagnation dans la production des biens de consommation n'a pas eu pour résultat des pressions inflationnistes dans l'offre des biens de consommation, comme il arrive dans d'autres pays « socialistes » (Pologne et Cuba), car, en Chine, le contrôle de la classe ouvrière par l'Etat est devenu plus puissant, permettant le contrôle des salaires et la réduction des stimulants « bourgeois ». Ceci donne en partie la raison de l'insistance sur « l'ardeur dans la production », alors que les niveaux de vie restaient fortement contrôlés. Mais puisque chaque catégorie dans la production a en réalité des salaires différents et puisqu'une fonction mieux payée est aujourd'hui octroyée essentiellement à partir de critères politiques, les stimulants politiques se sont dans la pratique transformés en stimulants matériels. Le « critère révolutionnaire » qui détermine le salaire d'un ouvrier est en fait une façon d'augmenter le revenu de ceux qui sont loyaux envers le Parti, ce qui aboutit ainsi à diviser la classe ouvrière. Dans les « meetings de lutte », où ces critères révolutionnaires sont décernés, ces questions ne sont discutées que sur proposition du Parti, et une fois de plus il est évident que les « critères révolutionnaires » ne sont déterminés qu'aux échelons supérieurs du Parti et non par aucune espèce de « démocratie ouvrière ».

En ce qui concerne l'organisation de la production au niveau



le plus bas, nous ne possédons encore que très peu d'éléments. Pendant la période la plus agitée de la Révolution Culturelle, l'armée avait installé dans les usines des groupes de contrôleurs devenus plus tard les bases des « Triples Alliances » ou « comités révolutionnaires ». Ces comités semblent maintenant avoir le pouvoir de gestion de la production. Nous avons déjà vu de quelle façon les niveaux de production sont déterminés par les organes de la planification centrale de l'Etat. Le fait que les membres de ces comités élus par les ouvriers aient besoin d'être cautionnés par le Parti signifie que les comités eux-mêmes se trouvent complètement dans la ligne du Parti. A tout moment, il est rappelé que « C'est une manifestation d'anarchisme de négliger le plan unifié de l'Etat ». Il est vrai que les nouveaux administrateurs se trouvent maintenant en contact plus direct avec la production que les anciens. Cependant leur fonction de contrôle des buts de la production, déterminés en haut-lieu, demeure, même si la propagande maoïste essaie de masquer cette fonction : « Au cours des visites d'usines, il est difficile d'obtenir que les responsables annoncent leur grade et leur responsabilité... Des administrateurs principaux se décrivent eux-mêmes normalement comme des ouvriers ordinaires » (44). Pour nous, ce qui nous intéresse n'est pas ce qu'ils pensent d'eux-mêmes, mais leur rôle effectif dans la production.

L'impact initial de la Révolution Culturelle dans la production industrielle a été un désastre : grèves, débrayages, absentéisme, et autres types de refus du travail, ont été les attitudes communes des ouvriers. « La discipline est nécessaire. Actuellement il n'y en a aucune dans les usines » (45). Cependant, l'intervention rapide de l'armée et la création des comités révolutionnaires ont permis dans une certaine mesure la reprise en main de la situation, et vers 1968 la production avait déjà augmenté par rapport au niveau très bas de 67. En 1967 la production totale était de 15 % inférieure à celle de 1966. Seuls deux secteurs, le pétrole et l'électronique, ont maintenu leur niveau de production pendant la Révolution Culturelle, et ceci parce que les Gardes Rouges ne sont pas intervenus dans ces industries, essentielles pour la capacité militaire chinoise.

Après 1967, les premières priorités pour les investissements concernaient l'accroissement de la productivité dans l'agriculture : engrais (la Chine produit actuellement 40 % de l'engrais dont elle a besoin, au lieu de 12,5 % avant la Révolution Culturelle), tracteurs, transports lourds (camions), équipement électrique, etc. Finalement, à la fin de 1967, la politique d'« indépendance économique » avait comme objectif de réduire les dépenses de l'Etat pour épargner du Capital. Le « Mouvement Antipertes » de 1970 montre que le problème important reste d'augmenter la plus-value en diminuant les coûts et en augmentant l'efficacité. En relation avec le but d'augmenter la productivité du travail par une meilleure utilisation du capital, il est important de voir comment la technique — force productive, et l'habileté de la force de travail ont été augmentées par des programmes d'entraînement au travail et une meilleure relation entre le système d'éducation et la production. « Les avantages immédiats de la liaison directe entre les universités, les lycées et les usines produisirent d'importants dividendes dans la hausse du niveau technique » (39). D'ailleurs, beaucoup de Gardes Rouges « extrémistes » furent mobilisés dans la campagne et y furent une source importante d'innovation. De même le sous-emploi dans le secteur industriel et dans les services fut réduit au minimum par l'émigration forcée de masses de force de travail urbaine vers la campagne. A lui seul le mouvement de Hsia Fang envoya un quart de la population chinoise urbaine participer à la construction d'infrastructures agricoles, de routes, et de travaux de moisson.

Ceci nous permet de comprendre la situation post-Révolution Culturelle dans l'agriculture. Non seulement l'arrêt de la production y fut moindre (un plus petit nombre de cadres ayant été purgé) mais le but même de la mobilisation de la révolution fut d'envoyer de grandes masses de force de travail vers les campagnes. La très exceptionnelle production de blé en 1966-67 (cf. col. 3, tableau 3) fut en partie le résultat de ce travail intensif sur la récolte et l'infrastructure aussi bien que les transports, le stockage, etc. Ce bon niveau de production a été maintenu jusqu'en 1970, puis de nouveau se sont accrues les difficultés... dans l'extraction du surplus par l'Etat. « L'acquisition de grain par l'Etat resta un casse-tête durant l'année 1970. A peu près partout, les paysans, à en croire un grand nombre de comptes rendus officiels considèrent toujours les bonnes récoltes comme des prétextes à faire des fêtes, à célébrer des mariages, et à construire de nouvelles maisons » (39). En d'autres termes, la paysannerie augmentait sa propre consommation au lieu de donner sa production à l'Etat. Les produits agricoles constituant l'essentiel des exportations chinoises et les biens de production étant obtenus pour une large part grâce au commerce extérieur,

cette limitation de l'extraction du surplus agricole affecte directement la croissance de l'économie.

Cette citation exprime d'autre part très clairement le fait que le processus de transformation de la société rurale et d'augmentation de la quantité de surplus extrait n'a pas réussi. Ceci signifie que les conséquences sociales inévitables de l'élévation de l'extraction du surplus — la destruction de la famille élargie, les mariages tardifs, la baisse du taux de natalité, l'exode rural — ne se sont pas fait sentir dans les régions rurales de la Chine.

Le facteur qui reste comme élément fondamental de la productivité paysanne est la propriété privée des parcelles. Durant les premiers mois de la Révolution Culturelle, les parcelles ayant été abolies, la résistance de la paysannerie avait été si forte qu'à la fin de 1967 la propriété privée à la campagne fut à nouveau reconnue. Actuellement 15 à 20 % de la partie du revenu agricole distribuée aux paysans provient des lopins privés (environ 7 % de la surface totale cultivée) (11). La propriété privée est ainsi une des bases du revenu paysan et sa liquidation, non seulement aurait de graves répercussions sur la productivité agricole, mais aussi réduirait le revenu de la production revenant à l'investissement agricole de l'Etat.

Cependant, la remise en vigueur du système des communes a permis au Parti d'accroître son contrôle sur la paysannerie et d'opérer des changements dans le système des salaires. Ici aussi, dans le nouveau système de salaires, l'accent est mis sur les critères politiques (loyauté envers la ligne du Parti). Ce nouveau système remplit la même fonction que dans l'industrie, à savoir de réduire la consommation paysanne et d'augmenter la productivité grâce à un système de rémunération basé sur la concurrence entre les travailleurs, et à la discrétion de la bureaucratie locale du Parti.

En somme, quatre ans après le début de la Révolution Culturelle, la situation économique n'était pas exceptionnelle. La production agricole a augmenté de 3 % par an et le Produit National Brut de 4,5 %, soit à peu près un tiers du taux de croissance durant le premier Plan Quinquennal (46). De toutes les façons, ce n'est qu'en 1969, après la forte baisse de la production de 1967, que la production totale atteignit le niveau de 1966 (47). L'index de la production industrielle n'est maintenant pas beaucoup plus élevé qu'en 1959 (cf. tableau 4). Il faut ajouter, pour compléter le tableau de la situation, que l'industrie lourde travaille maintenant à sa capacité totale, et que tout accroissement du rendement ne peut venir que de nouveaux investissements. Ceci est d'autant plus important que seuls ces nouveaux investissements rendront possible l'augmentation de la productivité agricole qui est la question centrale à résoudre. Car pendant toute la période de l'après-guerre le taux de croissance de la production agricole totale fut dépassé par celui de la population. Le problème reste d'augmenter les investissements à la fois dans les secteurs industriels et agricoles, et, de nouveau, il y a deux solutions possibles : dépendre d'un des deux centres dominants d'accumulation du capital (U.R.S.S. et U.S.A.), ou trouver le capital nécessaire dans l'exploitation de la paysannerie. La politique actuelle poursuit la seconde route mais essaie de le faire sans provoquer trop de résistance de la part de la paysannerie : « ... A moins que les paysans n'y soient préparés, le fardeau de l'industrialisation (qui devrait être payé par la population rurale) sera trop lourd pour que les paysans puissent le supporter » (39).

